



**HAL**  
open science

## **2014-2023 : bilan de dix années de diffusion de l'approche TerriStories aux Suds Montpellier, 12-16 Juin 2023**

P d'Aquino, A Ba, M Ba, L Kaensombath, E Kambire, S Hopsort, S Loroux,  
T Pascutto, T Sall, D Youan

### **► To cite this version:**

P d'Aquino, A Ba, M Ba, L Kaensombath, E Kambire, et al.. 2014-2023 : bilan de dix années de diffusion de l'approche TerriStories aux Suds Montpellier, 12-16 Juin 2023. CIRAD. 2023. hal-04362515

**HAL Id: hal-04362515**

**<https://hal.science/hal-04362515v1>**

Submitted on 22 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

**2014-2023 : bilan de dix années de  
diffusion de l'approche TerriStories  
aux Suds  
Montpellier, 12-16 Juin 2023**

P. D'Aquino, A. Ba, M. Ba, L. Kaensombath, E. Kambire, S. Hopsort, S. Loroux,  
T. Pascutto, T. Sall, D. Youan

Juin 2023

## Table des matières

I.	Introduction.....	3
1.	Objectifs.....	3
2.	Organisation.....	3
II.	Les différentes expériences présentées.....	4
1.	TerriStories, l’histoire d’un engagement collectif.....	4
2.	L’approche mise en œuvre au Sénégal.....	5
3.	L’approche mise en œuvre en Côte d’Ivoire.....	6
4.	La mise en œuvre à plus grande échelle de TerriStories au Burkina Faso .....	7
5.	L’adaptation de TerriStories à d’autres problématiques que la GRN et le foncier .....	8
5.1.	Au Laos, faire émerger une action collective pour le renforcement de la qualité du riz au long de toute la filière .....	8
5.2.	En Asie du Sud-Est, aider les acteurs locaux à s’organiser pour engager une transition agroécologique .....	11
5.3.	Au Sénégal, Adapter TerriStories à la co-construction d’engagements volontaires en faveur de la biodiversité.....	11
6.	Ce qui est proche mais qui n’est pas TerriStories .....	13
6.1.	L’approche mise en œuvre au Cameroun : extrapolation de l’expérience TerriStories sur un autre jeu .....	13
6.2.	L’apprentissage des pratiques d’irrigation collective au Laos.....	15
III.	Résultats de la production commune .....	16
1.	TerriStories, une approche plus qu’un outil .....	16
2.	Les éléments constituant l’approche TerriStories .....	16
3.	La mise en place d’une démarche qualité .....	18
4.	La structuration d’un réseau d’expertise TerriStories.....	19
4.1.	Les différents profils d’intervenant dans une approche TerriStories.....	19
4.2.	La formalisation d’un réseau d’experts TerriStories.....	20
4.3.	Les contrats d’accréditation.....	20
4.4.	Une stratégie commune de visibilité .....	21
5.	Les prochaines opérations identifiées.....	22
5.1.	L’organisation du réseau.....	22
5.2.	Aller plus loin.....	22
	Annexes.....	26

# I. Introduction

## 1. Objectifs

L'atelier a réuni les dix experts qui maîtrisent la mise en œuvre de l'approche TerriStories afin de :

- Partager les expériences et adaptations de l'approche à différentes problématiques
- Mieux formaliser les points communs à l'essence de toute approche TerriStories
- S'entendre sur une démarche qualité commune
- Structurer le réseau d'experts et leurs formes d'accréditation
- Développer une démarche commune de visibilité et de communication
- Echanger sur les modalités et la valorisation de l'outil TerriStories

Les dix experts réunis sont :

- Alpha Ba, Sénégal
- Marame Ba, Sénégal
- Patrick D'Aquino, France
- Sarah Hopsort, France
- Lampheuy Kaensombath, Laos
- Yeri Edwige Kambiré, Burkina Faso
- Stéphane Loroux, Côte d'Ivoire
- Tamara Pascutto, France
- Thierno Sall, Sénégal
- Désiré Youan, Côte d'Ivoire

Deux autres experts TerriStories n'ont pas pu être invités :

- El Hadj Faye, Sénégal
- Ardo Sow, Sénégal

## 2. Organisation

L'atelier a été structuré en quatre temps :

- Tour de table approfondi où chacun a présenté son parcours et ses expériences,
- Présentation par chacun de ses expériences d'application de TerriStories,
- Échanges avec l'équipe valorisation du Cirad (DIMS), pour la définition des formes de contractualisation entre experts et Cirad, et l'établissement d'une stratégie commune de visibilité et de communication
- Formalisation collective :
  - Des points communs à toute approche TerriStories
  - D'une démarche qualité commune
  - D'un plan d'action pour la suite

## II. Les différentes expériences présentées

### 1. TerriStories, l'histoire d'un engagement collectif

Tout a commencé à la fin des années 90, avec le succès des expériences de cartographies (SIG) participatifs dans la Vallée du Sénégal (D'Aquino et al. 2002). Les populations rurales y confirment leurs capacités à s'appuyer sur des informations complexes pour prendre en charge leurs enjeux socioéconomiques et environnementaux, mais de façon si efficace qu'elles parviennent rapidement à nous souligner les limites de la simple représentation cartographique, que ce soit pour co-construire des corps opérationnels de règles, se projeter sur des contraintes peu visibles aujourd'hui mais qui vont s'accroître (croissance démographique, expansion des terres cultivées, accroissement du bétail, changements climatiques...), et élaborer collectivement des stratégies collectives efficaces pour y parvenir ensuite de façon autonome : la cartographie participative permet de régler les urgences, mais la projection collective nécessaire pour aller plus loin ne peut se contenter de l'information statique et conjoncturelle qu'elle fournit.

À l'époque où de premiers chercheurs utilisaient des jeux de rôles (Barreteau 1998<sup>1</sup>, Piveteau 1994<sup>2</sup>), l'idée a germé d'étendre l'expérimentation de cet outil à une utilisation directe par les populations de la Vallée, pour les aider à simuler les futurs possibles et leurs propres scénarios de solutions. Le matériau utilisé pour ces premières expériences est très succinct (des post-it sur une carte), mais cela suffit à lancer une prospective collective qui aboutira à des décisions concrètes d'aménagement du territoire (D'Aquino et al. 2003). Cette innovation s'appuyant sur les jeux de rôles, combinées à d'autres en France et ailleurs, ont été à l'origine de la création d'un réseau scientifique international, le réseau *Companion Modelling* ([www.commod.org](http://www.commod.org)).

La reproduction des premières expériences montre l'impact formidable qu'elles ont sur les participants, provoquant une véritable intelligence collective, d'où émerge à chaque fois des solutions à la fois originales, opérationnelles (car testées et progressivement améliorées durant les simulations), et qui s'ancrent dans les valeurs collectives que les participants peuvent mettre eux-mêmes au centre du « jeu ». En émergent des dynamiques autonomes, qui se poursuivent, seules, au-delà des séances.

Les jeunes chercheurs et acteurs de la société civile qui mettent en œuvre à ces premières expériences y voient au-delà d'un outil une approche (la façon dont tout est fait pour laisser les participants jouer avec leurs propres connaissances et leurs propres points de vue sur le monde, la focalisation mise sur l'émergence de dynamiques autonomes et durables après le jeu), qui les enthousiasme et qu'ils ont envie de partager et de diffuser. C'est là que commence la véritable aventure : transformer une façon de faire en partie intuitive en un support utilisable par tout le monde.

L'outil, c'est-à-dire le jeu en lui-même, a donc été conçu par Patrick D'Aquino, agent du Cirad, entre 2010 et 2014. L'approche globale TerriStories, plus large que l'outil en lui-même (cf. supra), s'est co-construite progressivement durant les premières années d'utilisation du jeu à grande échelle (2015-2016), grâce à l'implication collective de l'ONG Enda-Pronat et de l'investissement individuel de jeunes chercheurs<sup>3</sup>, aujourd'hui parmi les experts de la démarche.

C'est comme cela qu'est progressivement né TerriStories®, son support de jeu, les modalités de formation de ses animateurs, la précision de sa posture participative et politique. Après 2014 et une première utilisation à l'échelle de tout le Sénégal par la société civile, la diffusion de l'approche a ainsi continué dans d'autres pays et d'autres continents, toujours portée par un groupe de militants autant qu'experts, groupe qui grandit lui aussi progressivement.

---

<sup>1</sup> Barreteau, 1998, Un système multi-agent pour explorer la viabilité des systèmes irrigués : dynamique des interactions et modes d'organisation. Thèse de doctorat.

<sup>2</sup> Piveteau, 1994. L'avenir à long terme des zones rurales fragiles : approche par le jeu prospectif d'une question complexe. Thèse de doctorat.

<sup>3</sup> Maramé Ba, Alpha Ba, Sarah Hopsort et Tamara Pascutto.



## 2. L'approche mise en œuvre au Sénégal

C'est la première expérience (2015) à grande échelle de Terristories, que ce soit du point de vue géographique (dans la plupart des régions du Sénégal) ou politique (a abouti à une contre-proposition de réforme foncière auprès du gouvernement).

C'est au cours de cette mise en œuvre que s'est façonnée une grande partie de l'approche

« socio-politique » de Terristories, c'est-à-dire une stratégie complète mise en œuvre avant et après les sessions de jeu, de façon à obtenir des dynamiques collectives autonomes, et capables de se développer au-delà des séances de jeu et d'obtenir ainsi des effets à la fois au niveau local et national.

C'est aussi au cours de cette mise en œuvre que s'est constituée une première équipe d'experts Terristories, qui a ensuite appris à transférer ses compétences à d'autres partenaires, dans d'autres pays, parfois sur des thématiques différentes.



### Objectif(s) technique(s) /technical goals

- Appuyer les acteurs de la société civile mobilisés dans la recherche d'inclusivité dans l'élaboration d'une proposition foncière/
- **Support the civil society organization mobilized in the research for inclusiveness in the development of a land proposal**
- Proposer une technique de concertation et de prospection accessible à tous les publics sénégalais (quels que soient les niveaux d'instruction, par delà les différences de langues locales,...)
- **Propose a consultation and prospecting technique that would be accessible to all Senegalese audiences (regardless of educational level, local language differences, etc.).**
- Doter la société civile d'un outil pour faciliter la concertation pour une gouvernance inclusive et durable des ressources naturelles;
- **Providing civil society with a tool to facilitate consultation for inclusive and sustainable governance of natural resources;**
- Former des membres de la société civile sur les techniques d'animation de l'outil
- **Train members of civil society in the techniques for using Terristories**

## Objectif(s) social (aux): Social goals

- |   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Recueillir des propositions paysannes; locales</li><li>• Permettre à la société civile d'avoir une position commune sur la réforme foncière;</li><li>• Favoriser le dialogue au sein de la société civile ;</li><li>• Consolider des propositions alternatives aux orientations foncières;</li><li>• Réduire les dynamiques d'accaparement des terres</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Collect proposals from farmers, local communities</b></li><li>• <b>To enable civil society to adopt a common position on land reform;</b></li><li>• <b>Encouraging dialogue within civil society</b></li><li>• <b>Consolidate alternative proposals to the land guidelines;</b></li><li>• <b>Reducing the dynamics of land grabbing</b></li></ul> |
|---|--|

De nombreuses organisations de la société civile, rassemblées au sein d'un collectif (le CRAFS (collectif de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal), ont été mobilisées et impliquées grâce à l'équipe de l'ONG ENDA-PRONAT, pour développer des ateliers TerriStories dans différentes régions du pays. Le contexte national d'acquisition à grande échelle de terres paysannes et de tensions sociales liées à ces dynamiques constitue un élément clef pour comprendre pourquoi l'approche TerriStories a pu susciter l'enthousiasme et l'engagement des organisations de la société civile. L'histoire des effets et impacts de cette aventure collective est décrite dans l'article en annexe 3.

### 3. L'approche mise en œuvre en Côte d'Ivoire

Cette expérience a démarré en 2016, avec l'appui technique de l'équipe qui s'était formée au Sénégal durant l'expérience précédente. Quatre ONG appuyées par le CCFD (Inades, Asapasu, Cerap et Ark) ont été formées par l'équipe Sénégal pour mettre en œuvre l'approche dans différentes localités du pays. 15 animateurs ont été ainsi formés. L'action menée en Côte d'Ivoire a été l'occasion d'affiner le processus de formation et la démarche de transfert des compétences par les experts dans d'autres points.

#### Objectif(s) social(aux)

contribuer à une sécurisation foncière des communautés locales par une gouvernance foncière inclusive pour garantir la cohésion sociale partant des pratiques, des croyances, des normes et des valeurs locales

#### Objectif(s) technique(s)

Adapter et expérimenter de manière pilote la démarche TerriStories pour faire une reconstitution et une construction participative et prospective :

- des règles définissant les droits d'accès, d'exploitation et de contrôle concernant la

terre et les ressources naturelles, au regard des enjeux politiques, environnementaux,

socioculturels, religieux, économiques et juridiques ;

- des dispositions de sécurisation du foncier rural ;

- des dispositions de sécurisation des transactions concernant les biens fonciers

ruraux.

#### Les résultats in fine obtenus

##### Sur le(s) objectif(s) technique(s)

- Acquisition d'un ensemble de jeu ;
- Appropriation des techniques du jeu par les animateurs locaux formés ;
- Des éléments du jeu et des techniques adaptés

##### o Sur le(s) objectif(s) social(aux) :

- conventions de gestion foncière spécifique aux conditions : Agriculteurs-eleveurs / Propriétaire terrien-exploitant agricoles ;
- modèles types de contrats de transaction foncière
- une lettre de reconnaissance de la détention du droit coutumier (pour les femme et cadets sociaux et les non autochtones)

#### 4. La mise en œuvre à plus grande échelle de TerriStories au Burkina Faso

En 2016, une seconde opération de transfert de TerriStories démarre, en même temps que l'expérience supra en Côte d'Ivoire. C'est le bureau d'études Insuco qui contexte l'équipe pour répondre à une demande d'un responsable de la Banque Mondiale d'appliquer TerriStories dans le cadre d'un programme national REDD+ de mise en place de forêts communautaires.

L'enjeu de taille : former suffisamment d'équipes locales pour appliquer TerriStories dans 32 premières communes en 2016, puis 30 supplémentaires en 2022 et enfin 26 de plus programmées en 2023 ! 25 animateurs nationaux sont formés pour la campagne de 2016, 35 pour la campagne de 2022 !



Tout un protocole de formation et d'adaptation du jeu et de la démarche est mené par Insuco et l'équipe TerriStories associée. L'expérience permet en particulier d'accumuler savoirs et supports pour la formation à plus grande échelle d'animateurs et de superviseurs TerriStories.

De plus, dans un tel contexte opérationnel, les missions de l'animateur de jeu se complexifie, car, pour le commanditaire, il est aussi comptable des autres livrables du projet...

#### La mission de l'animation de plateau

- Le rôle de l'animateur: guider les débats, animer, prendre les notes et élaborer le rapport journalier d'animation
- Posture: stimuler la participation, guider les débats autour des thématiques et des objectifs du projet
- L'animateur oriente la précision des investissements souhaités et les impacts possibles sur le territoire
- Les investissements éligibles
- Impulser une dynamique de réflexion à l'échelle globale/communale pour les participants
- communiquer les informations sur l'importance de la conservation des espaces pour l'environnement et ceux qui y vivent
- recueillir les informations sur les maîtrises foncières ;
- les investissements souhaités par les participants
- les règles de gestions applicables aux investissements voulu par les populations.



Cette application à large échelle dans le cadre contraint d'un programme national de développement méritait d'être évaluée de façon approfondie, afin d'estimer dans quelle mesure une certaine démarche qualité pouvait être conservée à ce niveau d'application. Une expertise a eu lieu en ce sens début 2023<sup>4</sup>. A partir de l'expérience acquise par les équipes dans cette application, elle permet de préciser les conditions de préservation d'une démarche qualité dans ce contexte opérationnel contraignant.

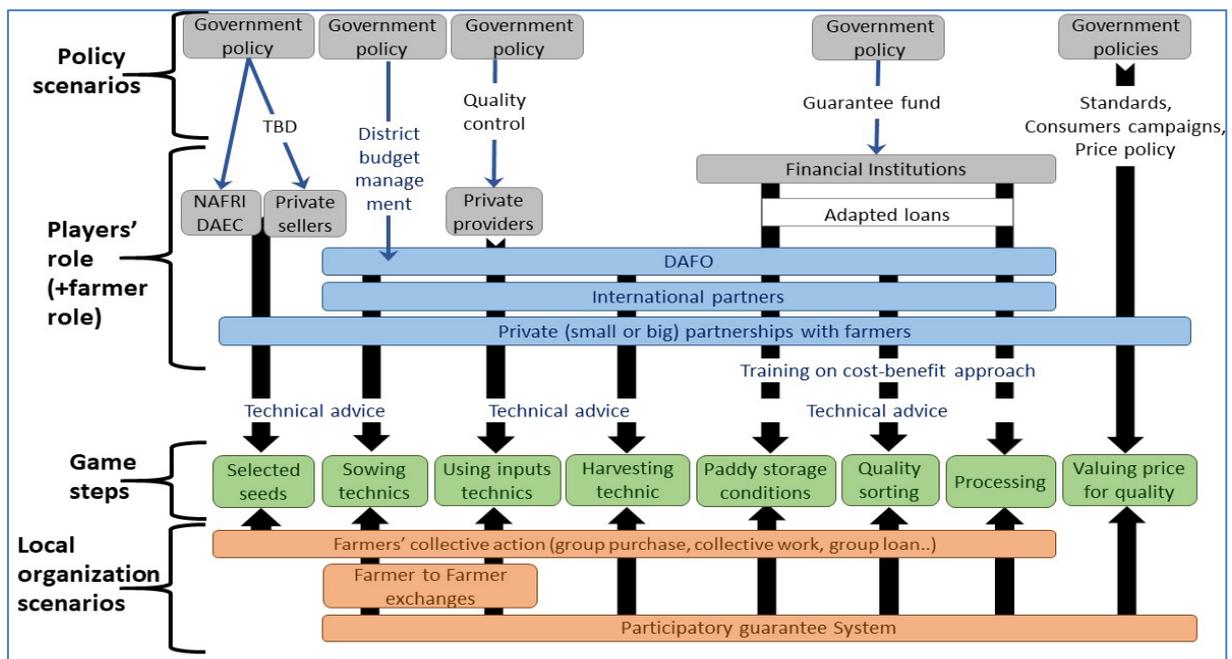
Enfin, le contexte sécuritaire actuel du pays a amené à s'interroger sur une forme encore plus adaptative de TerriStories : s'appuyer sur des animateurs de plateaux issus de la communauté villageoise (les déplacements d'équipes nationales depuis la capitale étant risqués). En effet, les expériences menées entre 2016 et 2022 en Aise du Sud-Est (voir plus loin) ont montré que l'approche TerriStories pouvait garder sa qualité et ses enjeux avec des animateurs de plateaux peu formés mais

<sup>4</sup> D'Aquino P., 2023. Analyse rétrospective de la mise en œuvre de TerriStories® dans le cadre des deux premières phases du Programme d'Investissement Forestier (PIF) au Burkina Faso. 20p. Cirad, Banque Mondiale.

encadrés par un expert TerriStories. Ici, il s'agirait de tester le franchissement d'un pas supplémentaire, le superviseur d'une session n'étant plus un expert extérieur à la communauté, mais un des animateurs villageois ayant montré les qualités suffisantes, dont les plus importantes restent la posture... Cette mise en œuvre éclatée est certes délicate, mais elle permettrait d'utiliser TerriStories, qui a prouvé au Burkina Faso son utilité pour contribuer à une pacification sociale de la compétition pour l'accès aux ressources, dans des territoires en reconstruction sociale (en Colombie sur les zones de retrait des FARC par exemple).

## 5. L'adaptation de TerriStories à d'autres problématiques que la GRN et le foncier

### 5.1. Au Laos, faire émerger une action collective pour le renforcement de la qualité du riz au long de toute la filière



#### Game frame:

- What is fixed before the game?
  - ✓ meaning of the different pieces, tokens, marbles, rules,
  - ✓ the different and successive time steps, board-game (for the appearance of cultivation plot), game elements-money distribution of players (farmer, local traders, Goy & companies, banker)...
  - ✓ Coloured hats represent roles.
    - ✓ Black: finance institutions (bank)
    - ✓ White: companies (millers, input and equipment suppliers)
    - ✓ Red: Local governor
    - ✓ Green (light): technical advisor from government agencies (NAFRI)
    - ✓ Green (dark): local technical advisor from government agencies (DAFO)
- Things can be modified
  - by players: rules, numbers of pieces and token, ..;and
  - by expert: game frame and discussion topics during the game session

### Rice quality value chain for export game frame

- Donor' objectives:
  - To strengthen the capacity of Savannakhet province (SVK) rice association
  - To set the network of multi-stakeholders for quality rice value chain
- Experts objectives:
  - Technical objectives:
    - Assess rice value chain issues in SVK
    - Giving an opportunity for consultation between farmers (or farmer groups, association and stakeholders (government sectore, private sectors, NGO, financial organization (bank))
    - Designing a seld-action plan for the different stakeholder, in order to set a PPGS and a quality sorting
  - Social objective:
    - Making rice association/stakeholders progress on their ownership of their development process to meet their golden goal for rice quality value chain



En Asie du Sud-Est, d'autres applications entre 2016 et 2020 ont adapté de la même façon TerriStories au développement des capacités pour innover, dans des filières paysannes (cf. approche Systèmes d'Innovation Agricoles).



La FAO (Tropical Agricultural Platform) a considéré que l'approche TerriStories était très efficace pour le développement de capacités facilitant l'émergence d'innovations au sein de systèmes agricoles (Capacity Development for Agricultural Innovation System<sup>5</sup>). Elle en a même fait une fiche technique (en oubliant les auteurs)<sup>6</sup>.

L'intervention dans le cadre de ce grand programme international a permis à l'équipe TerriStories sur place d'intégrer un accompagnement « TerriStories » sur trois

années, en adaptant la démarche Monitoring Evaluation Learning MEL) à notre posture. Le MEL consiste à d'abord établir participativement les capacités manquantes au groupe pour atteindre ses différents objectifs, puis à imaginer un plan d'action pour réussir à développer ces capacités, et enfin à suivre régulièrement (atelier participatif) des indicateurs de progrès sur ces capacités.

L'équipe TerriStories a approfondi cette notion de capacités à l'obtention de capacités d'autonomisation dans la recherche même de ces capacités : par exemple si le besoin d'une formation particulière ressort du diagnostic participatif, imaginer comment peut-on faire de façon autonome pour parvenir à monter cette formation (identifier soi-même les bons formateurs, les structures potentielles pour financer cette formation, monter soi-même le programme de formation le plus adapté et le négocier avec le formateur, etc.). Autrement dit, axer ce MEL sur la mise en œuvre d'une stratégie de dynamique collective autonome...la posture TerriStories (cf. exemple ci-dessous).

<sup>5</sup> <https://cdais.net/home/accueil/>

<sup>6</sup> [https://tapipedia.org/sites/default/files/tool\\_simulation\\_game\\_0.pdf](https://tapipedia.org/sites/default/files/tool_simulation_game_0.pdf)

## HOW TO PROGRESS IN ORGANIZATIONAL CAPACITIES? OUR NEEDS AND OUR PLAN

The current situation		A three-year route, still not clear		The three-years desired situation:
Hotspots	<p><b>Missing capacities</b></p> <p>- Farmers have not enough capital for investment (greenhouses for rainy season, water system, anti-sunlight sheet, trainings, seasonal storage to deal with seasonal prices, quality control equipment...)</p> <p><b>Hot spot 1: Lack of capital</b></p> <p>- Farmers don't know how to inform to decision-makers about the need to set adapted loans, and not only support production</p> <p>- Farmers don't know how to convince projects, donors, banks and government to set more accurate loans for farmers</p>	<p><b>The first identified activities</b></p> <p>- <i>Exchanges and visits to other farming experiences</i> (financially supported by CDAIS project, but organized/planned by the Farmers group) to farmer groups, seed producers, experts (Lao experiences, Norvai Agricultural Center, Plant Protection Center, Vietnam, Sarabury province in Thailand? Department of vocational education of Ministry of Education. Vernkham Green Agriculture Produce center ...) <u>who master (1) pests &amp; diseases, (2) seed production, (3) rainy season production) (4) value add of vegetable by making preprocess: cutting (chopped or cut vegetable for direct cooking: mixed fried vegetable, soup, etc..in the plastic bag), and selling waste vegetable to livestock farmers</u></p>		<p>Farmers will have production means:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>I. Greenhouses</li> <li>I. Land preparation machine</li> <li>I. Water system</li> <li>/ . Skills on group management</li> </ol> <p>-farmers will have the equipment to keep the vegetable produce for sale when the price going up</p>
Hot spot 2: Technical issues	<p>promote the young generation working in agricultural business more. Age of youth group (recently is 9-16 years old) should be 9-25 years old.</p> <p><b>Pests, diseases, and home made fertilizers, &amp; quality of products &amp; Production in rainy season</b></p> <p>- Local technical advisers are not used to train farmers on organic fertilizers and biological control, and don't provide enough test kit equipment</p> <p>- NAFRI staff doesn't organise enough, or better, trainings and visits (find funds, contact farmers, set accurate trainings in the field...) about herbicides and pesticides control</p> <p>- Other projects/government/donors are not enough aware about farmers constraints as regard herbicide and pesticide control for organic production. and farmers needs and vegetables market/customers like</p>	<p>- <i>Validating session between DAFO, PAFO, NAFRI, and Farmers group</i> (facilitated by CDAIS team) to set a <u>technical and financial proposal for pest &amp; diseases training</u></p> <p>- <i>Working meeting</i> (facilitated by CDAIS team) <u>with local bankers, DAFO, Farmers group, and other key-people</u>, to set the initial <u>elements for new loans and other financial supports that will help farmers to get funds for greenhouses (adapted to farmers repayment abilities)</u></p> <p>- <i>National working meeting between DAFO, Farmers group, Bank of Lao, Agricultural extension bank, and other key people (MAFIPP?)</i> to design <u>new loans and other financial supports</u></p>	identify d, along the project )	<p>to produce high quality organic vegetables, and organic vegetables production in rainy season</p> <p>- Farmers are well skilled to set by themselves new trainings if needed it</p> <p>- Farmers will produce enough production in rainy season to supply market</p> <p>- Farmers group will implement an high</p>
Hot spot 3: Market knowledge	<p>- Farmers don't know how to set a marketing network, how to set links with traders and other market stakeholders</p> <p>- Farmers don't succeed to get an organic vegetable farmer group certificate</p> <p>- <b>DAEC and PAFO-Vientiane Municipality (and their respective organic vegetables groups)</b> have to progress in marketing organization (Farmers in Tong Mang are prohibited to sell in That Luang and Fa Ngum Park organic vegetable Market if they sell their products in Vientiane Centre: Organic Vegetable in Vientiane Centre is the selling place coordinated and administered by DAEC, while That Luang and Fa Ngum park is coordinated and administered by PAFO, Vientiane Municipality)</p>	<p>- <i>Exchanges session</i> (facilitated by CDAIS team) <u>between DAFO, PAFO, Farmers group, and experts</u> on Organic Vegetable market <u>opportunities and requirements (quality, quantity, regularity of supplies...)</u> : from that, <u>set a specific action plan</u></p> <p>- <i>Set a study tour</i> on markets to exchange with consumers and meet the preference <u>of customers</u></p> <p>- <i>Go to see organic market in Thailand and Oudomxay province</i>, in order to find which kind of expensive vegetable that market want</p> <p>- <i>Go to buy vegetable seed which customers like</i></p> <p>- <i>Read newspaper, manual</i> to get knowledge which vegetable provide high nutrition value for customers</p> <p>- <i>Promoting and deseminating on the benefit of eating organic vegetable vial radio, magazine, brochure, etc.</i></p> <p>- <i>Go to present the organic vegetable to</i></p>		<p>- Farmers will be aware of market opportunities fluctuations (skills but also information system!)</p> <p>- Farmers will be able to adapt their production to the market opportunities</p> <p>- Farmers group leader has strong links with key stakeholders from the market</p> <p>- Farmers have an efficient strategy to get good prices</p>

Dans un tout autre contexte, TerriStories a été utilisé entre 2020 et 2022 pour aider des villages reculés au fond d'un forêt protégée à trouver une alternative à leur chasse d'autosuffisance, qui était à présent considérée comme du braconnage. Cet accompagnement a eu des effets considérables<sup>7</sup> :

- a) Revalorisation des savoirs traditionnels de vannerie et les connaissances locales sur une exploitation raisonnée des diverses espèces de bambous et de rotin utilisées dans cet artisanat ;



- b) Organisation des villageois aboutissant à un développement exponentiel d'une filière d'artisanat local (gain mensuel d'une famille équivalent à la construction locale d'une maison) ;

- c) Revalorisation des anciens et de leurs savoirs, qu'ils transmettent maintenant aux jeunes pour assurer cette production ;

- d) Développement d'une stratégie de gestion durable des ressources forestières liées à la production artisanale.

### 5.2. En Asie du Sud-Est, aider les acteurs locaux à s'organiser pour engager une transition agroécologique

Entre 2016 et 2020, le projet sous-régional ACTAE a soutenu la diffusion de l'approche au Cambodge, Myanmar et Vietnam pour accompagner la transition agroécologique.

Au Vietnam, l'ONG Cisdoma maîtrise maintenant la démarche et la reproduit dans plusieurs régions. Au Myanmar, un agent du Ministère de l'agriculture (Moali) l'a expérimentée dans plusieurs zones. Au Cambodge et au Laos, des équipes du Cirad l'ont utilisée pour accompagner le passage à une agriculture de conservation, etc.



### 5.3. Au Sénégal, Adapter TerriStories à la co-construction d'engagements volontaires en faveur de la biodiversité

En 2022, l'UICN, dans le cadre du grand programme international BIODEV2030, a souhaité expérimenter l'adaptation de l'approche au Sénégal, pour obtenir des engagements volontaires d'entreprises privées en faveur de la préservation la biodiversité.

Cette expérience a permis de tisser un partenariat solide avec une autre organisation, après Insuco : le bureau d'études LEAF. Avec eux, L'équipe est parvenue à convaincre l'UICN d'engager une approche qui implique les différentes parties prenantes (cf. posture TerriStories), et pas seulement les grandes entreprises, dans l'engagement volontaire. De la même façon, notre insistance pour respecter notre approche a abouti progressivement à faire prendre conscience aux commanditaires (UICN, AFD, Expertise France) que l'émergence de dynamiques locales autonomes sur ce thème aura plus d'impacts à terme, y compris sur les grandes entreprises, qu'un dialogue difficile se focalisant uniquement sur ces entreprises.

<sup>7</sup> Voir sur facebook la page *Thaphaiban new normal crafting*.

Ainsi notre posture TerriStories nous a amenés à transformer le format usuel d'engagement volontaire d'une entreprise en « engagement croisé », où chaque partie prenante reconnaît sa part de responsabilité, et de légitimité, et s'engage dans un engagement collectif mutuel, qui permet d'organiser une plus grande pression sur les grandes entreprises et les pouvoirs publics.

**Engagement 2c**  
L'administration territoriale s'engage à :

- Soutenir les services techniques (Eaux et Forêts, Agriculture) dans leurs engagements
- Sanctionner tout individu ou entreprise dont elle a été informée d'un manquement aux règles des Poas concernant la reforestation
- Contraindre la Commune à respecter ses engagements dans le Poas (en particulier pas d'affectation dans la bande de Filas)
- Mobiliser les grandes entreprises à collaborer avec les communes pour la mise en œuvre d'engagements de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) prenant en compte des plans de reboisement
- Reconnaître officiellement les CVSG et les soutenir dans le suivi du respect des règles

Le .....  
Signature

**Engagement 2a**  
L'Etat s'engage à :

- Restituer aux paysans expulsés les terres attribuées aux miniers, une fois ces terres abandonnées (reversement au Domaine national), de façon à y développer des périmètres agroforestiers paysans, où se pratiquera une agriculture saine et durable.
- Renforcer les moyens des services des Eaux et Forêts

Le .....  
Signature

**Engagement 2b**  
Les services des Eaux et Forêts s'engagent à :

- Fournir un appui technique aux communes, Unions forestières et OCB pour :
  - la définition d'un plan cartographique de reforestation, qui sera pris en compte dans les Poas ;
  - l'identification des espèces ligneuses à leurs différents besoins
  - l'entretien de pépinières efficaces
  - des pratiques durables de coupe des arbres
  - L'aménagement des zones industrielles et minières
- Renforcer la surveillance des règles de protection (y compris dans Poas), en partenariat avec les communes et OCB.
- Reconnaître officiellement les CVSG et les soutenir dans le suivi du respect des règles
- Mobiliser les miniers à entreprendre les reboisements compensatoires.
- Lancer une concertation avec les Unions forestières pour identifier comment améliorer la situation actuelle de régénération
- Lancer une concertation avec communes et OCB sur comment améliorer la situation (agroforesterie) sur le périmètre de restauration de la bande de Filas

Le .....  
Signature

**Engagement 2d**  
Les bailleurs de fonds et banques s'engagent à :

- Soutenir le Fond Vert mis en place par les communes pour les actions de reboisement
- Soutenir les campagnes de sensibilisation et de formation qui seront déployées par les autres parties prenantes, en particulier sur les périmètres agroforestiers installés sur les terres libérées par les industries et mines, et potentiellement sur le périmètre de restauration de la bande de Filas

Le .....  
Signature

**Engagement 2e**  
Le Conseil départemental s'engage à :

- Soutenir les initiatives communales en élaborant un plan départemental de reboisement, et en y mobilisant les privés
- Mobiliser les communes pour la mise en œuvre effective, et le respect, de leur Poas impliquant les mesures en faveur de la biodiversité

Le .....  
Signature

**Engagement 2f**  
Le DPV et l'ISRA s'engagent à :

- Effectuer des diagnostics sur les besoins en améliorations des pratiques agricoles pour un développement de l'agroforesterie.
- Former Eaux & Forêts, ANCAR et CADL aux techniques agroforestières (cultures intercalaires et associées, paillage...)

Le .....  
Signature

**Engagement 2g**  
Les ONG s'engagent à :

- Appuyer la diffusion de nouvelles pratiques saines et durables
- Renforcer leur plaidoyer auprès des collectivités locales, de l'administration territoriale, mais aussi des ministères
- Soutenir les CVSG et autres organisations locales dans la mise en œuvre des actions de reforestation et de protection, et développer leurs capacités
- Mener des actions de médiatisation et de sensibilisation
- Rechercher des soutiens financiers pour les engagement des com. CVSG et OCB

Le .....  
Signature

**Engagement 2h**  
La commune s'engage à :

- Etirer le Poas qui comprend :
  - un plan d'actions cartographique de reforestation, qui sera pris en compte dans les Poas ;
  - un zonage spécifiant les zones réservées au pâturage, incluant un Plan d'aménagement pastoral mobilisant les éleveurs
  - l'limitation des zones industrielles, avec tracés des voies de déchargement
  - Des zones pour transition agroforestière, sur les espaces abandonnés par les grandes entreprises
  - Des zones vertes, établies en concertation avec les EBF
- S'investir fortement dans le respect du Poas
- Mobiliser les grandes entreprises privées pour leur mise en œuvre de Plans pertinents de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)
- Etablir officiellement des CVSG et les soutenir dans le suivi du respect des règles
- Conditionner les subventions aux ASC à leur investissement dans la reforestation (Navétane verte)
- Rapporter au préfet toute atteinte aux règles
- Organiser la transformation des zones libérées par les industries et mines en périmètres agroforestiers paysans (récupération en domaine national, utilisation Fond vert...)
- Doter la Commission environnement d'un Fond vert pour soutenir les actions planifiées
- La Commission Environnement s'engage à être plus active dans son plaidoyer auprès des industriels et des miniers, à mettre en place un cadre de concertation qui réunit lites les parties prenantes sur déforestation, à créer des événements (pris de meilleur acteur de l'environnement, Navétane verte, Journée de reboisement avec les ASC et les écoles, Parrainage des arbres plantés pour leur entretien et protection...)
- La Commission domaniale s'engage à ne plus affecter de terres dans la bande de Filas

Le .....  
Signature

**Engagement 2i**  
Les entités privées (fédérations d'exploitants, grandes entreprises, entrepreneurs) s'engagent :

- Mettre à disposition leur eau pour l'entretien régulier des plants par les OCB et exploitants forestiers
- Pour les industriels et miniers, à mettre en œuvre des Plans pertinents de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) :
  - Murailles vertes avec haies taillées et brise-vents autour des zones et pistes utilisées ;
  - Tracer en concertation avec les communes des voies d'évacuation pour les déchets, au lieu d'emprunter les routes ouvertes à la circulation
- Soutenir la transformation des sites inutilisés en périmètres agroforestiers paysans (remblais, affectation domaine nationale, soutien à la plantation arbres fruitiers et haies vives)
- Abonder le Fond vert des communes
- Soutenir financièrement les campagnes de sensibilisation et de formation aux pratiques durables, qui seront déployées par les autres parties prenantes (Navétane verte)
- Pour les privés agricoles, à intégrer plus d'arbres dans leurs cultures (haies vives, agroforesterie), en suivant les conseils des services techniques (E&E, ANCAR, CADL, ISRA) et des ONG.

Le .....  
Signature

**Engagement 2j**  
Les Comités Villageois de Surveillance et de Gestion (CVSG) s'engagent à mobiliser les populations dans :

- Intégrer des jeunes et des femmes dans leurs bureaux
- l'entretien de les pépinières villageoises, puis des plants replantés
- Le respect des règles de gestion durable, avec une responsabilisation distribuée par zone (ASC, des groupements de femmes, unions forestières, groupements marcheurs...)
- Soutien aux campagnes de sensibilisation (Navétane verte, Journée de l'arbre, «1 foyer, 1 arbre», «2 enfants, 1 arbre»...)

Le .....  
Signature

**Engagement 2k**  
Les Organisations Communautaires de Base et les Chefs de village, et Comités Villageois de Développement s'engagent à :

- Mobiliser les populations à s'impliquer dans les pépinières villageoises, l'entretien des plants et le respect des règles de gestion
- Soutenir les CVSG dans leurs missions
- Mettre en place des Chartes locales de gestion des ressources, et réactiver les bois villageois
- Les éleveurs s'engagent à fournir le fumier pour les plantations

Le .....  
Signature

**Engagement**  
**Volontaire croisé n°2:**  
Nous nous engageons à mettre ensemble en œuvre ensemble tous les moyens nécessaires à la reforestation de nos territoires

## Objectif(s) technique(s)

- Que les parties prenantes (industriels, agriculteurs, politiques) énoncent des engagements volontaires concrets pour la protection de la biodiversité
- Systématiser et partager avec les décideurs publics à différentes échelles les engagements volontaires des parties prenantes
- partager la méthode et les résultats pour nourrir le débat international sur le Cadre Mondial pour la Biodiversité de l'Après 2020

## Objectif(s) social (s)

- Construire avec les communautés locales des stratégies pour impliquer davantage les industriels dans la prise en compte de la protection de la biodiversité
- Identifier les dynamiques locales à mobiliser pour la préservation de la biodiversité

## Le rôle et la place de l'expert

- Participe à fixer/négocier les objectifs du jeu fixés par Biodev2030
- Calibrage/ Adaptation de l'outil (**cartographie des acteurs + enquête**)
- Amener les participants à construire des stratégies collectives pour impliquer tous les acteurs territoriaux (surtout les industriels)
- Capitalisation : concevoir, analyser
- Assurer le suivi évaluation

## Le format du jeu :

Qu'est qui fixé avant le jeu (légende du matériel, règles, différents temps de jeu...)?

- **Les activités**  
agriculture (vert)  
élevage (bleu)  
arboriculture (jaune)  
pêche/exploitation de bois/etc (couleurs additionnelles)
- **L'organisation des plateaux de jeu**
- **Les temps de jeu (proposition d'un déroulement type)**
- **L'évènement à introduire**

EX: Arrivée de **l'UICN (rôles)** qui leur explique le projet de protection de la biodiversité avec si besoin introduction **du rôle des privés, des acteurs source de la pollution**. UICN demande quels efforts peuvent être faits par les populations et les privés pour préserver la biodiversité, quels **engagements croisés**

## Prise de conscience et création d'une dynamique collective Résultats

- Les acteurs pertinents des filières cibles ont compris l'impact de leurs pratiques, savent reconnaître les bonnes pratiques, et ont identifié les mesures facilitant leur adoption;
- Les acteurs ont compris l'intérêt de collaborer durablement pour faire émerger des solutions et en suivre la mise en œuvre de manière régulière ;
- Les acteurs de 2 des filières cibles ont travaillé ensemble et ont produit un ou des documents d'engagements volontaires pour la biodiversité
- La valeur ajoutée du ou des jeux sérieux pour faire avancer les acteurs vers la prise d'engagements volontaires et leur mise en œuvre est clairement documentée avec la capitalisation

La curiosité qu'a suscitée auprès des commanditaires cette approche inhabituelle a abouti à un soutien, léger, pour que l'on mette en œuvre une « analyse d'impacts »<sup>8</sup> trois mois après la fin de l'intervention. Le protocole d'évaluation a été construit en s'inspirant du cadre théorique d'A. Sen, qui correspond le mieux aux objectifs visés par une approche TerriStories (développement de capacités d'autonomisation). Les résultats, très favorables, de cette analyse sont développés en annexe 1 et 2.

## 6. Ce qui est proche mais qui n'est pas TerriStories

### 6.1. L'approche mise en œuvre au Cameroun : extrapolation de l'expérience TerriStories sur un autre jeu

Dans ce cas, ce n'est pas une approche TerriStories qui a été mise en œuvre, mais un outil inspiré de l'expérience TerriStories. Il y manque la mise en place d'une stratégie pour l'émergence de dynamiques locales au-delà du jeu (même s'il est possible que cela arrive sans l'avoir organisé).

On y retrouve une manière de coconstruire avec les participants le support de l'atelier (la signification des pièces du jeu), une manière d'animer qui met en débat de manière constructives les différents points de vue, une adaptabilité du dispositif aux problématiques soulevées par les participants au cours de l'atelier, et un souci de privilégier l'organisation collective.

<sup>8</sup> Plutôt une analyse d'incidences, puisque juste trois mois après la fin de l'intervention.

## Step 1



participatory mapping  
Creation of the board game



## Step 2



GAME SESSION



Restitution on the map

## The game

Basic elements	Flexible elements
Boardgame created with FORLAND after the participatory mapping	Flexible boardgame depending on the area
Hexagons colors depending on soil quality	Degradation/Regeneration of the cells quality
Basic activities (gathering, breeding, agriculture) and harvesting rules	New activities depending on the villages reality, chosen by the stakeholders
GIZ events, which leads to the proposals	New events depending on the villages reality
	Proposals for landscape restoration and resources management

## The game

Workshop timeline	Contents
Day 1	Morning : participatory mapping Afternoon : first round of the game, « rules » discovery
Day 2	Prospective phase of the game (proposals)
Day 3	Debriefing and feedbacks via FORLAND



# Results / Extensions

- Reduced use of the platform compared to the game
- Results : much more than expected (conflicts, landgrabbing problems, tensions with development projects, governance, etc)
- Finally no prospectives scenarios but construction of a shared vision about land use planning
- National workshop worked : politic representants want to use the game for the PLADDT (and ask for training, but who pays?) : local land use and sustainable development plan
- Collective redaction of the report (ONFI team)
- Tool used in several other projects. I came back to train facilitators and adapt the game 2 times in 2022 (forest4future/GIZ, University Humboldt/center for rural development)
- GIZ wants to try using an IA instead of a facilitator with an app

## 6.2. L'apprentissage des pratiques d'irrigation collective au Laos



Participatory approach and learning-by-doing were used throughout the 5 missions:

	Missions/activities	Implemented date
1	<b>Simulation game workshop 1:</b> co-design of irrigated scheme management by WUG	9-11 May 2022
2	Motoring, evaluation and learning (MEL 1) workshop on water use and cropping system management	11-15 July 2022
3	Motoring, evaluation and learning (MEL 2) workshop on managing the complementary links between irrigated scheme use and rainfed landscapes uses	28 August to 2 September 2022
4	<b>Co-design and implementation 2<sup>nd</sup> game on water use management in dry season by WUG</b>	30 October to 6 November 2022
5	Motoring, evaluation and learning (MEL 3) workshop and simulation game Co-design and implementation production and water use management action plan for dry season 2022-2023	14-18 November 2022

### III. Résultats de la production commune

#### 1. TerriStories, une approche plus qu'un outil

L'outil TerriStories n'est pas réellement un « jeu », c'est un support permettant à des participants de co-construire une représentation qui leur sied de la problématique « en jeu », puis d'imaginer collectivement différentes voies pour prendre en charge cette problématique, ensuite de « jouer » et tester ainsi ces différentes voies, et, procédant par amélioration progressive de ces tests, de parvenir à s'entendre sur les voies qui leur paraissent les plus pertinentes. C'est ce qui se cache derrière l'expression « session de jeu » de TerriStories.

De plus, quelle que soit la problématique et la raison pour lesquelles l'outil est mobilisé, l'enjeu de la mise en œuvre de TerriStories est de faire émerger entre les participants rassemblés des dynamiques collectives durables au-delà des séances de « jeu ».

Cela implique un investissement particulier avant et après les sessions de jeu proprement dites, pour identifier puis mettre en œuvre la stratégie « sociopolitique » qui permettra aux dynamiques qui vont émerger dans les séances de jeu de s'inscrire dans la durabilité, et de se développer de façon autonome après la fin des séances de jeu.

L'établissement et l'accompagnement de cette stratégie socio-politique est indissociable de l'utilisation de ce que l'on appelle improprement un « jeu » : TerriStories n'est donc pas juste un outil, c'est un support permettant une approche de développement des capacités d'autonomisation pour impulser une dynamique collective locale, dans laquelle un outil spécifiquement conçu pour ce but a un rôle important, au sein d'un accompagnement allant au-delà de la mise en œuvre de cet outil.

#### 2. Les éléments constituant l'approche TerriStories

- ✓ Son objectif : donner l'opportunité aux parties prenantes de co-construire des solutions nouvelles, en les libérant au maximum des contraintes à l'imagination collective, en particulier en développant leurs capacités stratégiques à les mettre en œuvre de façon autonome
- ✓ Déclinaison de cet objectif central :
  - Aider à appréhender son environnement, et à connaître son environnement selon d'autres points de vue que le sien
  - Découvrir et discuter les règles plus ou moins formelles qui organisent un système
  - Imaginer collectivement de nouvelles règles
  - Découvrir les acteurs plus ou moins visibles mais clés dans la gestion du système
  - Contribuer à faire émerger une nouvelle compréhension des problèmes au-delà des représentations habituelles des dits problèmes
  - Favoriser la construction et l'expérimentation de méthodes de revendication et d'action
  - Faire émerger et partager les savoirs locaux et les revaloriser
- ✓ Son choix méthodologique : valoriser la diversité des réalités, des besoins, des points de vue et des expériences de chaque partie prenante, cette reconnaissance mutuelle étant considérée comme la clef permettant à une imagination et une dynamique collectives d'émerger ; Mettre au centre la diversité des parties prenantes, pas simplement en tant que participant aux ateliers, mais en amont, dans la conception du jeu (rôles, événements, ...), et en aval, par leur implication dans la stratégie mise en œuvre ensuite. Cela concerne non seulement les groupes défavorisés, mais aussi toutes les autres catégories socio-professionnelles et au-delà tous les autres acteurs clés d'un processus stratégique.

- ✓ Avant la mise en œuvre, la conception d'une stratégie pour l'engagement durable des différentes parties prenantes (*penser effets et impacts, au-delà des résultats de jeu*), à partir des dynamiques collectives qui vont émerger durant les sessions de jeu, stratégies socio-politiques à faire concevoir par les parties prenantes elles-mêmes, considérées les plus à même d'élaborer puis de mettre en œuvre la stratégie la plus adaptée au contexte local, via un accompagnement. La responsabilité sur la mise en œuvre de cette mobilisation avant les sessions de jeu fait partie intégrante de l'approche TerriStories et ne sera pas déléguée à un partenaire de l'intervention. L'équipe TerriStories doit rester le pilote de cette mobilisation, de façon à ce qu'elle respecte la démarche qualité de l'approche.
- ✓ Avant la mise en œuvre ensuite, un travail d'adaptation du jeu (format, règles, sujet du jeu, nombre de plateaux, formalisation répartition des rôles, création des événements, etc.) qui a comme objectif prioritaire de permettre l'expression et la prise en compte de façon équilibrée des besoins et points de vue de toute la diversité des parties prenantes.
- ✓ En ce qui concerne les supports des séances de jeu, des supports diversifiés mais dans lesquels le plateau habituel TerriStories (damier de cases colorées amovibles) tient une place, tout en pouvant être secondé, voire remplacé, par d'autres supports si nécessaires.
- ✓ Une session de jeu TerriStories doit intégrer plusieurs plateaux de jeu, de façon à multiplier les chances d'expression de la diversité des points de vue et des solutions envisagées.
- ✓ En ce qui concerne les sessions de jeu, une priorité donnée à l'action libre des participants et à leurs investissements dans des scénarios et jeux d'acteurs collectifs, le respect du format initial du jeu n'étant pas recherché. Les règles et autres éléments formels du jeu ne sont qu'un soutien, presque un prétexte, à la concertation et à l'imagination collectives, ils ne doivent pas freiner la dynamique collective qui émerge.
- ✓ Pour permettre cette appropriation du support par les participants, les éléments de jeu suivants sont indispensables :
  - Commencer par laisser les participants reconstruire collectivement les plateaux territoriaux proposés, y compris en les laissant s'accorder sur l'échelle de représentation (cf. damier de carrés de bois colorés amovibles) de façon à ce qu'ils correspondent à leurs propres perceptions des territoires (phase essentielle d'appropriation du support, de prise de conscience qu'ils ont la main sur l'outil et la séance) ;
  - Proposer aux participants un ensemble de matériel à usage libre, dans lequel les participants peuvent puiser au cours de la session pour enrichir, voire transformer, le jeu en fonction de leurs points de vue sur ce qui doit être représenté dans la discussion qu'ils mènent ;
  - Introduire au cours de la session de jeux d'acteurs improvisés, le plus souvent en introduisant un nouveau rôle (tenu par un animateur ou confié à un participant) dans la simulation (« jeu ») en cours, qui suggère ainsi aux participants la liberté d'improviser des comportements et actions individuelles ou collectives bien au-delà du strict usage du plateau de jeu ;
  - Intégrer un temps collectif de réflexion stratégique sur les façons de mettre opérationnellement en œuvre les propositions qui émergent (comment mobiliser les acteurs clefs par exemple), qui s'ensuit lorsque nécessaire et possible d'une simulation (« jeu ») des stratégies imaginées, de façon à les tester et les améliorer.
- ✓ Enfin, comme les exemples d'application décrits dans la première partie le soulignent, les thématiques d'utilisation de TerriStories s'étendent au-delà de la gestion des ressources naturelles et du foncier stricto sensu. La démarche peut être mobilisée pour d'autres thématiques où les enjeux de coordination et d'action collectives sont centraux.

Ces différents éléments sont donc reconnus par le groupe comme la forme de base de l'approche TerriStories. Le paragraphe suivant développe ce que les conclusions de l'atelier sur les ajouts qui y sont nécessaires aujourd'hui pour une démarche de qualité plus exigeante.

### 3. La mise en place d'une démarche qualité

Avec la mise en œuvre à grande échelle de TerriStories, des besoins de cadrage de la qualité sont apparus (voir rapport sur Burkina Faso).

C'est pourquoi, en plus des éléments ci-dessus constituant la base d'une approche TerriStories, les éléments suivants ont été identifiés durant l'atelier pour améliorer la qualité de l'approche :

- ✓ Pour rappel, un premier élément central de la démarche qualité a été mis en place dès 2014, avec l'exigence de s'appuyer sur un expert accrédité TerriStories pour pouvoir mettre en œuvre l'approche ;
- ✓ Exiger auprès des partenaires que la stratégie de mobilisation à mettre en œuvre pour obtenir une implication effective des acteurs clés soit totalement pilotée par l'équipe TerriStories et ses partenaires locaux, ce qui implique de prévoir :
  - Une phase de terrain pour l'équipe avant la mise en œuvre des sessions de jeu, phase de terrain qui comprendra une cartographie des acteurs et des prises de contacts directs par l'équipe pour leur mobilisation ;
  - L'intégration dans les sessions de jeu, ou en aval des sessions de jeu, d'une phase de conception par les parties prenantes de leur stratégie pour réussir la mise en œuvre effective, au-delà du temps de jeu et dans la durée, des orientations décidées durant les sessions de jeu, stratégie à faire concevoir par les parties prenantes elles-mêmes, considérées les plus à même d'élaborer puis de mettre en œuvre la stratégie la plus adaptée au contexte local, avec si besoin un accompagnement.
  - Pas obligatoire mais très utile, une phase d'accompagnement de ces parties prenantes après les sessions de jeu (phase de maturation des premières idées émises lors des sessions), accompagnement à confier à un des partenaires locaux et qui peut prendre différentes formes selon le contexte (réunions stratégiques complémentaires avec acteurs clés, atelier de restitution ou mobilisation plus large que les sessions de jeu, campagne médiatique...).
- ✓ S'assurer que les besoins et enjeux de chaque partie prenante, et particulièrement les groupes défavorisés (migrants, transhumants, femmes, jeunes...) restent bien présents dans les différents éléments et phases du jeu (rôles, indicateurs de succès, événements introduits...).
- ✓ Intégrer à l'intervention un suivi-évaluation ou/et une analyse d'impact, avec des indicateurs spécifiques correspondant aux enjeux de TerriStories, qui s'appuient sur le cadre théorique des capacités d'A. Sen (cf. annexe 1).

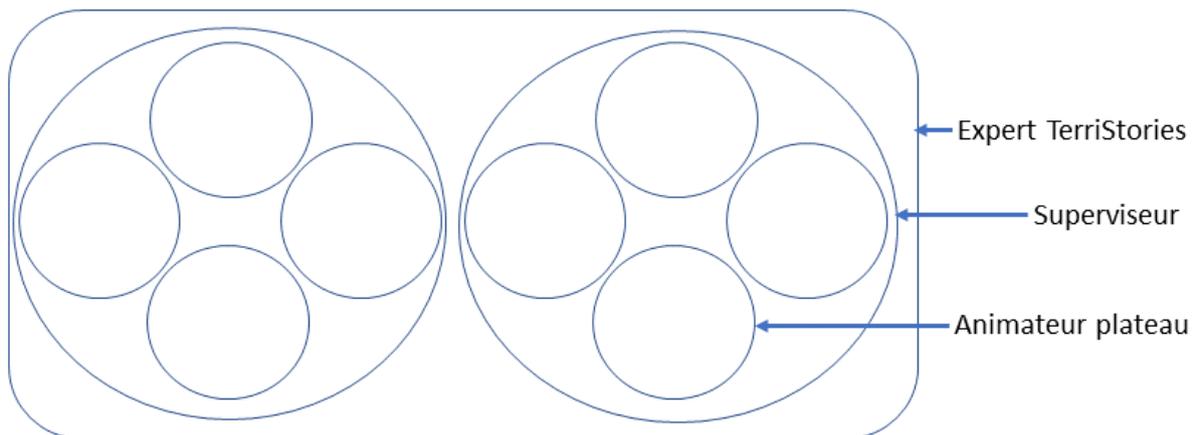
Une approche suivi-évaluation (Monitoring Evaluation Learning -MEL) a été utilisée dans la mise en œuvre de TerriStories au Laos, mais sans encore s'appuyer sur le cadre d'évaluation spécifique mise en place début 2023 dans le cadre de l'expérience Biodev2030 (cf. chapitre I). Elle a été possible car l'équipe TerriStories y était mobilisée durant les trois ans du projet CDAIS, avec pour mission un accompagnement participatif dans la durée.

Lorsque cet investissement continu sur plusieurs années n'est pas possible, une analyse d'impact doit alors être mise en place. Les enquêtes, à réaliser 3 mois, 6 mois, et un an après l'intervention, peuvent être confiées à des partenaires locaux, en s'appuyant par exemple sur les animateurs de plateaux issus des communautés locales lorsqu'il y en a, puis rassemblées et traitées par l'équipe TerriStories.

#### 4. La structuration d'un réseau d'expertise TerriStories

##### 4.1. Les différents profils d'intervenant dans une approche TerriStories

Ces dernières années ont connu des changements d'échelle dans l'application de TerriStories, ce qui dans certains cas a « éclaté » les tâches habituellement assumées par un expert TerriStories en plusieurs rôles différenciés. Cet atelier a été l'occasion de préciser les différents rôles possibles mobilisés dans la mise en œuvre de la démarche, et par conséquent les différents profils et formes de transfert de compétences adaptés à chacun de ces rôles.



- ✓ L'animateur de plateau :
  - Sa mission : expliquer les règles, faciliter la discussion entre joueurs si nécessaire, veiller au bon déroulement de son plateau, et de récupérer les informations nécessaires au futur rapport sur les ateliers.
  - Son profil : il peut être issu de la population locale (animateur local villageois par exemple : « animateur endogène ») ou bien un étudiant.
  - Sa formation à TerriStories : 1 à 3 jours, où il apprend à maîtriser les règles du jeu et où l'on tente de lui inculquer le maximum de la posture TerriStories.
- ✓ Le superviseur de session de jeu :
  - Sa mission : c'est sur lui que repose la responsabilité de la qualité de la session de jeu (qui comprend le plus souvent plusieurs plateaux) pour l'intervention considérée. Il est en général assisté par des animateurs de plateau, chacun intervenant sur un plateau. Il peut être chargé de former les animateurs de plateau, s'il a été formé pour cela par un expert TerriStories.
  - Son profil : il a été sélectionné et formé par un expert TerriStories.
  - Sa formation à TerriStories : Une semaine minimum, à l'issue de laquelle on s'est assuré qu'il maîtrisait la posture TerriStories. Différents protocoles de formation ont été employés jusqu'à présent, en fonction du contexte. Ils vont être partagés de façon à constituer une ressource pédagogique dans laquelle puiser, en l'adaptant au contexte concerné.
- ✓ L'expert TerriStories :
  - Sa mission : encadrer la mise en œuvre de toute la démarche TerriStories dans le cadre d'une intervention. Il est responsable et comptable de la démarche qualité auprès du réseau TerriStories. C'est lui qui a l'accréditation pour cela.
  - Son profil : le plus souvent un ancien superviseur de session de jeu, qui a acquis une expérience de qualité lui permettant de maîtriser l'approche TerriStories.

- Sa formation à TerriStories : sélection par l'expérience ; peut-être prévoir à l'avenir une session de formation formelle finalisant son accréditation, de façon à renforcer la portée académique de celle-ci.
- ✓ Le formateur TerriStories :
  - Sa mission : former les animateurs de plateau et les superviseurs.
  - Son profil : un des experts TerriStories maîtrisant les méthodes de formation.
  - Sa formation : a acquis cette expérience progressivement, au cours de la mise en œuvre de projets TerriStories.

Selon le contexte d'intervention, ces différents rôles peuvent être assumés par un seul intervenant, ou au contraire distribués au sein d'une large équipe, un expert TerriStories accrédité pouvant être capable d'assumer les autres rôles.

Selon les possibilités et les situations, plusieurs modalités de collecte d'information auprès de ces différents facilitateurs peuvent être construits :

- Des temps de debriefings à l'issue de la journée de manière collective et/ou individuels, l'idée étant de collecter le plus finement les informations
- Des grilles de suivi des activités des plateaux-territoires pour aider à la collecte d'information

#### 4.2. La formalisation d'un réseau d'experts TerriStories

L'accélération de la diffusion de TerriStories ces dernières années est à l'origine de la tenue de cet atelier. Poursuivre ce type d'échanges et de coordination entre experts accrédités demande à formaliser un peu plus un réseau jusqu'ici très informel : échanges plus réguliers, base de ressources communes, etc.

#### 4.3. Les contrats d'accréditation

Ils ne concernent pour l'instant que la fonction d'expert TerriStories. L'enjeu de cette procédure de contractualisation est double :

- ✓ Préserver une démarche qualité et militante tout en facilitant une diffusion étendue de l'approche
- ✓ Contrôler l'exploitation commerciale de l'approche.

Résoudre cette tension entre d'un côté la volonté d'une diffusion facile d'une approche militante auprès des populations concernées et d'un autre le besoin de se préserver d'une exploitation incontrôlée, que ce soit à but commercial ou sans respecter la démarche qualité, est un défi délicat aux solutions peu évidentes, et pour lesquelles les parties prenantes (Cirad, concepteur de l'outil, et équipe originelle) progressent à tâtons depuis 2014.

L'atelier a ainsi permis de formaliser une nouvelle formule, proposée à expérimenter dans les prochaines années :

- A. L'approche TerriStories ne peut être mise en œuvre que sous la responsabilité d'un expert accrédité TerriStories, qui est responsable et comptable de son utilisation et du respect des conditions suivantes ;
- B. Deux formules d'utilisation sont acceptables :
  - ✓ L'intervention gratuite d'un expert TerriStories auprès de la société civile, qui ne nécessite alors pas de contractualisation spécifique avec le Cirad, mais pour laquelle l'expert s'engage à mettre en œuvre une forte lisibilité concernant la paternité de l'approche (cf. infra supports de communication obligatoires) ;

- ✓ L'intervention rémunérée de l'expert, qui dans ce cas reversera 5% de sa rémunération nette de charges au Cirad, somme qui sera ensuite mobilisée annuellement (« fonds commun ») par le réseau d'expertise TerriStories pour son fonctionnement.

Un contrat d'accréditation reprenant ces éléments va être proposé par la DIMS aux experts dans les prochaines semaines.

#### 4.4. Une stratégie commune de visibilité

Le Cirad, à qui le concepteur de l'outil, agent du Cirad<sup>9</sup>, a transféré les droits de propriété intellectuelle, comprend l'intérêt de ne pas contraindre la diffusion de l'approche avec des considérations financières inadaptées, d'autant plus étant donné la nature militante de l'approche.

L'enjeu de valorisation, pour le Cirad comme pour les experts, est donc dans la paternité de l'outil, et au-delà de l'approche dans lequel il s'insère. Il est donc essentiel de construire une stratégie efficace pour la revendication de cette paternité, qui passe par un investissement de tous dans la visibilité de cette paternité.

Voici les premières actions de visibilité identifiées durant l'atelier, et qui vont être mises en œuvre dans les prochains mois :

- Supports de communication
  - Des stickers vont être imprimés, pour être apposés sur la face visible de tout plateau de jeu construit, et distribués aux experts TerriStories.
  - Des kakemonos vont aussi être produits et distribués aux experts (un par pays).
  - Le site internet existant va être rafraîchi, de façon à être plus facile d'accès.
  - Les fiches Cirad'Innov de présentation de TerriStories (en français, anglais et espagnol) vont être partagés avec les experts, de façon à ce qu'ils puissent s'investir dans la diffusion de l'approche
  - Une réflexion collective va être lancée pour imaginer quelles formes de présentation de l'approche aux bailleurs pourraient être directement menées par les experts, dans leurs pays d'intervention.

Le Cirad va financer la réalisation d'une première série de supports de communication (stickers, kakemono et mise à jour du site internet), tandis que les suivants seront produits à partir du « pot commun » constitué par le réseau d'experts.

---

<sup>9</sup> L'outil, c'est-à-dire le jeu en lui-même, a été conçu par Patrick D'Aquino, agent du Cirad, entre 2010 et 2014. C'est cet outil qui a été protégé par le Cirad en 2015 (marque, droit d'auteurs déposés). L'approche globale TerriStories, plus large que l'outil en lui-même (cf. supra), s'est co-construite progressivement durant les premières années d'utilisation du jeu à grande échelle (2015-2016), grâce à l'implication collective de l'ONG Enda-Pronat et de l'investissement individuel de Marame Ba, Alpha Ba, Sarah Hopsort et Tamara Pascutto, aujourd'hui parmi les experts de la démarche.

## 5. Les prochaines opérations identifiées

### 5.1. L'organisation du réseau

- Base partagée de ressources

Les experts du réseau vont partager sur un google drive les ressources dont ils disposent pour mettre en œuvre l'approche TerriStories : supports de jeu, matériel pédagogique, comptes-rendus d'utilisation, supports de communication, fiche synthétique par utilisation, outils de suivi évaluation...

- Prochaine réunion et mode de fonctionnement vis-à-vis du pot commun

Le groupe a prévu d'organiser annuellement des rencontres, à distance, en présentiel ou hybride selon les moyens mobilisables dans l'année. La fréquence annuelle des rencontres semble indispensable pour maintenir une dynamique active. La prochaine rencontre est programmée pour la dernière semaine de novembre 2023.

- Proposition d'élargissement du réseau au-delà des experts,

Des personnes ressources qui soutiennent l'approche depuis le début sans la mettre personnellement en œuvre, et qui de plus occupent des postes stratégiques pour la diffusion de l'approche, pourraient être intégrés dans le réseau (leur partager ce rapport, les inviter aux réunions, accéder aux ressources...), comme Jérémy Bourgoïn, Vincent Basserie, Anne Dray (voir paragraphe suivant), et Kimeline Castex (bientôt peut-être Mathias Koffi).

### 5.2. Aller plus loin

- Test d'un protocole d'évaluation des effets sur les capacités d'autonomisation des participants

Dans le cadre d'une mise en œuvre de TerriStories entre Octobre et Novembre 2022 au Sénégal (Projet LEAF/UICN/BIODEV 2030), il y a eu l'opportunité d'évaluer trois mois après les effets de TerriStories sur les parties prenantes (les participants, mais pas seulement : y compris les acteurs clés qui pouvaient avoir été visés par les participants pour mettre en œuvre leur stratégie après la session de jeu).

Patrick D'Aquino a conçu, avec l'appui d'Anne Dray<sup>10</sup>, un premier protocole exploratoire, en s'inspirant de l'approche théorique d'A. Sen concernant les capacités fonctionnelles (voir annexe 1). Ce protocole a été mis en œuvre par Marame Ba en Mars 2023 et un rapport a été produit (cf. annexe 2) pour le bailleur de fonds commanditaire (AFD et UICN).

Au-delà de ce rapport technique il a semblé utile de valoriser les résultats sous forme de publication scientifique, et des enquêtes complémentaires ont été réalisées en Mai 2023 de façon à obtenir un échantillon d'enquêtés plus solide. Anne Dray et Patrick D'Aquino vont proposer une première analyse des résultats de ces enquêtes, en vue d'une publication scientifique, dans les prochaines semaines (et qui sera partagée dans le groupe)

- Note de recherche Afd

Le rapport technique restituant ces résultats a eu un effet considérable auprès des commanditaires, jusqu'à amener l'Afd à commander à P. D'Aquino une « note de recherche Afd », qui consiste en une cinquantaine de pages présentant la démarche TerriStories aux agents Afd. Production attendue dans les prochains mois, dont le draft sera partagé avec le groupe.

- TerriStories et les Communs

---

<sup>10</sup> Patrick D'Aquino a participé à la formation d'Anne Dray aux approches Commod il y a une vingtaine d'années, d'où les liens. Ils sont intervenus en communs sur la conception d'un jeu de simulation en 2005 aux îles Kiribati. Depuis, Anne est devenue experte sur le sujet et collabore avec le bureau d'études LEAF à la mise en œuvre de ces approches. Elle est intervenue en accompagnement de l'équipe TerriStories sur l'intervention BIODEV 2030, et s'est ensuite particulièrement investie dans la conception et la mise en œuvre de la démarche d'évaluation.

L'approche par les Communs est aujourd'hui à la mode dans les institutions (AFD, Inades-formation...). Or, TerriStories vise implicitement la sécurisation des Communs, dès sa conception et avant que ce terme ne soit généralisé dans la communauté internationale, la remise en question du « tout privatisé » étant au centre de l'utilisation du jeu lorsque les problématiques abordées ont trait à la gestion des terres et des ressources naturelles.

Aujourd'hui, il apparaît utile de profiter de cette reconnaissance institutionnelle du concept pour le rendre plus visible dans l'approche TerriStories, car il permet de remettre plus efficacement en cause le « tout privatisé » en validant les contre-propositions des participants, qui intègrent une vision en Commun de certaines terres et ressources naturelles.

#### *Rendre plus visible l'approche par les Communs de TerriStories*

TerriStories aide les parties prenantes à identifier et opérationnaliser leur responsabilité collective sur les ressources naturelles et le foncier, responsabilité qui permet une diversité de statuts fonciers et de droits d'usage de ressources naturelles, mais qui les gère de façon à préserver la paix sociale, un multi-usages facilitant une justice sociale, et plus globalement le bien commun, y compris pour les générations futures.

Autrement dit, l'encadrement des affectations foncières et de la distribution des droits d'usage par une convention locale qui s'y impose, et dont la primauté sur l'enregistrement foncier doit donc être reconnue comme telle par les politiques publiques (cf. exemple du Poas sénégalais).

Ainsi l'approche TerriStories,

- 1) En valorisant une responsabilisation collective dans la préservation d'un bien commun, considéré ici autant comme une paix sociale qu'une préservation des ressources naturelles<sup>11</sup>, légitime à la fois les besoins de sécurisation des acteurs du développement économique, engagés dans une exploitation des ressources naturelles, que les besoins de re-légitimation des garants du contrat collectif vis-à-vis du bien commun. Le plus souvent responsables coutumiers de la gestion et de la préservation des terres, ils se sentent fragilisés dans les processus étatiques officiels d'enregistrement foncier de terres dont ils ont autorisé l'exploitation par d'autres ;
- 2) Focalise les parties prenantes sur la formalisation concertée d'un cadre local opérationnel garantissant la prépondérance du bien commun tout en sécurisant une mise en exploitation des terres. La formalisation dans laquelle s'engagent ainsi les participants les amènent d'ailleurs (cf. stratégie socio-politique endogène) à considérer comme parties prenantes non seulement les communautés locales mais les différents acteurs clés qui permettront de légitimer institutionnellement ce cadrage par la communauté (cf. l'exemple de l'alliance d'acteurs qui a permis l'émergence puis l'officialisation d'une démarche Poas décentralisée et participative au Sénégal).

**L'accompagnement par l'équipe TerriStories signifie alors ici soutenir ces acteurs clés, qu'ils soient locaux ou nationaux, pour réussir avec les parties prenantes à institutionnaliser ce cadre local de gestion raisonnée en commun et sa prépondérance de contrôle sur le processus d'enregistrement foncier.**

#### *Application de l'approche TerriStories-Communs à la Côte d'Ivoire*

En Côte d'Ivoire, deux approches TerriStories locales vont démarrer, pilotées par deux organisations de la société civile. Désiré Youan va adapter pour l'Ong Asapsu TerriStories à l'accompagnement d'une coopérative cacaoyère. Stéphane Leroux va de son côté mettre en œuvre pour Inades-Formation TerriStories en appui à la gouvernance foncière inclusive locale, dans un contexte de projet national Pamofor, dans le district des lacs et de Yamoussokro.

---

<sup>11</sup> Que l'on peut aussi regrouper sous le vocable de justice sociale et environnementale ?

La coopérative cacaoyère est majoritairement composée d'exploitants allochtones, dont les exploitations sont situées sur les terres de communautés autochtones, selon des accords traditionnels de concession fragilisés dans le contexte actuel. De leur côté, les autochtones se soucient de voir leurs droits traditionnels sur ces terres reniés par une meilleure sécurisation foncière des exploitations de cacao.

L'intervention d'Inades-formation pour sa part constitue une mise à l'échelle de l'approche de gouvernance foncière rurale développée par Inades-Formation, ASAPSU et ARK de 2016 à 2021 (cf. 1<sup>ère</sup> application de TerriStories). L'enjeu est d'accompagner les populations locales à proposer et adopter des mécanismes nouveaux et alternatifs de gestion et de sécurisation de leurs patrimoines fonciers ruraux, tout en permettant de pacifier les relations humaines dans la gestion des terres. La cohésion sociale et la paix constituent dans cette approche le terreau permettant de répondre au défi de production et d'une alimentation suffisante, saine et durable des populations.

Dans ces deux contextes, la mise en œuvre d'une approche TerriStories-Communs telle que développée supra vise la légitimation collective à la fois les besoins de sécurisation des exploitants de cacao et les besoins de sécurisation des autochtones dans leur fonction de garant du contrat collectif vis-à-vis du bien commun.

**De plus, en visant expressément la formalisation concertée d'un cadre opérationnel instituant le cadrage de l'enregistrement foncier par une primauté au bien commun, sous une responsabilité collective locale, ces deux expériences pourraient aboutir à des propositions recevables nationalement pour contrôler en fonction du bien commun les processus d'enregistrement foncier qui sont prévus.**

Réussir cette valorisation nationale impliquera de mettre en œuvre une stratégie socio-politique élaborée, en s'inspirant de l'action menée par la société civile sénégalaise lors de la mise en œuvre à grande échelle de TerriStories pour élaborer une contre-proposition de réforme foncière entre 2015 et 2017 :

- 1) Impliquer profondément des membres stratégiques de la plateforme foncière dans le suivi des deux expériences qui vont être menées, de façon à les amener progressivement à s'approprier les enjeux de la démarche TerriStories-Communs déployée dans ces deux expériences :
  - Organiser un atelier de présentation de l'approche TerriStories
  - Leur permettre d'assister aux sessions de jeu organisées
  - Organiser un atelier de debriefing pour l'analyse de ces deux expériences et de leurs adaptations possibles aux terrains de ces membres stratégiques
- 2) Aider ces membres stratégiques à mettre en œuvre une démarche TerriStories-Communs comparable, mais adaptée, sur leurs propres terrains
- 3) Organiser un atelier national de la plateforme foncière qui synthétise les propositions des différentes sessions TerriStories organisées

#### *Application de l'approche TerriStories-Communs au Sénégal*

Bien que la société civile sénégalaise ait réussi à contrer en 2017 une réforme foncière cadastrale, celle-ci est à nouveau à l'ordre du jour via un nouveau programme soutenu par la Banque Mondiale (PROCASEF). Et bien qu'un cadre local devant contrôler ces enregistrements fonciers soit déjà institutionnalisé (le Poas sénégalais), les modalités de préservation d'un bien et d'espaces en commun restent encore trop peu formalisées et reconnues pour résister à la campagne d'enregistrement foncier à venir. L'exigence d'une exploitation plus intensive des ressources naturelles, que l'on justifie par les besoins d'un développement économique, questionne les formes de communs existantes, qui restent marquées par une exploitation très extensive.

L'opinion publique comme les responsables politiques peuvent en être ainsi amenés à considérer les Communs comme une forme inadaptée aux enjeux actuels : un nouveau cycle d'innovations communautaires est à mener, pour imaginer des modalités de préservation collective du bien commun qui permettent une exploitation plus intensive des ressources naturelles ; innovations organisationnelles et techniques que les communautés sénégalaises ont déjà commencé à explorer, en croisant communs et transition agroécologique.

Un nouveau cycle de mise en œuvre de TerriStories au Sénégal semble donc utile, dans le cadre d'une expérimentation paysanne des formes de communs adaptées à une exploitation plus intensive des ressources naturelles, combinant transition agroécologique, pâturages améliorés, régénération forestière assistée, cueillette des PFNL contrôlée, préservation de la biodiversité, mandats de gestion des espaces naturels à des collectifs, etc.

#### *Possible utilisation de l'approche TerriStories-Communs en Guinée*

Des organisations guinéennes de la société civile ont sollicité le réseau TerriStories pour être formées à la mise en œuvre de l'approche, en prévision d'un investissement de la société civile guinéenne dans un processus de réforme foncière. Alpha Ba et Maramé Ba vont effectuer dans les prochaines semaines une prestation de deux semaines pour cet objectif-là.

L'approche TerriStories-Communs pourrait y être pertinente ; à discuter avec les guinéens lors de cette mission.

- Exploration pour partenariats en Amérique latine

L'Amérique latine est un continent dans lequel aucune approche TerriStories n'a encore été développée. Cependant, une responsable à l'Afd, qui a été convaincue par les résultats de l'étude d'impact décrite supra, est prête à envisager favorablement une proposition de notre part pour une première opération pilote.

Des tentatives de prise de contact avec des organisations de la société civile d'Amérique latine hispanophone vont être organisées ces prochains mois, en parallèle de la rédaction d'une première note d'intention auprès de cette responsable de l'Afd.

# **Annexe 1**

## Approche de l'évaluation d'impact pour la démarche TerriStories

### I. Bases théoriques

#### *La Théorie des Capabilités d'A. Sen*

L'objectif de la démarche TerriStories n'est pas de parvenir de façon ponctuelle à une analyse, une action, ou une décision, collectives. L'enjeu est de faire émerger une dynamique collective et autonome qui sera capable de produire, seule et de façon permanente, les analyses, actions et décisions collectives qui lui seront utiles. Dans le cadre de XXXX, l'objectif de la démarche TerriStories est donc de *faire émerger des dynamiques collectives, rassemblant acteurs privés, acteurs publics et populations locales qui peuvent produire, mettre en œuvre de façon durable des XXXX de leur part.*

Une analyse de l'impact d'une démarche TerriStories aura donc comme objet d'évaluer l'amélioration des capacités individuelles et collectives qui peuvent permettre aux individus et groupes considérés de développer seuls et de façon permanente les analyses, actions et décisions collectives qui leur seront utiles. Dans le cadre de l'obtention de XXXX, une analyse d'impact de la démarche TerriStories aura comme objet *d'évaluer l'amélioration des capacités individuelles et collectives à obtenir puis mettre en œuvre de façon durable les XXXX qu'ils poursuivent.*

La posture d'évaluation d'impact qui est choisie pour renseigner ces améliorations se base sur l'approche des capacités de A. Sen (Sen 1985). En effet, les enjeux de l'approche TerriStories entrent dans le cadre de la théorie des capacités d'Amartya Sen.

La théorie des capacités a été construite pour fournir un cadre d'évaluation plus pertinent des enjeux du développement (Sen 1999). La capacité telle que la définit A. Sen est un ensemble de combinaisons potentielles de fonctions disponibles pour un individu. Elle est représentée par la quantité de voies potentielles qu'un individu est en *possibilité* de choisir, autrement dit qu'il a la *liberté* de le faire et qu'il a accès aux *conditions* permettant de le faire (Sen 1985, 1992, 2009). Une capacité est la capacité à ouvrir son propre espace de bien-être au milieu d'opportunités existantes (Sen 1999, 30). Ainsi l'indicateur le plus révélateur de l'amplitude des capacités est dans le nombre de voies à la fois possibles (« opportunity ») et à sa disposition<sup>1</sup> pour viser ses objectifs (ce qu'il cherche à faire et être : les 'fonctions »<sup>2</sup>), même s'il a déjà à portée son choix préféré.

La théorie des capacités met ainsi l'accent sur l'importance de la **liberté de choix entre un maximum d'options** comme étant l'indicateur le plus adéquat de mesure de la capacité individuelle ou collective (Rauschmayer et al. 2017). Pour Sen (1999), il y a cinq domaines de liberté : liberté politique, de juger et critiquer l'autorité ; liberté (facilities) économique, opportunité d'obtenir et utiliser des ressources économiques ; opportunité sociale, de vivre dans une société heureuse ; garanties de transparence, avoir la possibilité de faire confiance aux autres et d'être sûr de l'information ; sécurité protectrice. Cette capacité à poursuivre librement les objectifs que l'on s'est fixé est nommé « agency » par A. Sen (1997). Crocker (2009) a souligné son importance fondamentale, et la réciprocité entre la qualité de l'agency possédée et la réussite du well-being (2009, 220) : réussir ses visées demande au sujet d'avoir une capacité intérieure de discerner parmi les possibles options celles qui ont le plus de sens pour ce qu'il recherche (Nebel et Nebel 2018)<sup>3</sup>. *In fine*, l'agency elle-même est l'objet d'un choix fondamental : « est-ce que je veux être un agent libre ? » (Nebel et Nebel 2018, 93).

Cependant, alors que Sen considère la capacité de liberté comme innée, et simplement contrainte par le contexte social (Sen 1997), nous suivons ici Nebel et Nebel (2018), pour qui l'acquisition d'un 'agency freedom' est **plus un processus d'apprentissage qu'un choix**, une acquisition progressive de cette

---

<sup>1</sup> C'est à dire la liberté de choix au regard des voies possibles, étant donné les capacités disponibles.

<sup>2</sup> A functioning is an achievement of a person: what he/she manages to do or to be.

<sup>3</sup> « The broad interpretation of capability approach views the approach as the primary informational space (...) as the identification and **prioritization** of capabilities entails value judgements and as comparison using plural principles may generate partial orderings, a third component of a broad approach may be the process or of social choice (democracy, committee, participation, etc) [...]. From the set of possible 'better' options, an informed value judgement will need to be made between the alternatives, and such a choice both exercises freedom and creates identity (Alkire 2009, 28-29).

capacité (meta-capability pour Nebel 2018) à poursuivre librement les objectifs que l'on s'est fixé<sup>4</sup>. Cette « agency » repose alors en grande partie sur l'émergence d'une **responsabilité** à s'engager est un processus, progressif, d'apprentissage, qui se développe au cours de notre existence, et en particulier par interaction avec la société, donc le collectif (Nebel et Nebel 2018). Cette faculté à poursuivre les objectifs que l'on s'est fixé s'appuie le développement d'une capacité d'engagement et de jugement<sup>5</sup>, des acquis progressifs qui permettent de s'engager efficacement dans la poursuite des visées individuelles ou collectives, une conscience de sa responsabilité à agir pour autre chose que son bien-être (Ballet et al. 2007 et 2014, Robeyn 2005 et 2009, Nebel et Nebel 2018), une obligation vis-à-vis de quelqu'un d'autre, d'un groupe, d'une communauté. C'est ainsi une expression de sa responsabilité vis-à-vis d'un contexte social, perception qui n'est pas exclusivement individuelle mais un construit social<sup>6</sup>....Liberté d'un côté et obligations (duties) de l'autre Nebel et Nebel (2018) structure alors l' 'agency', entant que responsabilité à s'investir dans sa liberté, en trois domaines : responsabilité morale vis-à-vis de soi-même (ex ante), responsabilité vis-à-vis de ses actes (ex post), responsabilité vis-à-vis (from and for) des autres (ex-aliud). Responsabilité qui n'est jamais une pure capacité individuelle ou une pure construction sociale (Bovens 1998, Ballet et al. 2014). En d'autres termes, la façon dont la structure sociale de la responsabilité contraint l'individu à exprimer ses responsabilités par rapport à ses acquis : « qu'est-ce que je dois faire dans un contexte donné au regard de ce que je considère comme juste, ou que les autres attendent de moi, dans ce contexte donné ? » (Ballet et al. 2014, 74).

Cela amène un courant d'interprétation de la pensée d'A. Sen à définir des **capabilités collectives**<sup>7</sup>, ce qu'A. Sen a toujours réfuté (Sen 2002). Le terme de capabilités collectives a été utilisé pour la première fois en 2002, et repris ensuite sous différentes appellations : capabilités collectives (Evans 2002, Ballet et al. 2007), capabilités de groupe (Stewart 2005), capabilités relationnelles (Dubois et al. 2008), 'joint capabilities' (Hall 2017), capabilités externes (Handy 2008), 'social group collective capabilities' (Davis 2015). Les capabilités collectives peuvent être définies comme celles exercées par un groupe, ou plus généralement un sujet collectif, qui agit avec pour but de sécuriser une capacité pour les membres de ce groupe (Robeyns 2017, 116 ; Rosignoli 2018, 817). L'action collective y est vue comme un moyen, certes pas unique, d'établir les fameux facteurs environnementaux et sociaux de *conversion* de d'A. Sen (1992)<sup>8</sup>, qui sont déterminants pour mettre en place une durabilité (Volkert 2013, Peeters et al., 2013 Lessmann and Rauschmayer, 2013, Pelenc et al. 2013 et 2015).

---

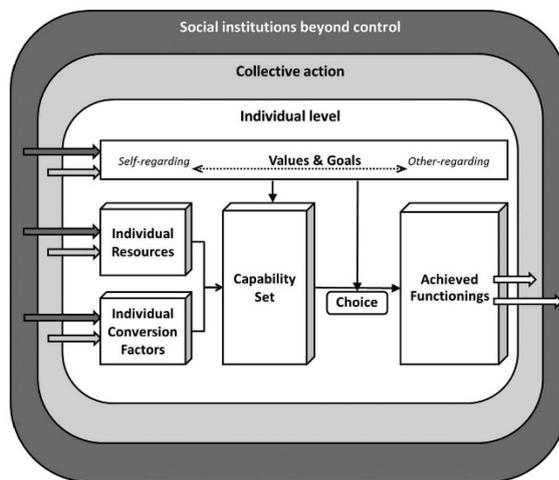
<sup>4</sup> Donc sans remettre en cause la structure de la pensée de Sen, mais simplement sa perception de l'agency freedom (Nebel et Nebel 2018, 92).

<sup>5</sup> Discerner, parmi les possibles options, celles qui ont le plus de sens pour l'objectif visé (Alkire 2009, Nebel et Nebel 2018).

<sup>6</sup> « The importance of agency aspect, in general, relates to the view of persons as responsible agents. Persons must enter the moral accounting by other not only as people whose well-being demands concern, but also as people whose responsible agency must be recognised (Sen 1985, 205). « The agency specific capability space deals with the way in which each individual values and chooses one's own freedom. "The way in which they take on their responsibilities" [...]. The way in which person accepts and is committed to carrying out a purpose and/or a duty (Nebel & Nebel 2018, 82-84).

<sup>7</sup> Evans 2002, Ballet et al. 2007, Ibrahim 2006 et 2013, Dubois et al. 2008, Handy 2008, Davis 2015, Pellenc et al. 2015, Hall 2017, Robeyns 2017, Nebel et Nebel 2018, Bauschmayer et al. 2017, Rosignoli 2018...

<sup>8</sup> Les facteurs de 'conversion' sont les moyens à disposition des individus pour s'appuyer sur les ressources existantes (biens et services matériels, économiques, institutionnels et sociaux) que l'on est capable (ou pas) de mobiliser pour réussir à faire ou être les choses que l'on vise. Sen (1992) les classe en accès aux réseaux sociaux, éducation, liens au décisionnel politique, sécurité environnementale, etc.



*Embedding Capability Approach in social institutions (Rauschmayer et al 2017, 4)*

Rauschmayer et al. (2017,2) soulignent l'intérêt de les envisager lorsqu'on se trouve dans des dynamiques collectives qui impliquent un nombre important d'interactions et de collaborations entre partie prenantes. Cette action collective requiert et crée à la fois une 'collective agency' qui peut en retour accroître les capacités des parties prenantes et amener à obtenir les 'functioning' visés, non seulement sur les participants à la dynamique collective mais aussi sur les non-participants. Davis (2015) souligne que le niveau communautaire est celui de l'enracinement social le plus important des individus, et donc celui où des capacités (telles que les a définies Sen) collectives y sont particulièrement importantes : des capacités collectives qui n'existent pas individuellement chez les individus pris séparément<sup>9</sup>. Ainsi certaines capacités collectives peuvent aller au-delà de la simple addition des capacités individuelles des membres du collectif<sup>10</sup>. En définitive, ces capacités collectives ont une relation mutuelle avec les capacités individuelles (Davis 2015, 10) : elles résultent d'engagements individuels (individuellement dépendantes) et en retour ont un impact sur les capacités individuelles<sup>11</sup> (qui sont ainsi socialement dépendantes)<sup>12</sup>. Le concept d' 'agency' est donc particulièrement central pour les capacités collectives, puisque participer à une action collective est considéré comme un acte volontaire et intentionnel (Rauschmayer et al 2017).

## II. Méthodologie de l'analyse d'impact

Les enjeux de l'approche TerriStories concordent avec cette théorie des capacités : l'objectif de TerriStories est de faire émerger ou progresser les différentes capacités individuelles et collectives permettant à un collectif au départ hétérogène d'engager de façon autonome les objectifs qu'il se fixe face à une problématique collective donnée. C'est donc sur l'effet sur ces capacités, répondant aux objectifs de l'approche TerriStories, qu'il est pertinent d'évaluer l'impact de son application. En outre, La théorie des capacités coïncide avec l'approche TerriStories non seulement en termes de cadre d'évaluation mais en pouvant être considérée comme l'une des formes *prospectives* d'application de cette théorie (Alkire 2009)<sup>13</sup>.

<sup>9</sup> Qui par conséquent n'entrent pas selon A. Sen dans le champ de sa théorie sur les capacités, exclusivement individuelles (2002, 85).

<sup>10</sup> « Whether conceived as the average of individual capabilities, or capabilities that can only be achieved as a result of social interaction, collective capabilities are likely to be more than the sum of individual capabilities, being new, distinct capabilities to be categorized" (Rosignoli 2018, 816).

<sup>11</sup> Mais cela ne signifie pas que toutes les capacités individuelles soient le résultat de cette interaction : « other individual capabilities are 'socially dependent' in virtue of the many non-social group ways in which social interaction influences individual capabilities. This reflects how individual's relative autonomy is foundational in the capability approach" (Davis 2015, 11).

<sup>12</sup> Ce qui n'était pas le point de vue d'Evans (2002) qui les considéraient avec un statut indépendant des capacités individuelles.

<sup>13</sup> "A *prospective* application of the approach, in contrast [of the capabilities evaluative framework], is a working set of policies, activities, and recommendations that are, at any given time, most likely to generate considerable capability

On considèrera donc qu'il y a trois éléments importants à mesurer :

- L'accroissement du niveau d'engagement ('agency') ;
- L'accroissement de l'espace de libertés, d'une part tel qu'il est perçu par les parties impliquées (comme étant celui dans lequel ils pensent pouvoir mettre en action leur engagement, individuel comme collectif),
- Les actions effectivement entreprises à la suite de l'intervention, qui s'engagent dans les voies de liberté perçues.

Cependant, l'évaluation des capacités liées aux concepts de 'liberty' et 'agency' est considérée comme un challenge, étant donné les difficultés à repérer des indicateurs indirects, en encore plus directs, de ces évolutions qualitatives opérant au sein de faits sociaux. Au début des années 2000, plusieurs chercheurs se sont penchés sur ce défi, concevant et expérimentant des méthodes à partir de modèles théoriques (par exemple D'Agata 2007), de l'utilisation de méthodes qualitatives diversifiées (par exemple Chiappero-Martinetti et al. 2015), et jusqu'à une « fuzzy set theory » (Qizibash and Clark 2005) diversifiant la nature et les types de valeurs recueillies. Ceux qui se sont penchés sur la mesure de cette liberté soulignent les difficultés pratiques que cela entraîne (Anand et al. 2018, Nevel et Nebel 2018, Shariff 2022). Shariff (2022 : cf annexe 1) a utilisé le Real Options Analysis (ROA), méthode d'évaluation utilisée pour modéliser et analyser la flexibilité et la liberté dans les décisions dans les business decision-making, le ROA permet de ne pas mesurer des indicateurs indirects (proxy) de la liberté mais des indicateurs plus directs, à partir d'une approche mathématique (formules) de mesure.

L'option d'évaluation choisie ici ne repose pas sur une modélisation mathématique, mais sur une approche de recherche-action (Kindon et al. 2009...), participative<sup>14</sup> (Chambers, etc.), qui structurera ex-post les réponses qualitatives des participants en modèle de compréhension. L'enjeu est de mesurer les choix disponibles et ce que permettent ces choix, et que cette mesure soit faite par les participants eux-mêmes, de façon à éviter l'implication involontaire des normes de l'intervieweur dans l'évaluation des capacités (Hattaka et al. 2016, Pham 2018).

Les cibles seront interviewées ex-post, via un support participatif (cf. infra) sur les capacités qu'elles ont mises en œuvre après la tenue de l'approche TerriStories (factuel), et sur celles qu'elles n'ont pas encore mises en œuvre mais qu'elles pensent avoir acquises (déclaratif) pour viser leurs objectifs, et sur les lacunes restantes concernant ces deux volets. Autrement dit, les effets de l'approche sur les capacités seront recueillis via une partie déclarative (perceptions) et une partie factuelle (actions effectivement mises en œuvre grâce aux capacités acquises).

Il serait idéalement plus rigoureux d'organiser une première phase d'enquête avant la mise en œuvre de l'approche TerriStories, mais il n'est pratiquement pas réalisable d'identifier et de mobiliser les futurs participants avant que l'approche ne se soit mis en place : d'une part dans les contextes habituels d'intervention, la liste des participants n'est pas réellement fixée avant la tenue des premiers ateliers, d'autre part les individus n'auront pas de motivation à être interviewés tant qu'ils ne seront pas impliqués dans une action collective qui les intéresse.

### ***Un premier focus sur "Liberty"***

---

expansion – together in the processes by which these policies/activities/recommendations are generated and the contexts in which they will be more likely to deliver these benefits" (Alkire 2009, 29-30).

<sup>14</sup> Les approches participatives sont souvent accusées de reproduire les inégalités de pouvoir (Alkire 2006), cependant en accord avec Frediani (2006) et Pelenc et al. (2015) nous pensons que l'application de la théorie des capacités aux approches participatives permet de traiter ces limites habituellement attribuées aux méthodes participatives. C'est d'ailleurs le fondement même de l'approche TerriStories que de s'appuyer sur les deux (D'aquino XXXX).

Le premier objectif de la méthode d'évaluation d'impact à mettre en œuvre sera d'évaluer l'impact de TerriStories sur l'augmentation<sup>15</sup> et la nature<sup>16</sup> des voies possibles (accroissement de l'espace de libertés de A. Sen), c'est-à-dire d'abord perçues comme possibles mais aussi que les individus et collectifs impliqués ont effectivement les moyens de s'y engager, pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés.

La question de la définition des objectifs est centrale, particulièrement dans la démarche TerriStories, qui a pour enjeu de laisser les participants définir eux-mêmes progressivement leurs problématiques et les façons de les prendre en charge. Les objectifs pour lesquels la capacité de choix (liberté de choisir + conditions de mises en œuvre accessibles) sera mesurée sont les objectifs prioritaires d'action collective que se fixent eux-mêmes les participants durant les ateliers de simulation participative TerriStories, pour répondre à la situation particulière qui leur est proposée dans la situation d'intervention (résolution de conflits, gestion partagée de ressources naturelles, structuration d'une filière... : cf. [www.terristories.org](http://www.terristories.org)).

L'espace de liberté de l'individu, à évaluer, intègrera l'évolution de ses capacités à s'investir dans le fonctionnement d'un groupe, à penser pouvoir changer le fonctionnement d'un groupe (qu'il a ciblé), et bien sûr observer aussi si changements dans ces groupes et faire évoluer ce groupe cf. supra et Rosignoli 2018).

### ***Un second focus sur "Agency"***

Le second objectif sera d'évaluer les effets sur le niveau d'engagement pour accompagner ou piloter la mise en œuvre de la/les voie-s ciblée-s pour poursuivre les objectifs fixés, et sur le niveau gagné en efficacité pour mettre en œuvre cette/ces voie-s, ses capacités à s'investir dans le fonctionnement d'un groupe et à en modifier, si jugé nécessaire par lui, le mode de fonctionnement. Par conséquent doit être aussi évaluée la capacité de jugement sur le choix des voies que les cibles choisissent d'engager.

### ***Un troisième focus sur les capacités collectives***

Du fait de la position d'A. Sen, l'évaluation des capacités collectives est un front de recherche relativement peu développé (Kabeer 2003, Pellenc et al. 2015, Shariff 2018). Pourtant, Rauschmayer et al. (2017) soulignent à quel point améliorer notre connaissance et conceptualisation sur les interactions entre capacités individuelles et collectives est un enjeu clé pour accompagner une transition sociétale vers une véritable durabilité. On est ici au centre des enjeux de TerriStories.

L'option prise ici pour l'évaluation est de considérer le groupe comme une entité cohérente, et d'évaluer ses capacités avec la même approche que lorsqu'on observe celle d'un individu. Cependant, l'identification du groupe auquel se rattache chaque des participants à TerriStories est un défi en soi : s'agit-il du groupe de participants à l'approche TerriStories ? d'un sous-groupe de ces participants ? d'un réseau dont certains membres participent et d'autres non impliqués ? Se considère-t-il partie prenante de plusieurs groupes, de nature potentiellement diverse, comme évoqué ici ? L'option choisie pour l'évaluation est de s'appuyer sur l' 'agency' individuelle pour identifier les groupes pour lesquels les capacités collectives seront évaluées : les groupes ciblés seront ceux dans lesquels les individus évalués se mobilisent effectivement pour mettre en œuvre leur engagement<sup>17</sup>.

On observera dans quelle mesure des effets mutuels individu/groupe apparaissent dans le renforcement des capacités (cf. supra et Rosignoli 2018)

Pour identifier les effets sur les capacités de ces groupes, des focus groups de 5 à 10 personnes seront organisés, au cours desquels le même support participatif que pour les individus sera utilisé pour recueillir leurs perceptions des effets de l'approche sur leurs capacités, avec donc une partie déclarative (perceptions) et une partie factuelle (actions effectivement mises en œuvre).

---

<sup>15</sup> On évalue qu'elles existent et qu'elles soient activables, même s'il est choisi de pas de les activer.

<sup>16</sup> Considérant les 5 libertés instrumentales : 1. Economic facilities 2. Political freedoms 3. Social opportunities 4. Transparency guarantees 5. Protective security

<sup>17</sup> Un seul individu pouvant ainsi se référer à plusieurs groupes.

L'évaluation devra de plus tenter de distinguer si des capacités collectives spécifiques, au-delà de la somme des capacités individuelles se sont développées.

#### **Résumé sur les principaux éléments d'impact recherchés :**

- Accroissement du nombre de voies et de stratégies imaginées les interviewés pour réussir à mettre en œuvre les objectifs qu'ils se sont fixés (cf. « freedom »)
- Amélioration de leurs capacités de jugement, individuelle et collective, pour identifier les voies les plus pertinentes
- Amélioration de leurs capacités d'engagement, individuel et collectif, pour mettre en œuvre les voies les plus pertinentes (cf. « agency »)
- Amélioration de leurs capacités à mobiliser des ressources, matérielles et immatérielles, pour parvenir à leurs fins (cf. « conversion factors<sup>18</sup> »)
  
- Impacts indirects sur les non-participants (Rauschmayer et al. 2017)<sup>19</sup>

#### **Méthode de recueil :**

L'objectif de la méthode d'évaluation d'impact nécessite de laisser un laps de temps suffisant entre la mise en œuvre de l'approche TerriStories et l'évaluation, de façon à ce que l'on puisse juger de la permanence des capacités développées. La formule idéale est de réaliser plusieurs temps d'évaluation, à trois mois, six mois, et douze mois, voire au-delà (D'aquino et Papazian 2014).

Les modes possibles de recueil et d'analyse des données entrent dans le cadre des méthodes interprétatives de données qualitatives (Walsham 1993 et 1995, Denzel et al, 2000, Mucchielli et Paille 2003), et plus particulièrement dans les méthodes d'évaluation participative (House 1980, Whitmore 1998, Kindon et al. 2009...). Les données seront récoltées via des enquêtes qualitatives individuelles (pour identifier les progrès en capacités individuelles) et des focus groups (pour identifier les progrès en capacités collectives). Ces enquêtes auront lieu trois mois après la mise en œuvre de l'approche TerriStories, auprès des individus y ayant participé. L'objectif est d'interviewer (interview semi-structuré<sup>20</sup>) au minimum 10 participants *concernés* par chaque site où l'approche a été déroulée<sup>21</sup>. Par *concernés*, nous entendons des personnes ayant participé aux ateliers de simulation, mais aussi des 'non-participants' (Rauschmayer et al. 2017, 2), qui ont été impliqués à la suite des ateliers dans la poursuite des voies d'action mises en œuvre. Pour chaque site, deux journées peuvent être consacrées aux enquêtes individuelles et une journée au focus group.

Un support participatif spécifique, qui reprend, en l'améliorant, la représentation graphique participative SiSup (D'aquino 2005), sera utilisé de façon à aider l'interviewé à développer les réponses les plus précises possibles (cf. annexe 2).

La dernière phase de l'enquête sera consacrée à l'analyse participative « à chaud » des réponses à l'enquête au sujet des capacités acquises, insuffisantes et manquantes qui ressortent des réponses à l'enquête.

#### **Méthode d'analyse :**

L'analyse des données se fera en plusieurs étapes.

---

<sup>18</sup> "The relation between a good and the achievement of certain beings and doings is captured with the term 'conversion factor': the degree in which a person can transform a resource into a functioning (...). Whether someone has the capability to achieve a certain doing or being depends on so-called 'conversion factors' (...). Resources, such as marketable goods and services, but also goods and services emerging from the non-market economy, including household production, have certain characteristics that make them of interest to people (Sen 1992).

<sup>19</sup> "We argue that collective action requires and creates collective agency which may in turn change the capability set and hence the achieved functionings of both participant and non-participants of such action" (Rauschmayer et al. 2017, 2).

<sup>20</sup> Patton 1990.

<sup>21</sup> Il ne sera surement pas possible de retrouver tous les participants, l'exhaustivité n'est donc pas obligatoire même si elle sera recherchée.

- 1) Repérage et codage des éléments des interviews qui sont en lien avec des capacités (acquises, insuffisantes, manquantes)
- 2) Repérage et codage des éléments qui sont en lien avec les ressources matérielles et immatérielles (moyens financiers, accès à une information fiable, support par la communauté, support institutionnel...etc.) mobilisables, insuffisantes ou manquantes, pour obtenir les engagements volontaires visés et leur accompagnement
- 3) Classification des éléments de capacités répertoriés, en particulier en différenciant les capacités individuelles et collectives<sup>22</sup>
- 4) Lien entre ces éléments et les capacités recherchées (cf. supra « principaux éléments d'impact recherchés »)
- 5) Lien entre ces éléments et le contenu de l'approche TerriStories qui a été déroulée
- 6) Lien entre les capacités repérées et les facteurs contextuels hors TerriStories (capital social des participants, arènes sociales et dynamiques collectives existantes<sup>23</sup>, autres interventions sur des thèmes proches, politique publique...).
- 7) Analyse des liens et interactions<sup>24</sup> entre développement des capacités individuelles et développement des capacités collectives<sup>25</sup>
- 8) Analyse des améliorations possibles de l'approche TerriStories (déroulé des ateliers de simulation, nature des accompagnements ex-ante et ex-post des ateliers)

Nous suivrons en particulier le format suivant pour la structuration des analyses :

---

<sup>22</sup> "Collective capabilities can be defined as those capabilities exercised by a group – or more generally by a collective subject – that acts in order to secure a capability for the members of that group" (Robeyns 2017:116). "By contrast, collective capabilities ontologically differ from other individual capabilities as both the action taken and the achieved functioning are collective" (Rosignoli 2018, 817). Rosignoli classe ces capacités collectives en « resistant capacities » et « resilient capacities ».

<sup>23</sup> En suivant Davis (2015), qui considère que les trois espaces sociaux (au sens de champ de Bourdieu ?, d'arène ?) de Granovetter (1985), le marché, la délibération publique et la participation communautaire, déterminent la liberté de choix et la faculté (agency) de les opérer, en fonction de la capacité de l'individu selon son degré d'intégration dans chacun de ces domaines, et deuxièmement à travers ces domaines (Lessman 2011, Davis 2015).

<sup>24</sup> Comme Evans (2002) et Davis (2015), il est considéré ici que les interactions sociales sont un élément important à prendre en compte dans le développement des capacités.

<sup>25</sup> En distinguant au niveau des éléments institutionnels, les arrangements institutionnels (formes organisationnelles et les environnements institutionnels (règles sociales, régulations et comportements sociaux).

Overview of the research method.				
	Step 1	Step 2	Step 3	Step 4
Goal	Identification of the individual actors involved in sustainable activities	Empowerment of the individual actors	Analysis of the influence of the workshop on the participants	Follow-up of the creation of a formal NGO by some workshop participants
Method	Interviews and visits	Participatory workshop	Interviews, e-mail exchanges and phone calls	Interviews, e-mail exchanges and phone calls
Time period	3 months (June–August 2011)	One day; on 08/29/2011	1.5 months (March–April 2012)	2 years and 1 month (March 2012 to April 2014)

<b>Appendix C. Examples of the Resources and Social and Human Capital Provided by the Members to Create the NGO</b>				
Problem category	Problems identified during the workshop	Resources	Social capital (Formal and informal relations)	Human capital (Skills, expertise, know-how, experiences, etc.)
Natural resources	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Difficult access to organic seeds</li> <li>–Problem of waste management leading to different types of pollution</li> <li>–Unsustainable management of water supply leading to a severe lack of drinking and irrigation water</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Working facilities, meeting place and equipment</li> <li>–Time</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Network of NGOs</li> <li>–Network of scientists.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Organizational skills</li> <li>–Skills in ecology</li> <li>–Skills in community based development and tourism</li> <li>–Research skills</li> <li>–NGO administration experience.</li> </ul>
Economic or material resources	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Lack of physical space (impossible to buy land)</li> <li>–Lack of support (funding, etc.) for eco-friendly activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Working facilities and meeting place</li> <li>–Time</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Link with indigenous community</li> <li>–Link with local tourism association.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Field experience</li> <li>–Skills in eco-agro tourism</li> <li>–Skills in fauna and flora</li> <li>–Skills in traditional knowledge/indigenous history and culture.</li> </ul>
Internal conversion factors	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Fear of bureaucracy</li> <li>–Lack of communication between innovative actors</li> <li>–Lack of knowledge about how to apply for grants/financial assistance</li> <li>–Lack of associative activity and trust between innovative actors</li> <li>–Change in individual habits required on the part of innovative actors (less defiance and more trust needed)</li> <li>–Difficulty for innovative actors to find places to hold meetings</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Working facilities and meeting place</li> <li>–Time</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Network of NGOs and grassroots movements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Community diagnostic and development techniques</li> <li>–Project management skills</li> <li>–Experience in grassroots movements.</li> </ul>
External conversion factors	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Disinformation about the benefits of ecological modes of production</li> <li>–Prevailing socio-economic model makes it difficult to implement environmental actions</li> <li>–Lack of political will and support for sustainable activities</li> <li>–Excluding government policies</li> <li>–Water contamination</li> <li>–Drought</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Time</li> <li>–Time</li> <li>–Time</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Link with CEOs from companies and foundations.</li> <li>–Links with local governments</li> <li>–Rural organizations.</li> <li>–Links with local and regional tourism associations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Agricultural skills</li> <li>–Management and administration skills.</li> <li>–Geographic Information System (GIS) skills</li> <li>–Local government experience.</li> <li>–Management and administration skills and experience</li> <li>–Experience in tourism and tourist associations</li> </ul>
Values	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Change of social habits required</li> <li>–Lack of collective commitment</li> <li>–Lack of environmental culture and education in the population</li> <li>–Lack of environmental awareness</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Meeting place</li> <li>–Time</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Links with NGOs working in local history and cultural heritage</li> <li>–Rural public school network</li> <li>–Links with local governments.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Cultural management</li> <li>–Experience in organizing cultural events</li> <li>–Educational skills.</li> </ul>

**Appendix D. Responses/Solutions that the NGO can Contribute to the Problem Identified Collectively During the Workshop**

Problem category	Problems identified during the workshop	Solutions provided by the creation of the NGO
Ecosystem services	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Unsustainable management of drinking and irrigation water supplies</li> <li>–Problem of waste management</li> <li>–Difficult access to organic seeds</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Implementation of several SD projects</li> <li>–Implementation of several SD projects</li> </ul>
Economic or material resources	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Lack of physical space (impossible to buy land)</li> <li>–Lack of support of ecological activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–The NGO can apply for funding to support ecological activities</li> </ul>

Problem category	Problems identified during the workshop	Solutions provided by the creation of the NGO
Internal conversion factors	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Fear of bureaucracy</li> <li>–Lack of communication between innovative actors</li> <li>–Lack of cooperation and trust between innovative actors</li> <li>–Lack of knowledge regarding how to apply for grants/economic assistance</li> <li>–Change in individual habits required (individual coherence and defiance)</li> <li>–Difficulty for innovative actors to find meeting places</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–The NGO acts as an interlocutor with the BR management committee and other local authorities</li> <li>–The NGO provides enhanced communication between actors and a platform to discuss their ideas</li> <li>–A group of people with experience in project application is available for passing on information and applying for funding</li> <li>–Promoting initiatives that can inspire others.</li> </ul>
External conversion factors	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Disinformation on the benefits of ecological production methods</li> <li>–Prevailing socio-economic model renders environmental actions difficult to realize.</li> <li>–Lack of political will and support for sustainable activities</li> <li>–Exclusive government policies</li> <li>–Water contamination</li> <li>–Drought</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Promoting initiatives that inspire others.</li> <li>–Maintaining a permanent dialogue with the BR management committee.</li> <li>–Maintaining a permanent dialogue with the BR management committee.</li> </ul>
Values	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Change of social habits required</li> <li>–Lack of collective commitment</li> <li>–Lack of environmental culture and education in the population</li> <li>–Lack of environmental awareness</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>–Talks at schools and local governments about BR and their role.</li> <li>–Talks at schools and local governments about BR and their role.</li> </ul>

## Livrable :

Les résultats de l'analyse seront présentés dans un rapport qui restituera les données brutes, le classement de ces données et des modélisations graphiques permettant de visualiser les dynamiques temporelles, et leurs contraintes, concernant les capacités répertoriées.

## ANNEXE 1

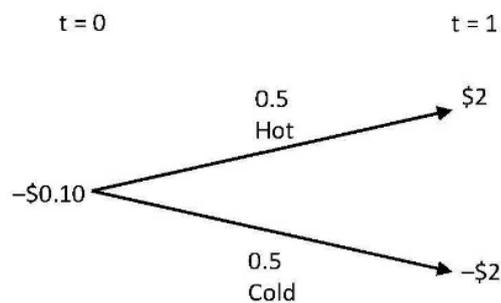
### La méthode d'évaluation des libertés de Shariff

#### 3.1 Introduction to ROA

ROA provides a method of valuing the freedom to pursue a particular decision. ROA's primary application has been in business [although there have been sociological applications such as in health treatment (Dangerfield et al., 2017), marriage and suicide (Dixit and Pindyck, 1994)]. The 'options' in ROA are business *decisions*, where we assume the person or firm has the right but not an obligation to pursue a particular decision. The ROA was a significant innovation in valuation theory compared to alternative methods (such as net present value, expected value, internal rate of return, etc...) because ROA was able to value the freedom of decisions (see Arnold, 2008).

To illustrate the method of ROA we have a standard decision tree in Figure 1; for simplicity we assume two possible future scenarios (at some future time point  $t = 1$ ), each scenario has a probability, an associated payoff, and the time now is denoted by  $t = 0$ . We note that we could apply a discount factor to the payoffs (to account for risk and time) but for simplicity of exposition we ignore these factors.

**Figure 1** A Firm selling ice-cream under future scenarios of hot and cold weather



Let us assume that Figure 1 denotes a decision tree for a particular activity for a firm which is to sell ice-cream. We see that at  $t = 0$ , the firm incurs a cost of  $\$0.10$  (e.g., setup costs to start trading ice-cream) and is faced with two future scenarios at  $t = 1$ , with equal probability of  $0.5$ . If at  $t = 1$  the future weather is hot then the firm gets a  $\$2$  payoff, however if the weather is cold then the firm makes a payoff of  $-\$2$  (firm loses money). To calculate the value of the decision  $V$ , in standard valuation analysis we calculate the expected value  $E[V]$  to determine the expected value of the decision. Hence the expected value of selling ice-cream  $E[V]$  is given by:

$$\begin{aligned} E[V] &= 0.5 \times 2 + 0.5 \times -2 - 0.10 \\ &= -\$0.10. \end{aligned}$$

As the value of the decision is negative we would conclude that the decision is not profitable for the firm and so it should not sell ice-creams. However, this analysis ignores the freedom, and the value of the freedom, that decision makers possess; in ROA we take

into account that the firm has freedom in decision-making. So in ROA we take into account freedom: we would expect that the firm is not compelled to sell ice-cream in any weather scenario, so in the cold weather (or ‘-\$2’) scenario many firms in the real world would typically withdraw sales. In other words, we would expect the firm to have the *option or freedom to choose* to withdraw selling ice-cream in the cold weather scenario.

A consequence of the firm having the freedom to choose to withdraw selling ice-cream in cold weather implies that the payoff is no longer -\$2 in the cold weather scenario; if we have cold weather and the firm withdraws its sales operation then let us assume for simplicity a \$0 payoff in this scenario. Therefore  $E[V]$  would now be

$$\begin{aligned} E[V] &= 0.5 \times 2 - 0.1 + 0.5 \times 0 \\ &= \$0.90. \end{aligned}$$

Hence one can see that unprofitable decisions can actually become profitable once freedom in decisions is taken into account. The ROA approach takes into account the ability of decision makers to have freedom in decisions and therefore provides a different method of valuation compared to standard valuation methods.

The ROA also enables us to value the freedom or ‘real option’ associated with the decision, in the case of the ice-cream sales example it is the freedom to abandon selling ice-cream during the cold weather. This freedom value  $F_V$  is calculated by subtracting the expected value when the freedom (to abandon sales) is available  $E[V_F]$ , to the expected value when the freedom (to abandon sales) is not available  $E[V_{NF}]$ . In this case we have:

$$\begin{aligned} F_V &= E[V_F] - E[V_{NF}] \\ &= 0.90 + 0.10 \\ &= \$1. \end{aligned}$$

Hence the value of the freedom  $F_V$  (to abandon selling ice-cream in cold weather) is worth \$1. This example demonstrates that freedom does in fact have a value in decisions, and is not non-existent. Secondly, the value of freedom in decisions can be very significant, in fact the value of freedom to sell ice-creams is worth half of the value of the payoff during hot weather, hence from a welfare perspective freedom is not insignificant. Moreover, if the firm were compelled to sell ice-cream during cold weather (that is a loss in freedom to withdraw selling) then it would lose a highly valued freedom and the loss of this freedom is equal to \$1.

### 3.2 ROA applied to the CA

The ROA method quantifies the freedom in decisions and this same method can be applied to quantifying decision in the context of CA. In other words in CA we have

$$F_V = E[V_F] - E[V_{NF}]$$

where  $E[V_F]$  is the expected value of functionings with freedom, and  $E[V_{NF}]$  is the expected value of functionings without freedom. We now demonstrate our method with examples.

#### 3.2.1 Example 1: ROA applied to a slave

Sen (1999) gives an example to illustrate CA measurement by giving the example of a slave. Sen argues that a slave’s welfare and capability improves even if everything

## ANNEXE 2

### La méthode d'enquête participative qui sera utilisée

- La diversité des choix possibles et disponibles est représentée graphiquement par la diversité des sentiers<sup>26</sup> que l'interviewé/le groupe va tracer sur une feuille pour éviter un obstacle (une contrainte) pour atteindre son objectif.
- Chaque nouveau chemin se retrouve à de nouveaux obstacles, entraînant ainsi une multiplication des chemins disponibles (ou pas) pour un individu/groupe donné.

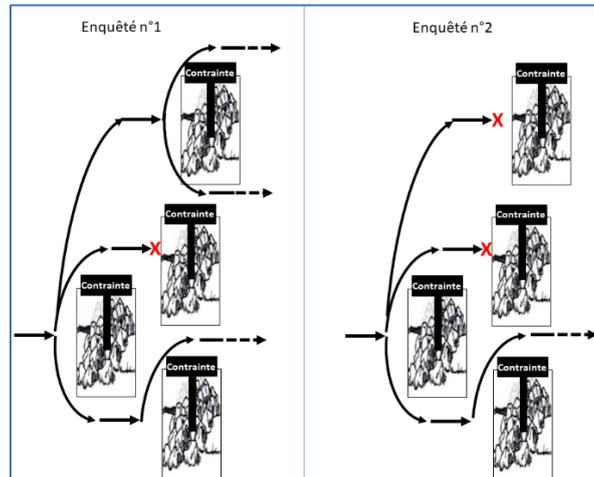
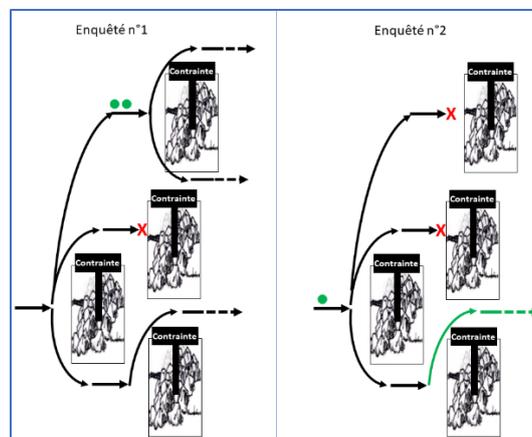


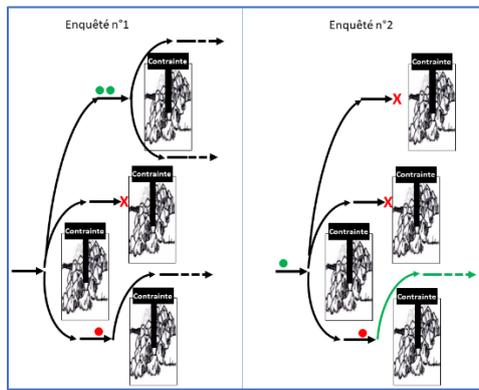
Figure 1 Le participant N°2 est bien sur le chemin d'un choix pour atteindre son objectif, mais a moins de diversité d'options que le participant n°1

- Demander ensuite à l'enquêté de qualifier ce que la démarche a apporté vis-à-vis de ce graphique :
  - Les voies existantes qu'elle a facilitées, en y attribuant des pastilles vertes (+1, +é...)
  - Les nouvelles voies (nouveaux choix possibles) qu'elle a contribué à créer pour l'enquêté (sentiers en vert)



- Lui demander enfin de repérer les obstacles et voies qui restent les plus difficiles :
  - Pastilles rouges pour les voies existantes
  - Compléter les voies avec croix rouge si nécessaire

<sup>26</sup> Pour chaque choix renseigner pourquoi l'enquêté/le groupe peut choisir ce choix et pourquoi il ne peut pas en choisir un autre ? Ou est ce qu'il y en a un autre qu'il pourrait choisir mais il ne peut pas le choisir ? ou il ne veut pas ?



Distinguer les différents éléments qui sont disponibles, ou pas, pour développer ces chemins : social capital, incomes, collective support, accès à une information fiable... etc.

- Alkire S., 2009. Using the capability approach: prospective and evaluative perspectives. Pp 26-50 in Comin F., Qizilbash M., Alkire S. The capability approach: concepts, measures and applications, Cambridge University press, Cambridge.
- Anand P., Hunter G., Carter I. et al., 2009. The development of capability indicators. *J Hum Dev Capabil* 10, 125-152.
- Ballet J., Dubois J.L., Mahieu F.R., 2007. Responsibility and Distributive justice. Pp. 80-107 in M/ Fleurbaey, Salles M., Weymark J. (eds). *Justice, political liberalism and utilitarianism*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Ballet J., Bazin D., Dubois J.L., Mahieu F.R., 2014. *Freedom, responsibility and economics of the person*. Routledge, London.
- Binswanger-Mkhize H. P., de Regt J.P., Spector S., 2010. *Local and Community-Driven Development: moving to scale in theory and practice*. The World Bank, Washington DC.
- Bovens M., 1998. *The quest for responsibility, accountability and citizenship in complex organizations*. Cambridge University press, Cambridge.
- Clark D., 2005. Sen's capability approach and the many spaces of human well-being. *Jrnl Dev Studies*, 41, 1339-68.
- Crocker D., 2009. *Ethics of global development: agency, capability and deliberative democracy*. Cambridge University press, Cambridge.
- Davis J.B.n Wells T., 2016. *Transformation without paternalism*. 27p., Working Paper, Department of Economics, Marquette University.
- David J.B., 2015. Agency and the process aspect of capability development: individual capabilities, collective capabilities, and collective intentions. *Filosofia de la Economia*.
- D'aquino Patrick, 2005. « SiSup : une expérience de suivi participatif des politiques de développement en Nouvelle Calédonie », Communication au colloque CORAIL 2005. Territoire et Patrimoine en Océanie, Nouméa, Centre Culturel Jean-Marie Tjibaou, les 1, 2 et 3 décembre 2005.
- Denzin N.K., Lincoln Y.S., 2000. *Handbook of qualitative research*. Sage, 2ème edition.
- Evans P., 2002. Collective Capabilities, Culture, and Amartya Sen's *Development as Freedom*, *Studies in Comparative International Development* 37 (2): 54-60.
- Frediani, A.A., 2006. *Participatory Methods and the Capability Approach*. Human Development and Capability Association, Boston, US.
- Frediani A.A., 2019. Participatory research methods and the capability approach: researching the housing dimensions of squatter upgrading initiatives in Salvador da Bahia, Brazil. Pp 261-288 in Clark D., Biggeri D., Frediani A. eds) *The capability approach, empowerment and participation*, Rethinking International Development Series, Palgrave Macmillan, London.
- Granovetter, M. 1985. Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness *American Journal of Sociology* 91 (3): 481-510.
- Griewald, Y., Rauschmayer, F., 2014. Exploring an environmental conflict from a capability perspective. *Ecol. Econ.* 100, 30–39.
- Hatakka M., Obura D., Ater S., Mibei B., 2014. Capability outcomes from educational and ICT capability inputs. An analysis of ICT use in informal education in Kenya. *Electronic Journal of Information Systems in Developing Countries* 61, 1, 1-17.
- House E.R., 1980. *Evaluating with validity*, Sage, Beverley Hills.
- Ibrahim S., 2006. From individual to collective capabilities: the capability approach as a conceptual framework for self-help. *J. Hum. Dev.*, 7, 3, 397-416.

- Ibrahim S., 2013. Collective capabilities: what are they and why they are important? *Maiyteree*, 22, 4-8.
- Kabeer N., 2003. Making rights work for the poor: Nijera Kori and the construction of collective capabilities in rural Bangladesh. IDS Working Paper 2000, Institute of Development Studies, Brighton.
- Karimi M., Brazier J., Basarir H., 2016. The capability approach: a critical review of its application in health economics. *Value in Health*, 19, 795-799.
- Kaufman, R., Rojas, A. M., & Mayer, H., 1993. *Needs assessment: A user's guide*. Englewood Cliffs, NJ: Educational Technology Publications.
- Kaufman, R. (1989). Selecting a planning mode: Who's the client? Who benefits? *Performance & Instruction Journal*.
- Kaufman, R. (1990). Relating evaluation and needs assessment. *Human Resource Development Quarterly*, Volume 1, Issue 4, 405-408.
- Kaufman, R., Rojas, A. M., & Mayer, H. (1993). *Needs assessment: A user's guide*. Englewood Cliffs, NJ: Educational Technology Publications.
- Kavale J., 2011. Comparing and contrasting capability approach with Kaufman's Needs assessment model as two methodological applications for the facilitation of human development. 2011 HDCA conference 'Innovation, Development and human capabilities', The Hague, The Netherlands.
- Kleine, D. (2010). ICT4WHAT? Using the choice framework to operationalise the capability approach to development. *Journal of International Development*. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/jid.1719/full>
- Kindon, S., Pain, R., Kesby, M., 2009. Participatory Action Research. *International Encyclopedia of Human Geography*, pp. 90-95.
- Lessman O., 2011. Freedom of choice and poverty alleviation. 439-463 in *Review of Social Economy*, 69, 4.
- Lessmann, O., Rauschmayer, F., 2013. Re-conceptualizing sustainable development on the basis of the capability approach: a model and its difficulties. *J. Hum. Dev. Capabil.* 14 (1), 95-114.
- Lorgelly PK., Lorimer K., Fenwick EA., et al., 2015. Operationalising the capability approach as an outcome measure in public health: the development of the OCAP-18. *Soc Sci Med*, 142, 68-81.
- Mitra S., 2022. A real options approach to measuring freedom in Sen's capabilities approach. pp 98-110 in [International Journal of Sustainable Economy, 14, 1. https://doi.org/10.1504/IJSE.2022.119716](https://doi.org/10.1504/IJSE.2022.119716).
- Muchielli A. Paille P., 2003. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Armand Colin.
- Narayan D., R. Patel, K. Schaffi, A. Rademacher, et S. Koch-Schulte, 1999. Can anyone hear us? Voice from 47 countries. *Voice of poor*. Oxford University press, Oxford.
- Nebel M. et Nebel T.H.R, 2018. Measuring the meta-capability of agency: a theoretical basis for creating a responsibility indicator. 82-115 in Comin F., Fennel S., et Anand P. (eds). *New frontiers of capability approach*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Nussbaum M., 2000. *Women and human development. The capabilities approach*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Pelenc J., Bazile D., Ceruti C., 2015. Collective capability and collective agency for sustainability: a case study. 22-239 in *Ecological Economics*, 118.
- Pelenc, J., Lompo, M.K., Ballet, J., Dubois, J.L., 2013. Sustainable human development and the capability approach: integrating environment, responsibility and collective agency. *J. Hum. Dev. Capabil.* 14 (1), 77-94.
- Peeters, W., Dirix, J., Sterckx, S., 2013. Putting sustainability into sustainable human development. *J. Hum. Dev. Capabil.* 14 (1), 58-76.

- Pham T., 2018. The capability approach and evaluation of community-driven development programs. *Jrnl of Hum dev and capabil.*, 19, 2, 1945-2837.
- Rauschmayer F., Polzin C., Mock M., Omann I., 2017. Examining collective action through the capability approach: the example of community currencies. On line in *Journal of human development and capabilities*. Doi: 10.1080/19452829.2017.1415870
- Robeyns I., 2003. Sen's capability approach and gender inequality: selecting relevant capabilities. *Feminist Economics*, 9, 2-3, 230-255.
- Robeyns I., 2005. The capability approach: a theoretical survey. 93-114 in *Journal of Human development*, 6, 1.
- Robeyns I., 2007. The capability approach: a theoretical survey. *Journal of Human devp*, 6, 1, 93-117.
- Robeyns I., 2009. Capability and theories of justice. 61-90 in E. Chiappero Martinetti (ed.) *Debating global society: reach and limits of thje capability approach*. Feltrinelli, Milan.
- Robeyns I., 2017. Wellbeing, freedom and social justice. The capability approach re-examined. 268 p. Open book Publisher <https://doi.org/10.11647/OBP.0130>
- Rosignoli F., 2018. Categorizing collective capabilities. 813- in *The open journal of socio-political studies*. 11, 3. Doi: 10.1285/i20356609v11i3p813
- Sen A., 1985. Well-being, agency and freedom: the Dewey lectures 1984. 169-221, *Journal of Philosophy*, 82.
- Sen A., 1987. Equality of what? The Tanner lectures on human values. In McMurrin S. (ed) *Cambridge Universit Press, Cambridge*.
- Sen A. 1992. *Inequality re-examined*. Oxford University Press, Oxford.
- Sen A., 1993. Capability and well-being. Pp. 30-53 in Nussbaum M., Sen A. (eds.) *The quality of life*. Oxford University Press, Oxford.
- Sen A., 1997. Maximization and the act of choice. 745-79, *Econometra*, 65.
- Sen A., 1999. *Development as freedom*. Oxford University press, Oxford.
- Sen A., 2002. Response to Commentaries," *Studies in Comparative International Development* 37 (2): 78-86.
- Sen A. 2009. *The idea of justice*. Allen Lane, London.
- Shariff R., 2018. Collective agency capability: how capabilities can emerge in a social moment. 153-176 in F. Comin, S. Fennel et P. Anand (eds). *New frontiers of the capability approach*, Cambridge University press, Cambridge.
- Simon J., Anand P., Gray A. et al. Operationalising the capability approach for outcome measurements in mental health research. *Soc Sci Med*, 98, 187-96.
- Smith A., 1776. *An inquiry into the nature and causes of wealth of nations*. Methuen, London.
- Volkert, J., 2013. Concepts of agency, sustainable human development (SHD) and collective abilities. *Maiyteree* 22, 4-8.
- Walsham G., 1993. *Interpreting information systems in organizations*. John Wiley & Sons, New-York.
- Walsham G., 1995. Interpretive case studies in IS research: nature and method. *European Journal of Information Systems*, 4, 1, 74-81.
- Whitmore E. (ed.), 1998. *Understanding and practicing participatory evaluation*. 80, 1-104, *New directions for evaluation*, Institue of education sciences.
- Wong S., 2012. What have been impacts of Xorld Bank Community-Driven Development programs? 69541, *Wold Bank*, Washington DC.

## **Annexe 2**

## Suivi de l'impact de l'application de TerriStories© pour l'adoption d'engagements volontaires sectoriels au Sénégal dans le cadre du projet BIODEV2030

NUMERO DE REFERENCE DU CONTRAT	UICN-22-11-P03100-1
NUMERO DU PROJET	P03100
AWARD NUMBER	DN01488, AVCH-00869

### Rapport d'exécution

Mars 2023

**Patrick D'Aquino, Maramé Ba, Anne Dray, Genowefa Blundo Canto**

## RESUME EXECUTIF

1. Le projet BIODÉV2030 (2019 – 2023) a mis en œuvre une approche expérimentale, pour accélérer l'intégration de la biodiversité dans les plans d'actions 2021-2030 des secteurs et acteurs économiques de 16 pays pilotes. L'objectif est de contribuer, par une approche multi-acteurs, à la prise « d'engagements volontaires » sectoriels ambitieux de réduction des pressions et/ou de restauration des écosystèmes pour concourir à la stabilisation puis l'inversion du déclin de la biodiversité d'ici 2030. Un engagement volontaire est un ensemble d'actions ancrées dans la science qui conduisent à un changement positif et mesurable sur la biodiversité pris par un secteur économique.
2. L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), maître d'œuvre du projet BIODÉV2030 au Sénégal, a souhaité tester une démarche de facilitation du dialogue innovante : une approche par un jeu sérieux, Terristories<sup>®</sup>. Le consortium LEAF, en partenariat avec le CIRAD, a été mandaté pour mettre en place cette approche en Octobre-Novembre 2022 dans la région de Thiès.
3. A la différence d'autres jeux sérieux, Terristories<sup>®</sup> ne fonctionne pas avec des scénarios de simulation préconstruits proposés aux participants, la posture étant de contraindre le moins possible l'expression et les idées des participants. Ainsi, lors des ateliers, les participants définissent ensemble la problématique, puis les engagements collectifs possibles pour parvenir à la traiter, qu'ils testent (« jouent »). L'équipe de facilitation introduit des incertitudes environnementales, économiques et sociales. Les participants sont ainsi amenés à réagir et à façonner des règles opérationnelles de gestion, prenant en compte leurs propres besoins, ainsi que ceux du collectif. L'enjeu est qu'à la suite de ces ateliers de simulation, les participants s'engagent d'eux-mêmes dans les stratégies qu'ils ont établies.
4. Cinq (5) ateliers locaux Terristories<sup>®</sup> ont été mis en place. Ils ont abouti à l'émergence d'une dynamique multi-acteur pour le suivi et l'enrichissement progressif de ces engagements locaux, concrétisée par :
  - La formalisation multi-acteurs de formules d'« engagements croisés », c'est-à-dire où chacune des parties prenantes, au-delà des seuls privés, s'engage à participer à une action collective bénéfique pour l'environnement.
  - L'identification de la stratégie collective qui leur paraissait la plus efficace pour obtenir l'implication des parties prenantes les plus réticentes (les grandes entreprises privées et pouvoirs publics) dans des engagements croisésDans ce contexte, l'UICN a sollicité LEAF et le CIRAD pour mieux documenter les effets de ces ateliers Terristories<sup>®</sup> auprès des acteurs impliqués (cf. rapport de démarrage).
5. L'objectif de la démarche Terristories<sup>®</sup> n'est pas de parvenir de façon ponctuelle à une analyse, une action, ou une décision, collectives. L'enjeu est de faire émerger une dynamique collective et autonome qui sera capable de produire seule et de façon permanente les analyses, actions et décisions collectives qui lui seront utiles. Dans le cadre de l'obtention d'engagements volontaires, l'objectif de la démarche Terristories<sup>®</sup> est donc de **faire émerger des dynamiques collectives rassemblant les parties prenantes, qui produiront de façon autonome des engagements volontaires**. C'est donc sur cet effet-là que ces ateliers ont été évalués.
6. Il est à noter qu'une évaluation 3 mois après mise en œuvre ne peut pas viser les impacts *stricto sensu*, mais ce que l'on nomme en anglais « outcomes » (dans le sens de changements de pratiques, interactions, comportements, opportunités et les changements de motivation,

connaissance et compétences sous-jacents, capacité à interagir, capacité à utiliser les facteurs de conversion). On traduira le terme en français par « changements » ou « incidences ».

7. La posture d'évaluation d'effets retenue se fonde sur l'approche des capacités d'Amyarta Sen (Sen 1985) : réussir ses objectifs demande au sujet d'avoir une capacité intérieure de discerner parmi les possibles options celles qui ont le plus de sens pour ce qu'il recherche (Sen 1997, Nebel et Nebel 2018). Cette acquisition est plus un processus d'apprentissage qu'un choix, qui repose en grande partie sur l'émergence d'une *responsabilité* à s'engager, responsabilité qui se développe au cours de notre interaction avec la société et les collectifs (Nebel et Nebel 2018). Nebel et Nebel (2018).
8. Quatre axes devaient être particulièrement analysés : l'évolution des perspectives individuelles en faveur d'engagement volontaires ; le niveau de pérennité des dynamiques institutionnelles et collectives obtenues pour mettre en œuvre ces engagements ; les effets potentiels de la démarche sur une évolution du contexte institutionnel et partenarial local permettant l'émergence d'autres engagements volontaires par la suite ; une analyse des conditions d'intervention permettant ces évolutions pérennes.
9. Les données ont été récoltées via des enquêtes qualitatives individuelles auprès de participants aux ateliers. Les moyens dégagés ne permettaient pas une enquête exhaustive de tous les participants à tous les ateliers, mais l'entretien de 20 à 30 personnes, en fonction de la difficulté à les retrouver et les contacter avec les moyens et le temps disponible. 25 participants ont pu être in fine enquêtés.
10. Le traitement et codage des entretiens ont été réalisés suivant la méthode interprétative d'évaluation participative (cf. protocole détaillé en annexe 2). Cinq (5) catégories de capacitation ont été retenues pour le suivi de l'amélioration des capacités, se focalisant sur les effets prioritaires visés (développement de capacités d'engagement autonome, individuel et collectif) :

Connaissances : acquisition de nouvelles informations (en particulier sur les dynamiques écologiques et environnementales), en excluant celles concernant les modalités potentielles d'engagement (cf. infra les capacités stratégiques) pour améliorer cette situation

Mise en relation : nouvelle mise en relation avec des parties prenantes durant les ateliers (si après les ateliers, il s'agit d'un engagement volontaire : cf. infra réalisation stratégique)

Capacité stratégique : perception accrue (analyse) des voies d'engagement considérées pertinentes pour résoudre un problème (une meilleure vision de ce que l'interviewé ou d'autres peuvent faire)

Projection stratégique : décision d'engagement (personnel) dans une voie d'engagement considérée pertinente pour la résolution d'un problème

Réalisation stratégique : action (volontaire, avec engagement personnel) engagée dans une voie considérée pertinente pour la résolution d'un problème

Cette classification reprend la posture TerriStories® de développement des capacités sous forme d'un lien incrémental potentiel entre capacités : durant les ateliers on peut acquérir de nouvelles connaissances (« Connaissances ») et entrer en relation avec de nouveaux acteurs (« Mise en relation »), à partir desquels on peut prendre conscience de nouvelles formes et voies possibles d'engagement (« Capacité stratégique »), de là construire une stratégie opérationnelle d'engagement (« Projection Stratégique », et la mettre en œuvre (« Réalisation stratégique »).

Exemples des codages réalisés :

Enquêté	Codage axial	Codage sélectif
ID1	<i>J'ai beaucoup appris sur les enjeux liés au secteur de la pêche et des zones humides</i>	Connaissance
ID2	<i>Cela m'a permis d'élargir mon réseau de connaissances. La question de la conservation de la biodiversité fait maintenant partie des objectifs personnels et collectifs d'une multitude d'acteurs.</i>	Mise en réseau
ID3	<i>On intervenait de façon dispersée et on ne faisait pas le lien entre ce que nous faisons et la conservation de la biodiversité. Maintenant nous savons que la transition agro-écologique est une étape importante de la conservation de la biodiversité. Nous avons beaucoup de membres qui sont déjà dans cette dynamique</i>	Capacité Str.
ID4	<i>Maintenant, comme c'est une problématique commune et transversale à tous les secteurs, il faut qu'il y ait une synergie d'action. Mais avant cela il faut qu'on s'organise pour avoir une plateforme de conservation de la biodiversité qui sera intersectoriel</i>	Projection Str.
ID5	<i>Nous avons élaboré depuis une plateforme départementale qui va porter le plaidoyer pour un respect des RSE des entreprises établis dans le département. Nous avons un cadre de concertation des 18 maires du département pour porter la question du respect des RSE et la présidente du conseil départemental est très engagée sur les questions écologiques</i>	Projection Str.
ID6	<i>Nous nous sommes rapprochés de la nouvelle équipe chargée de l'environnement au niveau des ICS pour qu'elle nous appuie sur l'obtention des semences et tout le matériel nécessaire. En plus nous lui avons soumis l'idée d'aménagement d'une bande verte entre leur domaine et le village</i>	Réalisation Str.
ID7	<i>Avec la présidente du conseil départemental et le préfet nous avons eu l'idée d'élaborer une stratégie pour se rapprocher des entreprises qui sont dans le département pour trouver ensemble des solutions aux pollutions et porter le plaidoyer auprès du chef de l'Etat lors du conseil des ministres décentralisés qui a lieu à Thiès le 09 Février 2023. D'ailleurs quand le président de la république est venu, la première personne qu'il a interpellé c'est le directeur général des ICS.</i>	Réalisation Str.
ID8	<i>Nous avons interpellé un promoteur immobilier qui a dévasté un vaste espace et rasé tous les arbres qui s'y trouvaient. Il nous a précisé qu'il avait une autorisation de coupe d'arbre. Nous avons appuyé le mouvement Saytou sa momel" pour qu'il se constitue partie civile pour porter plainte au niveau de la brigade de l'environnement. La brigade est venue faire le constat et a ordonné au promoteur d'arrêter ses activités. Actuellement le dossier est entre les mains du procureur de la république</i>	Réalisation Str.

11. Premier résultat concernant les effets (cf. en annexe 1 la totalité de la grille dont un extrait est illustré ci-dessus) :

L'enjeu de TerriStories® est de développer *les capacités d'engagement* des participants. En effet, l'hypothèse à l'origine de cette méthode (D'Aquino 2002 ; D'Aquino 2007 ; D'Aquino 2009 ; D'Aquino 2016) est que ce n'est pas le manque de connaissances (type sensibilisation, formation...) qui est le facteur le plus bloquant à l'émergence de dynamiques collectives locales. Le besoin de connaissance viendra peut-être plus tard, lorsque la dynamique locale sera suffisamment développée pour régler toutes les questions qu'elle peut régler avec les connaissances qu'elle peut mobiliser par elle-même (les connaissances nouvelles externes pouvant d'ailleurs à ce stade-là être mobilisées de façon autonome par la dynamique locale).

L'hypothèse constitutive de TerriStories® est au contraire que c'est *le manque d'autonomie* des acteurs concernés qui empêche une dynamique locale effective de se développer. Ce manque d'autonomie est triple :

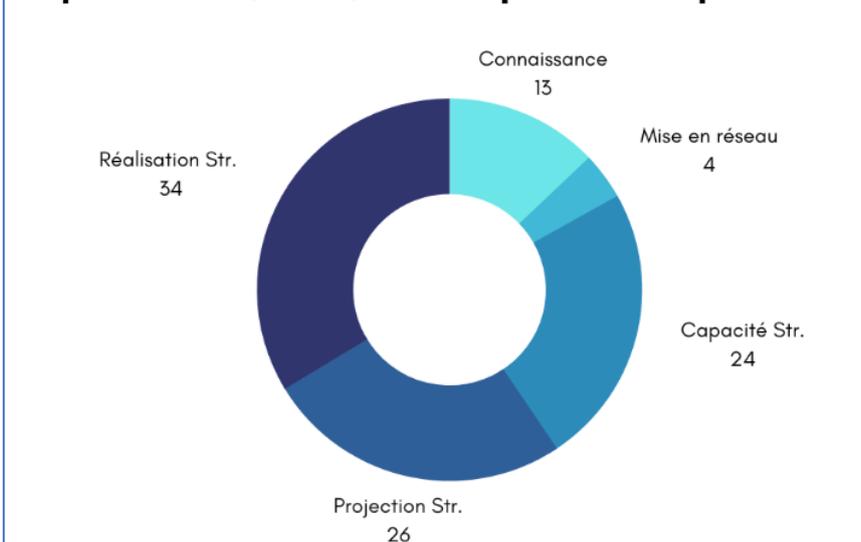
- Le **choix du sujet de discussion**, qui décidé en externe et simplement proposé aux participants.  
> Dans TerriStories®, le sujet de discussion doit être un enjeu prioritaire local (il est donc indispensable de repérer avant les ateliers lequel des enjeux prioritaires locaux est en lien avec les raisons de notre présence)
- Le **choix des connaissances et capacités utiles pour traiter cet enjeu** (le plus souvent on informe, on forme, on sensibilise : donc on ne se fie pas à ce que savent et savent faire les participants).  
> Les ateliers TerriStories®, n'ont pas pour objectif de transférer de nouvelles connaissances ou sensibilisations aux participants, mais de les aider à mettre en commun leurs connaissances, et particulièrement leurs connaissances stratégiques sur comment s'engager collectivement dans la résolution d'un problème
- Le **choix des façons d'agir**, en particulier collectivement, à la suite des ateliers (pas de plan d'action défini par une équipe externe, mais une stratégie collective définie et mise en œuvre par les participants).  
> Autrement dit : laisser "les mains libres" aux participants pour la mise en place des actions après les ateliers.

En termes de capacités telles qu'identifiées supra, cela correspond donc bien plus aux capacités stratégiques qu'à un transfert de connaissance (sensibilisation formation...), puisque l'objectif d'un atelier TerriStories® n'est pas d'énoncer des règles collectives (l'histoire des démarches participatives est pavée de belles règles jamais ensuite réellement appliquées), mais de lancer une dynamique autonome qui réussira à mettre en œuvre concrètement des règles collectives produites de façon autonome.

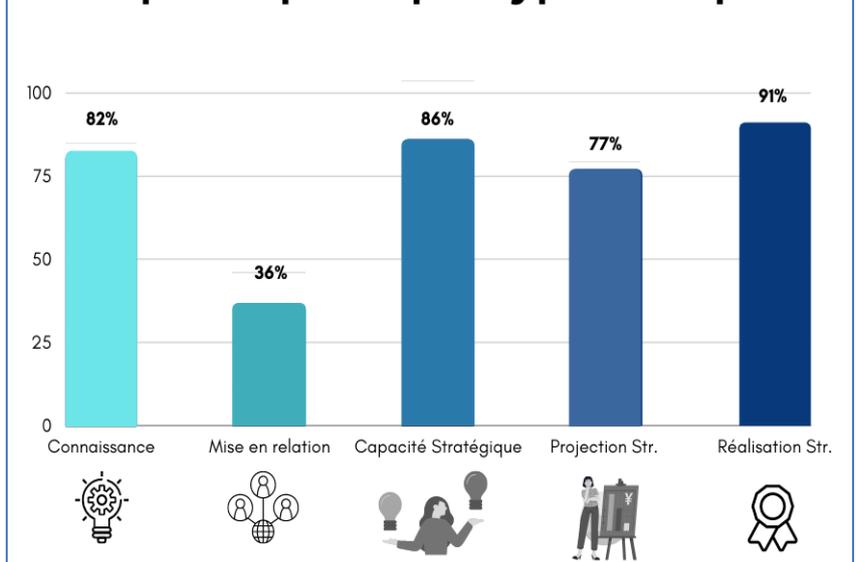
Cependant, une action collective dont le but est de modifier les accords et pratiques existantes nécessite un certain pas pour produire des effets : l'évaluation ne s'effectuant ici que trois mois après la mise en œuvre, par rapport aux catégories des capacités visées, ce pas de temps correspond plus aux premières étapes vers la réalisation d'actions collectives stratégiques, à savoir des progrès sur les Capacités stratégiques et de Projection stratégique, la mise en œuvre progressive des actions qui en découleront (« Réalisations Str. ») devant sûrement prendre plus de temps à se développer (six mois serait un pas de temps plus adapté).

**C'est pourtant déjà les réalisations stratégiques issues des ateliers (plus d'un tiers des effets déclarés : cf. le graphique infra) qui sont déjà les plus présentes, les ateliers ayant ainsi très rapidement entraîné des actions autonomes et collectives (cf. exemples ci-dessus de Réalisations Str.).**

## Répartition (en %) des capacités exprimées



## % de participants par type de capacité



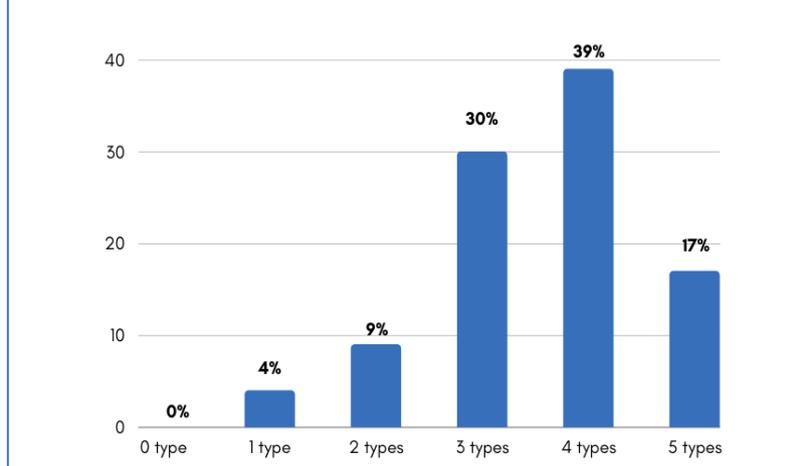
Nota bene : le faible score concernant la capacité « Mise en relation » vient de sa définition dans notre typologie : elle ne correspond qu'à l'expression par les enquêtés de la reconnaissance de nouveaux acteurs rencontrés lors d'un atelier (mise en relation) ; si, à la suite de cette rencontre, un engagement collectif, en réseau, est perçu comme pertinent par l'enquêté, il est noté dans « Capacité stratégique », s'il est déjà planifié par l'enquêté, en « Projection stratégique », s'il est effectivement mise en place et actif il est noté en « Réalisation stratégique ».

### 12. Deuxième résultat concernant les effets :

Non seulement beaucoup des participants ont mis en œuvre de façon opérationnelle de nouvelles capacités dès trois mois après les ateliers, mais ils expriment la réalisation d'un bond qualitatif important après ces quelques ateliers, la majorité (39%) affirmant avoir franchi 4 paliers de capacités<sup>1</sup> au cours de l'accompagnement (cf. graphique ci-dessous).

<sup>1</sup> Acquérir de nouvelles connaissances ou informations (« Connaissances ») ; entrer en relation avec de nouveaux acteurs (« Mise en relation ») ; à partir desquels on peut prendre conscience de nouvelles formes et voies possibles d'engagement (« Capacité stratégique ») ; de là construire une stratégie opérationnelle d'engagement (« Projection Stratégique ») ; et la mettre en œuvre (« Réalisation stratégique »).

## Distribution de la population selon les types différents de capacité exprimée



13. Les contraintes évoquées par les interviewés pour la mise en place des EV et de leurs autres actions en faveur de la biodiversité ont été regroupées a posteriori en sept (7) catégories : Manque de moyens financiers ; Manque de technicité et/ou d'appui technique ; Problèmes de commercialisation ; Manque d'organisation, Manque de temps ; Implication insuffisante des grandes entreprises ; engagement insuffisant des services publics et des collectivités locales.



14. Au regard de l'objectif de BIODEV2030, il est à noter que juste après les contraintes financières, les contraintes les plus fortes qui sont déclarées par les interviewés sont liées aux comportements néfastes des grandes entreprises et au faible support des services étatiques, y compris parfois des collectivités locales (cf. en annexe 1 la grille des résultats codés des entretiens). Ceci souligne la pertinence de l'enjeu, mais aussi du défi, de BIODEV2030, l'envergure de ce défi nécessitant ainsi une démarche spécifiquement ajustée (cf. point suivant).

15. Concernant la méthodologie mise en œuvre par l'opération, les remarques des interviewés sur la méthodologie valident et renforcent les analyses et recommandations émises dans le rapport final de l'opération :

- Les ateliers locaux TerriStories® constituent un tremplin idéal pour le rapprochement d'acteurs aux intérêts multiples dans des mobilisations collectives autonomes et opérationnelles (cf. résultats ci-dessus en termes d'amélioration des capacités d'engagement et passages surlignés en bleu dans l'annexe 2) ;
- La formule de formation-encadrement d'animateurs novices de la démarche, telle que testée et réussie durant l'opération montre que la démarche peut être démultipliée facilement, avec un réseau d'animateurs non experts encadré par deux experts TerriStories® (formule mise en place en 2023 au Burkina Faso à l'échelle de 96 communes)<sup>2</sup>.
- Les stratégies de mobilisation des acteurs plus réticents (grandes entreprises et hautes autorités) seront plus efficaces si elles s'appuient sur les dynamiques locales issues des ateliers locaux, et dont l'organisation est ainsi soutenue par les parties prenantes locales déjà impliquées.
- La restitution des résultats du processus (Engagements Volontaires en particulier) aux parties prenantes locales, sur les sites des ateliers TerriStories® locaux réalisés, est une étape indispensable à une meilleure mise en place opérationnelle des EV, réclamées par la plupart des interviewés (cf. passages surlignés en rose dans l'annexe 2). Une telle restitution devrait être organisée le plus rapidement possible pour répondre aux attentes des acteurs et maintenir une dynamique locale d'engagement.
- A la suite de ces restitutions, un accompagnement léger des initiatives d'appui à la réalisation des EV serait utile à poursuivre, comme évoquée par une grande partie des interviewés (cf. passages surlignés en rose dans l'annexe 2).
- Enfin, beaucoup d'interviewés soulignent, en ce qui concerne les contraintes, que le temps nécessaire pour la réussite des engagements promus est beaucoup plus important que le temps de l'intervention BIODÉV2030. C'est un long processus qui nécessite mobilisation locale et accompagnements dans la durée.
  - Il serait ainsi utile de mettre en œuvre le plus rapidement possible quelques activités complémentaires pour valoriser les initiatives locales engagées, et permettre de finaliser la réussite opérationnelle des EV élaborés :
    1. Diffuser les résultats de l'opération, et en particulier les EV, auprès de toutes les parties prenantes qui ont été impliquées dans l'un des ateliers réalisés ;
    2. Organiser des restitutions-débats dans les 5 sites locaux où les ateliers TerriStories® ont été mis en œuvre, de façon à accompagner les parties prenantes locales dans la finalisation d'une stratégie et d'un plan d'action pour obtenir la mise en œuvre des EV, en particulier pour réussir à mobiliser à leur façon, plus autonome et sur un temps plus long, les grandes entreprises et les hautes autorités.
    3. Soutenir un accompagnement léger de ces parties prenantes dans la mise en œuvre de leur stratégie et plan d'action.

Les partenaires locaux sénégalais qui ont participé à la mise en œuvre des ateliers TerriStories® pourraient être sollicités pour partie dans ces activités.

---

<sup>2</sup> Programme REDD++, Ministère de l'Environnement du Changement Climatique, Burkina Faso, Banque Mondiale, 2023.

16. L'approche la plus pertinente qui se dégage de ces résultats peut ainsi être synthétisée de la façon suivante :

L'hypothèse selon laquelle une intervention ponctuelle et exogène peut convaincre les grandes entreprises de s'engager volontairement sur des actions qu'elles n'ont pas jugées pertinentes de réaliser jusqu'à présent n'est pas la plus réaliste.

A contrario, les autres parties prenantes locales (usagers locaux, société civile, TPE & PME, collectivités locales, administration territoriale déconcentrée...) peuvent y parvenir avec du temps, si on l'on parvient à faire émerger une dynamique endogène pour prendre en charge cet enjeu.

Les ateliers TerriStories® permettent aux participants de développer les capacités collectives qui aboutissent à ces dynamiques endogènes, mais il est ensuite nécessaire de continuer ce type d'accompagnement, de façon très légère mais sur un temps suffisamment long (six à 12 mois), pour obtenir la mise en œuvre opérationnelle d'engagements volontaires impliquant les grandes entreprises.

17. Les résultats et interprétations présentés ici n'engagent que les auteurs de ce document.

## REFERENCES

- D'Aquino P., 2016. TerriStories, un jeu au service de l'invention collective dans les politiques publiques. *Journal of Sociocultural community development and practices*. 10, 71-80. [http://www.atps.uqam.ca/numero/n10/pdf/ATPS\\_d%E2%80%99Aquino\\_2016.pdf](http://www.atps.uqam.ca/numero/n10/pdf/ATPS_d%E2%80%99Aquino_2016.pdf)
- D'Aquino, P., 2009. La participation comme élément d'une stratégie globale d'intervention : l'approche « gestion autonome progressive ». *Cahiers de l'Agriculture*, **18**. 5, 433-440.
- D'Aquino, P., 2007. Empowerment and Participation: How Could the Wide Range of Social Effects of Participatory Approaches be Better Elicited and Compared? *The Icfai Journal of Knowledge Management*, **5**. 6, 76-87.
- D'Aquino P., 2002. Le pouvoir plutôt que la participation. Les principes d'une nouvelle approche de la planification territoriale décentralisée. *Géographie, Economie, Société*, **4**, 1: 57-68.
- Nebel M. et Nebel T.H.R, 2018. Measuring the meta-capability of agency: a theoretical basis for creating a responsibility indicator. 82-115 in Comin F., Fennel S., et Anand P. (eds). *New frontiers of capability approach*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Sen A., 1985. Well-being, agency and freedom: the Dewey lectures 1984. 169-221, *Journal of Philosophy*, 82.
- Sen A., 1987. Equality of what? The Tanner lectures on human values. In McMurrin S. (ed) *Cambridge University Press, Cambridge*.

# **Annexe 1**

**Liste des extraits des réponses des enquêtés  
et leur codage correspondant**

Enquêté	Codage axial	Codage sélectif	
		Capacités	Contraintes
ID2	<i>Cela m'a permis d'élargir mon réseau de connaissances</i>	Mise en réseau	
	<i>J'ai acquis de nouvelles connaissances sur les dynamiques sociales sur lesquelles m'appuyer pour des actions collectives</i>	Capacité Str.	
	<i>Je véhicule cette information au niveau des rencontres</i>	Réalisation Str.	
	<i>Ces ateliers doivent se tenir au niveau communal pour assurer une large participation de toutes les catégories d'acteurs et permet facilement à la mairie d'insérer les engagements dans sa planification</i>	Capacité Str.	
	<i>Il faut aussi faire une restitution et un partage des documents avec les engagements volontaires qui ont été pris. Ça nous permettra d'insérer les engagements concernant la commune dans notre plan d'action</i>	Capacité Str.	
	<i>J'ai maintenant l'objectif d'élaborer d'une large coalition entre acteurs locaux de la commune pour la question de conservation de l'environnement car j'ai vu que la question de la biodiversité est transversale à tous les secteurs et nos efforts doivent être conjugués au sein de la commune</i>	Projection Str.	
	<i>ça m'a aussi conforté sur mon objectif d'avoir une commune verte et de commencer à réaliser le plan d'action pour y arriver</i>	Connaissance	
	<i>J'ai dit au conseil municipal (surtout le maire) qu'il faut qu'il porte cette question et s'approche des différents acteurs pour créer des cadres d'échange, qu'il ait une plateforme locale de protection de l'environnement</i>	Réalisation Str.	
	<i>récemment j'ai collaboré avec le monastère pour faire l'inventaire de la biodiversité animale et végétale dans leur domaine</i>	Réalisation Str.	
	<i>Les membres de la commission de l'environnement vont démarrer une tournée de prospection et de diagnostic du 23 janvier au 30 Avril 2023, nous élaborons le plan d'action</i>	Réalisation Str.	
	<i>une convention locale pour la conservation des ressources naturelles qui regroupe trois villages</i>	Réalisation Str.	
	<i>Nous voulons passer à l'échelle et faire de telle sorte qu'il y ait une convention locale à l'échelle communale</i>	Projection Str.	
	<i>il faut que le maire puisse en faire un objectif. Actuellement, on a négocié son accord sur le principe</i>	Réalisation Str.	
	<i>La première contrainte est financière car la mairie a des moyens limités pour les moyens financiers nous aurons besoin d'appui extérieur</i>		Financière
<i>La question de la conservation de la biodiversité fait maintenant partie des objectifs personnels et collectifs d'une multitude d'acteurs.</i>	Mise en réseau	Financière	
<i>Les communes prendront plus en compte la question de l'environnement dans leur planification du développement</i>	Connaissance		

ID9

<p><i>Avec les acteurs privés, nous espérons maintenant avoir une synergie d'action pour mieux préserver l'environnement et de cela découle une meilleure cohésion sociale entre les populations locales et les industriels</i></p>	Capacité Str.	
<p><i>C'était un atelier très utile pour moi car je connais maintenant les problèmes environnementaux des mers. Je n'avais aucune notion là-dessus</i></p> <p><i>J'ai appris que la question de la conservation de la biodiversité est transversale à tous les secteurs et doit être réglée par groupe multi acteurs et multisectoriel</i></p> <p><i>Il faut veiller davantage à la participation des industries qui dégradent le plus l'environnement. Il faut les rapprocher et chercher un moyen de les intéresser à participer à ces genres d'atelier</i></p> <p><i>J'ambitionne d'élargir les activités d'aménagement de jardin botanique dans les domaines des industries et d'élargir les activités d'inventaire de la biodiversité à l'échelle de la commune de Keur Moussa et de participer à la dynamique départementale œuvrant dans la conservation de la biodiversité</i></p> <p><i>Pour élargir les jardins botaniques aux domaines des industries, j'ai envoyé un courriel aux industries ciblées (Eiffage, Dangoté) pour leur faire la proposition mais je n'ai pas encore de retours</i></p> <p><i>Pour élargir l'inventaire de la biodiversité au reste de la commune, j'ai déjà formé une équipe avec qui je peux continuer le travail. Mais il nous faut un appui extérieur en termes de financement pour le réaliser</i></p> <p><i>Je suis disposé à faire partie d'un cadre de concertation départemental porterait pour élaborer un plan d'action intersectoriel pour la conservation de la biodiversité</i></p> <p><i>UICN peut appuyer la mise en place de ce cadre</i></p> <p><i>Ce qui reste ce sont des capacités financières...</i></p> <p><i>...et organisationnelles</i></p> <p><i>il faut que les entreprises qui sont dans la zone acceptent de travailler avec les communautés locales</i></p> <p><i>la première action, mettre en place le cadre de concertation pour la biodiversité au niveau départemental</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Capacité Str.</p>	<p>Entreprises</p> <p>Financière</p> <p>Technique Financière Organisation Entreprises</p>
<p><i>ce qui a manqué c'est la participation des privés industriels</i></p> <p><i>les ateliers marquent le début d'une dynamique qu'il faut continuer</i></p> <p><i>Pour intéresser les industriels, il faut les rencontrer individuellement d'abord et leur donner le temps d'analyser les gains qu'ils auront à participer à ces rencontres</i></p> <p><i>C'est un processus donc il faut prévoir plusieurs rencontres et ne pas être pressé</i></p> <p><i>Participer aux ateliers biodev nous a conforté sur notre position. Et m'a permis de voir que nous ne sommes pas seuls dans la lutte pour la conservation de l'environnement</i></p> <p><i>Maintenant, comme c'est une problématique commune et transversale à tous les secteurs, il faut qu'il y ait une synergie d'action. Mais avant cela il faut qu'on s'organise pour avoir une plateforme de conservation de la biodiversité qui sera intersectoriel</i></p>	<p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Mise en réseau</p> <p>Projection Str.</p>	<p>Entreprises</p> <p>Temps</p>

ID4	<p><i>Il faut une plateforme biodiversité qui regroupe des représentants de tous les secteurs. Ensemble nous allons élaborer un plan d'action poussant à chaque acteur d'honorer ses engagements</i></p> <p><i>On aura besoin de documents de travail comme le rapport des activités menées dans le cadre de biodev avec les engagements, S'approcher des services administratifs de l'Etat pour disposer des documents d'étude d'impact des industries et voir le plan de gestion environnemental prévu etc</i></p> <p><i>nous n'avons pas de moyens de déplacement (moto, véhicule)</i></p> <p><i>Pour lancer la dynamique nous aurons besoin d'un appui extérieur</i></p> <p><i>nous pouvons honorer nos engagements mais nous ne pourrons pas le faire seul. Il faut l'implication de tous les acteurs concernés de tous les secteurs...</i></p> <p><i>...et ça demande un long processus</i></p> <p><i>Les ateliers avec Biodev ont fait naître un éveil des consciences sur l'intersectorialité de la question de la protection de la nature et sur la responsabilité de chaque acteur</i></p> <p><i>Il y a aussi de plus en plus des structures qui produisent de l'engrais organiques et nous avons des partenariats avec les OP</i></p>	<p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Financière</p> <p>Technique</p> <p>Temps</p>
ID10	<p><i>on se limite aux services techniques de l'Etat. Et certains ne font pas leur travail correctement</i></p> <p><i>l'Etat ne fait pas vraiment des actions concrètes visant la préservation de la biodiversité. Il y'a un fossé entre ce qui est théorisé dans les ministères et ce qui se passe sur le terrain</i></p> <p><i>C'était très intéressant comme expérience pour moi car j'ai beaucoup appris sur la biodiversité</i></p> <p><i>J'ai perçu les points de vue des autres acteurs, leurs attentes de l'administration et comment l'arrimer à notre travail de tous les jours</i></p> <p><i>Il y'a beaucoup d'industries qui dégradent beaucoup l'environnement</i></p> <p><i>l'Etat ne réagit pas</i></p> <p><i>Il faut une organisation regroupant tous les acteurs engagés pour porter cette lutte. Il faut créer des cadres locaux qui se réunissent périodiquement</i></p> <p><i>Participer à l'atelier m'a permis d'avoir de nouvelles connaissances avec qui j'ai gardé le contact et prévoir de travailler avec eux</i></p> <p><i>J'ai commandité une identification de toutes les industries et établissements classés qui interviennent</i></p> <p><i>J'ai demandé à la direction de l'environnement et des établissements classés de me fournir la liste de tous les établissements classés</i></p> <p><i>J'ai demandé à disposer des études d'impacts environnementaux qui étaient réalisées.</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Mise en réseau</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Services publics</p> <p>Services publics</p> <p>Entreprises</p> <p>Services publics</p>

	<p><i>Je compte les inviter tous à une réunion pour voir la question environnementale et les actions concrètes qu'ils réalisent ou qu'ils ambitionnent</i></p> <p><i>Suite à cette rencontre, je prendrais des décisions dans le suivi de leur plan de gestion environnementale conformément à la réglementation</i></p> <p><i>certains services techniques ne font pas correctement leur travail</i></p> <p><i>En tant qu'autorité administrative de l'arrondissement, je peux créer ce cadre d'échange. Si je convoque les services de l'Etat, ils viendront</i></p> <p><i>c'est facile d'administrer certaines industries, mais d'autres peuvent être compliqués à administrer</i></p> <p><i>On va suivre l'état de mise en œuvre et de respect des plans de gestion environnemental des industries et des établissements classés</i></p>	<p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p>	<p>Services publics</p> <p>Entreprises</p>
ID3	<p><i>contrainte de la disponibilité (quantité)...</i></p> <p><i>...et l'accessibilité (coût) des engrais organiques</i></p> <p><i>J'ai beaucoup apprécié l'outil, permettant d'avoir dans un seul plan le territoire des Niayes, avec ses différentes composantes et dynamiques et surtout les impacts de toutes nos pratiques sur un même plan</i></p> <p><i>Notre seule contrainte est financière</i></p> <p><i>la transition agro-écologique est un long chemin</i></p> <p><i>besoin d'autres partenaires surtout financiers</i></p> <p><i>On intervenait de façon dispersée et on ne faisait pas le lien entre ce que nous faisons et la conservation de la biodiversité. Maintenant nous savons que la transition agro-écologique est une étape importante de la conservation de la biodiversité. Nous avons beaucoup de membres qui sont déjà dans cette dynamique</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p>	<p>Commercialisation Financière</p> <p>Financière Temps Financière</p>
	<p><i>la contrainte que je rencontre c'est par rapport à la commercialisation</i></p> <p><i>Parfois nous avons des problèmes financiers pour payer la main d'œuvre en charge du ramassage</i></p> <p><i>J'ai beaucoup appris des autres surtout sur les autres secteurs</i></p> <p><i>Cela m'a permis de voir que la question environnementale est transversale à tous secteurs et qu'il faut conjuguer nos efforts</i></p> <p><i>...et nous sommes tous responsables</i></p> <p><i>une journée, c'était très court pour discuter de la question de conservation de la biodiversité</i></p> <p><i>j'ai déploré la non-participation des industries</i></p> <p><i>Etendre la zone d'intervention du MNVO à la commune de Taiba Ndiaye et diversifier ses activités</i></p> <p><i>Aménager une pépinière communale à Mboro pour plus de disponibilité des plants</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p>	<p>Commercialisation Financière</p> <p>Temps Entreprises</p>

ID6	<p><i>Avec Enda nous mettons en place une Dynamique pour une Transition Agroécologique locale (Dytael)</i>  <i>j'ai entamé les démarches avec la mairie de Taiba Ndiaye qui a déjà donné son accord de principe</i>  <i>Nous cherchons à faire partie de la convention tripartite reliant la mairie de Taiba ndiaye, l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides (UCG) et le parc éolien</i>  <i>Nous avons présenté notre idée de projet au service de l'environnement du Parc éolien</i>  <i>J'ai rencontré le maire de Mboro pour lui soumettre l'idée d'aménager une pépinière communale et il a donné son accord de principe</i>  <i>Nous nous sommes rapprochés de la nouvelle équipe chargée de l'environnement au niveau des ICS pour qu'elle nous appuie sur l'obtention des semences et tout le matériel nécessaire</i>  <i>En plus nous lui avons soumis l'idée d'aménagement d'une bande verte entre leur domaine et le village</i>  <i>Je me suis rapproché du chef de la triade des eaux de Mboro pour lui parler du projet car nous aurons besoin d'un appui technique de sa pa</i>  <i>Par l'intermédiaire de Diédhiou [...], on cherche à se rapprocher de la présidente du Conseil départemental qui est très sensible aux questions de l'agro écologie</i>  <i>nous mettre en rapport pour des accompagnements techniques...</i>  <i>...et financiers</i>  <i>La contrainte majeure avec le reboisement c'est le suivi</i>  <i>nous avons des lenteurs administratives</i></p> <p><i>Après l'atelier, il y'a une dynamique organisationnelle qui se dessine avec Diédhiou et Médoune Loum</i>  <i>il y aura un cadre de concertation sur la question de la biodiversité avec la participation d'une multitude d'acteurs engagés y compris les industrie</i></p>	<p>Réalisation Str.  Réalisation Str.  Projection Str.  Réalisation Str.  Réalisation Str.  Réalisation Str.  Réalisation Str.  Réalisation Str.  Projection Str.  Réalisation Str.  Réalisation Str.</p>	<p>Technique  Technique  Financière  Financière  Services  publics</p>
ID1	<p><i>Il y'a des failles au niveau de l'administration</i></p> <p><i>les services techniques de l'Etat rencontrent des contraintes matérielles</i></p> <p><i>J'ai beaucoup appris sur les enjeux liés au secteur de la pêche et des zones humides</i>  <i>les acteurs les plus importants (entreprises) et dont les activités avaient plus d'impacts environnementaux n'étaient pas présents car ils n'ont pas compris les enjeux</i>  <i>L'atelier était organisé dans des délais très courts</i>  <i>il faut élaborer une bonne stratégie de communication avec les entreprises et passer par les services techniques de l'environnement et des mines pour les intéresser</i></p>	<p>Connaissance  Connaissance  Capacité Str.</p>	<p>Services  publics  Services  publics  Entreprises  Temps</p>

	<p><i>Actuellement, nous sommes en train de réviser la lettre de politique sectorielle du ministère de l'environnement et du développement durable. Nous avons pris en compte les enjeux environnementaux soulignés lors de l'atelier</i></p> <p><i>Nous manquons de moyens matériels pour assurer le suivi et le contrôle sur le terrain</i></p> <p><i>certaines entreprises ont les capacités de nous contourner et de traiter directement avec le haut</i></p> <p><i>Plusieurs acteurs ont maintenant conscience de l'impact de leurs pratiques sur l'environnement. Ça va créer un réveil des consciences entraînant un changement de pratique</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Connaissance</p>	<p>Financière</p> <p>Entreprises</p>
ID11	<p><i>J'ai beaucoup appris sur les causes de la dégradation de l'environnement</i></p> <p><i>les solutions demandent l'intervention de tous les acteurs</i></p> <p><i>j'ai compris le lien qu'il y a entre les rejets des ICS sur la mer et la reproduction des poissons</i></p> <p><i>La dame du service des pêches, personne ressource qu'il faut toujours inviter à ce type de rencontre</i></p> <p><i>les maires des deux communes n'ont pas participé...</i></p> <p><i>...de même que les ICS et GCO</i></p> <p><i>Participer à la réduction des rejets de plastique en délaissant cette matière pour l'emballage</i></p> <p><i>A mon retour de l'atelier j'ai appelé les femmes de mon groupement pour leur faire la restitution et poser le débat sur l'utilisation des sachets en plastique</i></p> <p><i>Ensemble nous avons décidé de chercher un fournisseur de sachets en papier à Thiès</i></p> <p><i>Si on achète tous les sachets en papier que nous utilisons à ce prix de 75fcfa les sachets de 250g, nous les vendrons à perte alors que nous avons fait un prêt bancaire au crédit mutuel avec un taux de 10%</i></p> <p><i>Maintenant que nous sommes conscients du niveau de dégradation de la biodiversité et notre part de responsabilité...</i></p> <p><i>...nous voulons agir en changeant nos pratiques à commencer par les emballages</i></p> <p><i>Nous avons essayé de bénéficier des subventions de la mairie mais avec les élus locaux tout est politique et tout est calculé. Si vous ne les soutenez pas, ils ne vous soutiennent pas même si c'est leur devoir</i></p> <p><i>Avec la prise de conscience comme c'est mon cas, je pense qu'il y aura des avancées. plastique</i></p> <p><i>A mon niveau, dès que nous trouvons une opportunité, nous allons plus utiliser les sachets en plastique</i></p> <p><i>Il faut aussi que la mairie prenne cette question en main et inviter tous les acteurs stratégiques de la zone pour former un cadre d'échange sur la question de l'environnement</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Connaissance</p> <p>Mise en réseau</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Connaissance</p> <p>Projection Str.</p> <p>Connaissance</p> <p>Projection Str.</p> <p>Capacité Str.</p>	<p>Services publics</p> <p>Entreprises</p> <p>Financière</p> <p>Services publics</p>
	<p><i>l'engrais organique devient de plus en plus inaccessible</i></p> <p><i>Nous sommes obligés de vendre au même prix que l'agriculture conventionnelle</i></p>		<p>Financière</p> <p>Commercialisation</p>

ID12

<p><i>J'ai beaucoup apprécié le format de l'atelier avec la prise en compte de plusieurs idées de personnes de secteurs et profils différents</i></p>	<p>Connaissance</p>	
<p><i>J'ai vu que la protection de la biodiversité est une question collective et il faut des mesures collectives, un seul acteur ne peut pas y arriver</i></p>	<p>Capacité Str.</p>	
<p><i>à la prochaine, il faut veiller à la participation des industriels...</i></p>	<p>Projection Str.</p>	<p>Entreprises</p>
<p><i>...car c'est ensemble que nous pouvons résoudre les problèmes environnementaux ici</i></p>	<p>Projection Str.</p>	
<p><i>Il faut aussi que les services de l'Etat (administratif et technique) participent à ces rencontres car ce sont eux qui sont censés nous conseiller alors qu'ils ignorent ce qui se passe</i></p>	<p>Projection Str.</p>	<p>Services publics</p>
<p><i>Il faut aussi organiser des ateliers de restitution des résultats des ateliers pour qu'on puisse revoir les engagements de chacun acteur</i></p>	<p>Projection Str.</p>	
<p><i>La pratique du maraîchage devient de plus en plus difficile à cause de la hausse des prix des intrants</i></p>		<p>Financière</p>
<p><i>Après la récolte, nous vendons à perte car les prix de vente sur le marché sont bas</i></p>		<p>Commercialisation</p>
<p><i>Objectif collectif : créer un cadre d'échange sur la biodiversité regroupant les mairies, les populations locales, les industries, les services administratifs et techniques de l'Etat pour élaborer un plan d'action collectif en se basant sur les engagements et les capacités de chaque acteur</i></p>	<p>Projection Str.</p>	
<p><i>Pour le cadre de concertation, il faut que la mairie porte l'initiative et convoque tous les acteurs concernés</i></p>	<p>Capacité Str.</p>	
<p><i>En ayant le rapport contenant les engagements, nous pourrions élaborer un plan d'action collective et mettre en place un dispositif de suivi du respect des engagements. Si nous procédons ainsi, je peux vous dire qu'il y a beaucoup de solutions qui sont sorties et une fois appliquées changeraient l'environnement</i></p>	<p>Projection Str.</p>	
<p><i>mais à mon avis, les engagements qui ont été pris par certains acteurs ne seront pas honorés tant les industriels qui sont dans la zone</i></p>		<p>Entreprises</p>
<p><i>Elaborer le plan d'action ensemble nous permettra de pousser les entreprises à respecter les RSE</i></p>	<p>Projection Str.</p>	
<p><i>Il faut aussi introduire l'éducation environnementale dès le bas âge (à l'école élémentaire)</i></p>	<p>Capacité Str.</p>	
<p><i>La faiblesse des prix de vente comparé à l'effort consenti</i></p>		<p>Commercialisation</p>
<p><i>[problème] que la mairie ne fasse pas de question environnementale une priorité</i></p>		<p>Services publics</p>
<p><i>que les industries refusent de coopérer et refusent de participer aux rencontres</i></p>		<p>Entreprises</p>
<p><i>Pour le cadre, je suis disposé à y faire partie mais je n'ai pas les capacités de porter l'initiative. Pour moi il faut qu'il soit porté par une structure</i></p>	<p>Capacité Str.</p>	
<p><i>le manque de moyens financiers</i></p>		<p>Financière</p>
<p><i>le manque de ressources humaines compétentes</i></p>		<p>Technique</p>

ID13	<p><i>la participation multi-acteurs à fait un déclic chez les participants et a fait naître un éveil de conscience</i>  <i>Nous nous sommes rendus compte que tous les acteurs étaient responsables de la dégradation de la biodiversité et les entreprises ne sont pas les seuls responsables</i>  <i>Ce qui était dommage était la non-participation de ces entreprises pour participer à cette dynamique</i>  <i>Elaborer une planification sensible à la question de la gestion de l'environnement</i>  <i>Chercher des partenaires pour appuyer les actions de protection, conservation et réhabilitation de l'environnement</i>  <i>cela serait bien de partager les résultats de l'atelier de Taïba Ndiaye [dans le PDC de la commune], pour que les solutions et les engagements pris soient pris en compte dans la planification de la commission de l'environnement et du cadre de vie</i>  <i>L'équipe de la commission de l'environnement et du cadre de vie va organiser des journées de rencontre et d'échange avec les directions des différentes entreprises implantées dans la commune de Taiba Ndiaye, pour trouver des solutions aux problèmes environnementaux identifiés</i>  <i>Cette commission a aussi prévu de reboiser des espaces publics; journées de reboisement en collaboration avec la brigade des eaux et forêts de Méouane, le parc éolien, le conseil communal de la jeunesse</i>  <i>La commune ne dispose pas de moyens financiers et techniques lui permettant d'élaborer son Plan de Développement Communal (PDC) et dépend de partenaires extérieurs</i>  <i>La commune ne dispose pas de moyens financiers et techniques lui permettant d'élaborer son Plan de Développement Communal (PDC) et dépend de partenaires extérieurs</i>  <i>Le manque de coopération de certaines entreprises comme les ICS constitue un blocage au partenariat</i>  <i>Le manque de suivi des plantes après reboisement</i>  <i>Une partie des populations est très passive et dépendent beaucoup d'un appui extérieur et ne prend jamais d'initiative avec leur propres moyens</i>  <i>Au niveau de l'arrondissement les quatre maires (ont mis en place une association pour porter la question des pollutions notées dans la zone. En 2021, ils ont envoyé une correspondance au ministre de l'environnement et du développement durable pour lui faire l'état de la pollution dans l'arrondissement.</i>  <i>A la suite des comptes-rendus de l'atelier, ils ont élargi l'association à l'échelle départementale en cadre de concertation des maires du département</i></p>	<p>Connaissance  Capacité Str.    Projection Str.  Projection Str.    Projection Str.    Réalisation Str.    Réalisation Str.            Réalisation Str.    Réalisation Str.</p>	<p>Entreprises                Technique  Financière  Entreprises  Financière  Organisation</p>
	<p><i>La contrainte principale est l'insuffisance des moyens financiers et matériels</i>  <i>Les seuls acteurs qui avaient manqué ce sont les industriels</i>  <i>Il faut passer par le sous-préfet pour les avoir la prochaine fois, ou essayer d'avoir une audience directement avec leur direction</i>  <i>certain engagements ne sont pas pris par les vrais acteurs, donc il faut continuer le processus</i></p>	<p>Projection Str.    Capacité Str.</p>	<p>Financière  Entreprises</p>

ID14	<p><i>Il faut aussi faire une restitution des engagements et partager les rapports, au moins avec la mairie et les services techniques de l'Etat</i></p> <p><i>Il faut que la mairie fasse le suivi de l'effectivité des engagements</i></p> <p><i>Appuyer la mairie pour le suivi de la réalisation des engagements volontaires</i></p> <p><i>Pour les engagements, il faut mettre en œuvre un plan d'action et un plan de suivi évaluation. C'est une initiative qui devrait être portée par la commune</i></p> <p><i>Même avec un plan de suivi évaluation, il sera difficile de faire le suivi des engagements des entreprises</i></p> <p><i>il faut des capacités financières que je n'ai pas</i></p> <p><i>Avec la prise de connaissance que j'ai notée chez les producteurs, je pense qu'on est dans une bonne voie pour l'adoption des bonnes pratiques agro-écologiques</i></p> <p><i>De plus en plus, j'ai des sollicitations pour appuyer la production d'engrais organique</i></p>	<p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Connaissance</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Entreprises Financière</p>
ID15	<p><i>nous disposont de moyens financiers et techniques limités pour pérenniser les acquis</i></p> <p><i>Le diagnostic commun que nous avons fait nous a permis de voir que nous sommes tous concernés sur la question de la biodiversité et que les solutions doivent être aussi collectives</i></p> <p><i>On est conscient que le changement doit commencer par nous même à travers nos pratiques</i></p> <p><i>Maintenant nous sommes mieux outillés en termes de connaissance sur les solutions et les chemins à prendre</i></p> <p><i>Mais ce ne sont pas tous les acteurs qui ont cet éveil de conscience car une journée n'est pas suffisante</i></p> <p><i>En plus les entreprises qui sont les principaux pollueurs n'ont pas participé à l'atelier</i></p> <p><i>Pour faire venir les entreprises dans ce genre de rencontre, il faut passer par le sous-préfet accompagner d'un point focal. Je peux être votre point focal car j'ai un large réseau de connaissances</i></p> <p><i>Je pense qu'il faut continuer le processus et organiser plusieurs ateliers de plusieurs jours</i></p> <p><i>Continuer la dynamique commencée concernant la promotion de la transition agro écologique</i></p> <p><i>Disposer de cadre d'échange intercommunal sur les questions spécifiques de la protection de l'environnement et de la biodiversité</i></p> <p><i>car les engagements qui ont été pris ne sont pas encore stabilisés à mon avis</i></p> <p><i>les acteurs les plus importants ne se sont pas encore engagés volontairement</i></p> <p><i>les acteurs les plus importants ne se sont pas encore engagés volontairement</i></p> <p><i>Nous avons participé au cadre de réflexion et des dynamiques nationales sur la question de l'agro écologie, journées de l'agro écologie qui ont eu lieu du 06 au 16 Février 2023 d'abord au niveau des régions ensuite à Dakar. Nous avons évoqué dans nos interventions les problèmes environnementaux qui ont été diagnostiqués lors des ateliers</i></p>	<p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Financière</p> <p>Temps Entreprises</p> <p>Entreprises Services publics</p>

	<p><i>Dans les rencontre de l'alliance femme et foncier nous parlons maintenant de comment faire pour adopter des pratiques écologiques visant la conservation de la biodiversité</i></p> <p><i>On s'active à la recherche d'autres partenaires qui financent les bonnes pratiques agricoles pour les femmes</i></p> <p><i>Pour le cadre intercommunal, il faut la continuité du projet biodev pour sa mise en œuvre. Dans le processus il faudra une forte implication du sous-préfet et de certains leaders locaux</i></p> <p><i>Nous avons des contraintes financières, l'agro écologie demande beaucoup d'investissement financier... ...et de temps</i></p> <p><i>Les prix sur le marché sont bas comparés à l'effort fourni pour la production</i></p> <p><i>c'est un processus qui se fait sur un temps long</i></p> <p><i>nous aurons besoin d'appui technique... ...et financier</i></p> <p><i>Nous avons les entreprises qui pourraient être des partenaires stratégiques si nous arrivons à tous être dans un cadre pour échanger et trouver des accords gagnant-gagnant</i></p> <p><i>Maintenant dans toutes les rencontres auxquelles je participe, j'évoque le mot biodiversité... ...alors qu'avant, je ne savais pas de quoi il s'agit</i></p> <p><i>La protection et la conservation de la biodiversité est devenue une préoccupation pour nous</i></p>	<p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p>	<p>Technique</p> <p>Financière</p> <p>Temps</p> <p>Commercialisation</p> <p>Temps</p> <p>Technique</p> <p>Financière</p>
ID16	<p><i>La non disponibilité de données mesurées concernant la pollution pour étayer notre argumentaire</i></p> <p><i>J'ai beaucoup apprécié l'approche multi-secteur et multi-acteurs. Et jusqu'ici il y'avait vraiment pas de cadre d'échange multi acteur tel que vous avez voulu faire.</i></p> <p><i>On faisait des rencontres sectorielles et on intervenait de façon dispersé sans se rendre compte que c'est en conjuguant nos efforts que les choses peuvent changer.</i></p> <p><i>Et nous ne parlions pas non plus de biodiversité. Maintenant les mots biodiversité et transition agro écologique font partie du vocabulaire courant des communautés locales</i></p> <p><i>Et nous nous sommes rendu compte que certes les industries jouent un rôle important dans la dégradation de l'environnement mais nous aussi nos pratiques agricoles sont néfastes</i></p> <p><i>cette prise de conscience va pacifier l'espace social, chacun va se rendre compte de ses responsabilités et pas seulement se dire que c'est l'autre qui détruit et qui est responsable de tous les maux</i></p> <p><i>Il faut continuer ces genres d'atelier et s'approcher des industries comme les ICS pour qu'ils participent.</i></p> <p><i>Il faut aussi partager les rapports des ateliers pour qu'on voie les engagements qui ont été pris</i></p> <p><i>Bâtir un partenariat avec les industries pour des actions de préservation de l'environnement et de développement territorial</i></p>	<p>Mise en réseau</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Connaissance</p> <p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p>	<p>Services publics</p>

<p><i>nous comptons faire autrement. Nous avons réalisé que c'est plus productif de collaborer que d'être sur le pied de guerre avec les industries</i></p> <p><i>C'est dans ce sens que le cercle de réflexion et d'action pour le développement de la commune de Darou Khoudos a un projet portant sur le reboisement d'une bande verte entre le village et les ICS. Dans ce cercle nous avons un ancien colonel des eaux et forêts qui rédige le projet. Nous sommes partie voir la responsable de l'environnement des ICS qui est partante pour nous accompagner dans ce projet.</i></p> <p><i>Au niveau national et international, nous avons renforcé le plaidoyer pour une transparence dans la gouvernance minière et que les populations locales bénéficient des retombées de l'exploitation minière</i></p> <p><i>il faut que tous les agriculteurs bénéficient d'une subvention pour semences de qualité, engrais organique</i></p> <p><i>besoin d'accompagnement sur les techniques de production, de compost, pour l'accès aux semences</i></p> <p><i>pour la transition agro écologique, il faut une disponibilité et accessibilité des engrais organiques</i></p> <p><i>Avec notre projet d'aménagement de bande verte en collaboration avec les ICS, une bonne partie de la pollution que nous subissons sera diminuée...</i></p> <p><i>...Ça fera naître un bon début de collaboration et d'autres actions pourront être planifiées et réalisées</i></p>	<p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Projection Str.</p>	<p>Financière Technique Commercialisation</p>
<p><i>Nous avons toujours voulu mettre en contribution les entreprises qui sont dans le département sur les questions de développement territorial. Nous n'avons pas encore de chemin défini pour y arriver</i></p> <p><i>J'ai participé à beaucoup d'ateliers mais celui de biodev était différent il m'a donné beaucoup d'idées et une autre façon de voir les choses.</i></p> <p><i>J'ai rencontré des personnes qui ont un potentiel pour apporter du changement si on s'y met ensemble. Depuis lors j'ai gardé de bon liens avec eux et ensemble nous développons une stratégie...</i></p> <p><i>...pour créer une dynamique locale constructive pour trouver des solutions aux différentes pollutions qui ont été identifiées</i></p> <p><i>Lors de l'atelier, j'ai joué le rôle du directeur des ICS et Démba Fall Diouf jouait le rôle de la société civile et c'était très chaud entre nous. Et ça m'a permis de voir l'image de la relation que nous avons avec les industries alors qu'on aurait pu être des partenaires de développement durant ces années</i></p> <p><i>l'atelier a été tellement bénéfique car nous avons eu un déclic et nous avons vu qu'une autre façon de faire était possible et qu'on était tous responsable</i></p> <p><i>Ça nous a permis d'avoir un réseau d'acteurs et de savoir qui fait quoi et qui peut faire quoi.</i></p> <p><i>Mettre en place un projet de société visant à préserver l'environnement dans le département de Tivaouane</i></p> <p><i>Après l'atelier et la journée de debriefing, j'ai fait un compte rendu au conseil départemental car j'avais maintenant une idée de comment faire pour protéger l'environnement et il fallait avoir l'aval du conseil départemental et que ça soit pris en compte lors du débat d'orientation budgétaire</i></p>	<p>Projection Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	

ID7

<p><i>Au nom de la commission dont je suis président, j'ai rédigé un rapport d'orientation pour planifier les activités</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>La présidente du conseil départemental a dit qu'elle prendra désormais à bras le corps la question des problèmes environnementaux surtout les différents types de pollution que nous avons eu à identifier.</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>Avec la présidente du conseil départemental et le préfet nous avons eu l'idée d'élaborer une stratégie pour se rapprocher des entreprises qui sont dans le département pour trouver ensemble des solutions aux pollutions et porter le plaidoyer auprès du chef de l'Etat</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>Mais avant il fallait s'organiser entre collectivités territoriales. Ainsi le 13 Janvier 2023, il a été mis en place le cadre de concertation regroupant les 18 maires du département de Tivaouane</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>Le cadre a passé en revue les problèmes auxquels font face le département de Tivaouane parmi eux les différentes pollutions afin d'élaborer une feuille de route pour aller rencontrer les responsables des entreprises (industrie énergétique, minière et les responsables des carrières) préparer...</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>...le plaidoyer auprès du chef de l'Etat lors du conseil des ministres décentralisés qui a lieu à Thiès le 09 Février 2023. D'ailleurs quand le président de la république est venu, la première personne qu'il a interpellé c'est le directeur général des ICS.</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>Il y a eu aussi le rapport de Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Sénégal (ITIE) qui est sorti en Décembre 2022 et qui a parlé du contenu local, du fond minier, de la contribution local avec des sommes d'argent qui doivent être versées aux collectivités territoriales et à l'Etat.</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>En parallèle de cette dynamique au niveau départemental j'ai constitué une équipe avec des gens que j'ai rencontré lors de l'atelier pour aller à Dakar rendre visite à un ami qui est un responsable au niveau du programme du développement durable de la convention cadre des nations unis pour le changement climatique (CCNUCC).</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>Après lui avoir fait état de la situation, il nous a expliqué qu'avec les entreprises il faut tenter la possibilité des fonds verts qui peut les motiver et les intéresser. Il peut y avoir des activités de reboisements, la production de compost et la récupération de biogaz. Ainsi il nous a expliqué le mécanisme des fonds verts pour qu'on ait de la substance lors de notre rencontre avec les entreprises</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>Nous sommes partis voir les responsables des entreprises avec des solutions en tête</i></p>	Réalisation stratégique.
<p><i>Nous avons exigé de rencontrer les directeurs généraux qui peuvent prendre des décisions et sont les responsables morales</i></p>	Réalisation Str.
<p><i>Il faut noter que dans la chaîne de transmission des informations [des entreprises], il y'a beaucoup de failles. Les responsables qui peuvent décider ne sont pas parfois au courant de ce qui se passe car les petits responsables veulent les faire croire que tout va bien pour leur montrer qu'ils font correctement leur travail et que tout va bien avec la population locale</i></p>	Capacité Str.

	<p><i>Nous avons commencé par le directeur général des ICS, Alassane Diallo. Quand, on est parti le voir, il pensait qu'on était venu les attaquer et je les ai rassurés, que nous sommes venus pour trouver des solutions ensemble, donc pour créer une dynamique</i></p> <p><i>Nous allons faire le tour des entreprises et voir ce que ça va donner</i></p> <p><i>Le 17 Février 2023, j'ai été invité Capacité stratégique à la gouvernance pour une rencontre avec les Responsables du mécanisme africain de l'évaluation par les pairs (MAEP) envoyé par la cedeao, et il y avait la participation d'autres pays. Ils ont parlé des impacts positifs ou négatifs des industries minières avant, pendant et après, les avantages et les inconvénients. J'étais parti pour représenter le conseil départemental de Tivaouane et je leur ai fait comprendre les différentes types de pollutions que nous avons dans la zone et nous demandons l'amélioration des conditions d'exploitation</i></p> <p><i>A Mboro, nous sommes partis voir Elhadji Malick qui est le responsable des maraîchers pour échanger sur la question de l'utilisation des pesticides car certaines pratiques dans le maraîchage sont néfastes pour l'environnement. C'était une première rencontre, on va faire le suivi et voir ce qu'on peut faire pour diminuer ou éradiquer l'utilisation des pesticides</i></p> <p><i>La dynamique enclenchée verra ses résultats sur un temps long</i></p> <p><i>il faut nous envoyer les rapports des ateliers, avec les engagements finalisés; nous permettra d'affiner notre stratégie et voir les acteurs à impliquer</i></p> <p><i>nous avons une [nouvelle] stratégie d'intervention basée sur le dialogue, la négociation</i></p> <p><i>Nous avons plusieurs acteurs qui conjuguent leurs efforts pour la problématique de la conservation de l'environnement avec une approche multi secteurs</i></p>	<p>Réalisation Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Temps</p>
ID17	<p><i>Nous disposons de moyens de fonctionnement limités</i></p> <p><i>Le quai ne dispose pas de canalisation, de ce fait les eaux usées sont déversées dans la place publique</i></p> <p><i>Les pêcheurs de Saint-Louis ou de Yoff ne respectent pas ces interdits concernant le mono-filament et provoquent des bagarres. D'ailleurs en 2006, il y'avait mort d'homme</i></p>		<p>Financière</p> <p>Financière</p> <p>Organisation</p>
	<p><i>Nous faisons face à certaines contraintes qui sont liées aux moyens financiers qui entraînent un déficit dans la surveillance</i></p> <p><i>la présence de beaucoup de pêcheurs allochtones qui ont des pratiques souvent néfastes comme l'utilisation de mono filament, la pose des palangres sur les zones rocheuses</i></p> <p><i>Il n'y avait pas [atelier] l'intervention d'experts pour nous parler des problèmes de notre zone et de nous apporter des solutions. C'est nous-même qui avons fait ce travail. Et je me suis rendu compte que chacun maîtrise les éléments de la zone à sa façon et on était très complémentaires</i></p> <p><i>J'ai vu aussi que la population détient certaines connaissances dont ne disposent pas les services techniques de l'État qui intervient dans la zone</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p>	<p>Financière</p> <p>Organisation</p>

ID18	<p><i>Et en matérialisant les éléments du territoire nous nous sommes rendu compte que nous devons disposer d'un outil de gestion pour mieux organiser l'espace communal car il y'a pas de cohérence territoriale, tout est mélangé</i></p> <p><i>En plus j'ai vu qu'entre les trois communes qui étaient à l'atelier (Ndiender, Cayar et Notto gouye Diama) il y'a une continuité spatiale de telle sorte qu'un problème environnemental dans une commune va se répercuter sur les deux autres communes donc nous devons avoir une synergie d'action</i></p> <p><i>Ce qui a manqué lors de l'atelier c'était la large diffusion par les radios communautaires. Il faut inviter les radios communautaires pour qu'elles diffusent en direct les échanges et ça permettrait d'informer et de toucher plus de personnes</i></p> <p><i>Maintenant, il faut faire une restitution des résultats et partager les rapports avec les engagements.</i></p> <p><i>Nous faisons plus de surveillance de la bande de Filao et dénonçons les cas de coupe que nous constatons</i></p> <p><i>La mise en œuvre des activités de l'aire marine sont trop dépendantes des financements externes</i></p> <p><i>Les pêcheurs allochtones ignorent les limites de l'air marine protégée et ne respectent pas les dispositifs du règlement intérieur</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Financière</p> <p>Organisation</p>
ID19	<p><i>Ce que j'ai le plus aimé, c'est l'identification des problèmes et solutions et voir ce que chaque acteur peut faire</i></p> <p><i>Lors de l'atelier, j'ai beaucoup appris des problèmes environnementaux des autres secteurs</i></p> <p><i>ça m'a permis de comprendre que la question environnementale doit être traitée avec une approche multi secteurs</i></p> <p><i>Nous allons porter le plaidoyer pour une réduction de l'effort de pêche</i></p> <p><i>A mon retour de l'atelier j'ai convié tous les membres de la fédération pour leur faire le compte rendu et faire passer le message de la nécessité de conserver la biodiversité marine</i></p> <p><i>Ce 15 février 2023, lors de notre journée de rassemblement annuelle, nous avons invité le ministre de la pêche. Et parmi les doléances qui y ont été portées y figurait la dénonciation de la surpêche et la pêche des juvéniles</i></p> <p><i>Moi en tant que micro-mareyeuse je n'achète plus les juvéniles (poissons faisant moins de 18cm)</i></p> <p><i>Chaque année aussi nous faisons une activité sociale et cette année-ci nous avons décidé de faire une journée de nettoyage du quai de pêche et la plage</i></p> <p><i>Nous avons décidé de protéger la biodiversité marine mais ce n'est pas le cas de tous les acteurs surtout ceux qui viennent de l'extérieur</i></p> <p><i>Le ministre ne fait pas beaucoup d'effort concernant les licences de pêche malgré nos dénonciations</i></p> <p><i>la réduction de l'effort de pêche dépend en grande partie de la décision du gouvernement à diminuer les licences de pêche octroyées et veiller au respect des règlements en mer</i></p>	<p>Capacité Str.</p> <p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Organisation</p> <p>Services publics</p> <p>Services publics</p>

ID20	<p><i>Nous luttons contre l'installation des usines de farine de poisson à cause des pollutions et d'une utilisation excessive de produits halieutiques mais, ce n'est pas nous qui prenons les décisions. Parfois la décision vient directement du ministère de la pêche et de l'économie maritime</i></p> <p><i>Le support qu'on a utilisé à Bayakh m'a permis de voir que l'occupation de l'espace pose problème à Cayar. Les usines sont à l'intérieur des habitations et nous vivons les pollutions au quotidien</i></p> <p><i>Ça m'a permis de voir que nous devrions plus porter le combat de la protection de la nature seul car tous les secteurs sont concernés et nous devons conjuguer nos efforts</i></p> <p><i>j'ai regretté la non-participation de notre maire et qui pouvait aussi faire venir les représentants des usines</i></p> <p><i>Après l'atelier Biodev, le CLPA est devenu plus dynamique et à chercher à impliquer d'autres acteurs comme le maire qui jusque-là n'était pas impliqué dans la lutte contre Barna.. Nous sommes partis le voir pour expliquer nos activités et les impacts de l'installation des usines de poissons. Et on l'a informé que Barna verse ses eaux usées dans le lac de Mbawane. Après ça, il a pris un arrêté interdisant à Barna de déverser ses eaux dans le lac.</i></p> <p><i>Nous sommes plus vigilant à la plage. Quand une pirogue arrive, nous regardons les poissons attrapés, s'il y'a des juvéniles, nous le dénonçons au service de la pêche qui va faire la saisie pour les brûler.</i></p> <p><i>La pêche n'est pas un domaine de compétence transféré, de ce fait les décisions viennent directement du ministre qui ignore ou qui fait semblant d'ignorer les réalités locales</i></p> <p><i>Les pêcheurs hors Cayar continuent à pêcher les juvéniles et ailles les vendre ailleurs ou trouvent des voies de contournement pour les vendre directement à l'usine de transformation de farine de poisson.</i></p> <p><i>Le CLPA à des contraintes matérielles et financières pour assurer la surveillance de façon permanente</i></p> <p><i>Nous n'avons pas les capacités de réduire la surpêche et nous ne pouvons pas non plus diminuer le nombre de licences de pêche</i></p>	<p>Connaissance</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Dtr.</p>	<p>Entreprises</p> <p>Services publics</p> <p>Entreprises</p> <p>Services publics</p> <p>Organisation</p> <p>Financière</p> <p>Services publics</p>
ID8	<p><i>des projets qui ont une durée limitée alors que la procédure juridique peut être longue</i></p> <p><i>J'ai beaucoup apprécié la démarche participative et inclusive. Avec une telle démarche on voit que chaque acteur peut contribuer aux changements en fonction de ces moyens et de sa position</i></p> <p><i>Récemment j'ai organisé un atelier de partage du manuel sur le changement climatique et j'ai essayé d'adopter la même pédagogie</i></p> <p><i>Il faut organiser des ateliers de restitution et partager les rapports et les engagements</i></p> <p><i>A la sortie des deux ateliers, j'ai élargi mes champs d'action car jusqu'ici à Cayar je me focalisais sur le cas de Barna. Maintenant je m'intéresse à la protection de la bande de filao</i></p>	<p>Mise en réseau</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Capacité Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Temps</p>

	<p><i>Nous avons interpellé un promoteur immobilier qui a dévasté un vaste espace et rasé tous les arbres qui s’y trouvaient. il nous a précisé qu’il avait une autorisation de coupe d’arbre. Nous avons appuyé le mouvement Saytou sa momel” pour qu’il se constitue partie civile pour porter plainte au niveau de la brigade de l’environnement. La brigade est venue faire le constat et a ordonné au promoteur d’arrêter ses activités. Actuellement le dossier est entre les mains du procureur de la république</i></p>	Réalisation Str.	
ID5	<p><i>Participer à l’atelier et à la journée de débriefing à mboro m’a permis de voir les alliés possibles (lobbying)) pour des actions collectives pour conserver la biodiversité</i></p> <p><i>J’ai aussi connu Diédhiou qui est le président de la commission Mines du conseil départemental de Tivaouane, avec qui je collabore maintenant</i></p> <p><i>Nous avons commencé à élaborer une stratégie de plaidoyer au niveau départemental pour que les entreprises respectent leurs RSE</i></p> <p><i>Aménager une bande verte séparant les villages de Darou et Mboro et les ICS. Nous pensons changer d’espèce pour opter pour les anacardiens</i></p> <p><i>Elaborer une plateforme départementale qui va porter le plaidoyer pour un respect des RSE des entreprises établis dans le département</i></p> <p><i>Collaborer davantage avec les chercheurs pour démontrer avec des données scientifiques l’impact des industries sur la quantité et la qualité de l’eau. On compte travailler avec l’université de Thiès. D’ailleurs j’ai une sœur qui est enseignante làba, je vais passer par elle</i></p> <p><i>Nous n’avons pas encore la bonne formule pour assurer la survie des plantes reboisées</i></p> <p><i>Pour la plateforme au niveau départemental dont l’idée a émergé à la suite des ateliers, nous avons les ressources humaines permettant son fonctionnement. Mais nous aurons besoin d’appui de la société civile comme les ONG (UICN, Enda pronat, GRET).</i></p> <p><i>Nous avons un cadre de concertation des 18 maires du département pour porter la question du respect des RSE et la présidente du conseil départemental est très engagée sur les questions écologiques</i></p>	<p>Projection Str.</p> <p>Mise en réseau</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Projection Str.</p> <p>Réalisation Str.</p> <p>Réalisation Str.</p>	<p>Technique</p> <p>Technique</p>
ID21	<p><i>c’est très difficile de faire venir certaines entreprises aux rencontres. C’est le cas des ICS. Depuis que je suis là, je n’ai vu le directeur des ICS que deux fois (lors d’un enterrement et lors du conseil des ministres décentralisés à Thiès). Nous n’avons pas de relations (je suis pourtant le sous-préfet), il ne cherche pas à s’approcher des populations locales ni des autorités locales</i></p> <p><i>Les entreprises sont des firmes puissantes qui peuvent contourner l’autorité locale</i></p> <p><i>Mais j’étais un peu gêné car le délai était très court</i></p> <p><i>Nous avons des contraintes matérielles et financières pour faire le suivi des plantes et assurer la surveillance des arbres</i></p> <p><i>nous n’avons pas les capacités d’empêcher les industries à dévaster des arbres...</i></p>		<p>Entreprises</p> <p>Entreprises Temps</p> <p>Financière</p> <p>Entreprises</p>

	<i>...ils ont des permis d'exploitation</i>		Services publics
ID22	<i>le rôle le plus difficile qui consistait à faire venir les entreprises il faut comprendre avec les industries est que la chaîne de prise de décision est longue Avec les entreprises, il faut avoir assez de temps pour les informer</i>		Entreprises Temps Temps
ID23	<i>Manque de différence de prix entre produits biologiques et produits issus de l'agriculture conventionnelle Le fait de cartographier les problèmes, ensuite les solutions et de les mettre en rapport avec des acteurs était une bonne démarche. Ça a changé notre vision des choses et nous a permis de voir la responsabilité de chaque acteur Ça a fait naître une prise de consciences et nous a permis de voir des potentiels alliés Il manquait la participation des entreprises et des services étatiques Maintenant nous aurons besoin d'une restitution des résultats de tous les ateliers, d'un partage des rapports et d'un appui à la mise en place d'un cadre d'échange sur la biodiversité. Pour la convention avec les entreprises, à notre retour de l'atelier de Darou Khoudos et de la journée de débriefing, nous avons fait une restitution des résultats au conseil départemental de Tivaouane Nous avons commencé à élaborer une stratégie et les chemins à prendre pour rendre effective cette convention J'ai fait aussi une restitution du contenu de l'atelier dans le panel « bay sa war » pour informer et sensibiliser les gens de la diaspora et qui sont intéressées par les question de développement durable de la zone des Niayes nous avons des contraintes financières pour avoir plusieurs rencontres d'échange et faire du lobbying pour avoir l'engagement de plusieurs acteurs Pour faire de l'agro écologie, il faut des capacités financières Pour faire de l'agro écologie, il faut des capacités techniques Pour la convention avec les entreprises, il faut des capacités financières pour le fonctionnement du cadre, ... ... des capacités organisationnelles, ... ..., des capacités techniques</i>	<i>Connaissance Capacité Str. Projection Str. Réalisation Str. Réalisation Str. Réalisation Str.</i>	Commercialisation Entreprises Technique Financière Financière Technique Financière Organisation Technique
	<i>Les autorités étatiques refusent de nous accompagner et ne jouent pas leur rôle pour faire respecter les lois La convention locale mise en place et l'arrêté préfectoral ne sont pas respectés par les allochtones qui continue d'utiliser le mono filament dans les eaux de cayar et continuent d'attraper les juvéniles</i>		Services publics Services publics

ID24	<p><i>à la sortie des ateliers j'ai une autre vision car jusque-là on intervenait seul. Maintenant je cherche à élargir les alliances à commencer par le maire de la commune de Cayar. Comme la pêche n'est pas un domaine de compétence transféré, je ne pensais pas qu'il pouvait faire quelque chose. Mais participer aux ateliers m'a fait comprendre que les maires sont des acteurs stratégiques incontournables</i></p>	Capacité Str.	Financière Financière
	<p><i>J'ai compris aussi qu'il faut toujours dialoguer car nous avons tous des besoins et vivons des réalités différentes mais que chacun peut apporter une contribution au changement</i></p>	Capacité Str.	
	<p><i>Objectif : Créer des alliances avec d'autres acteurs qui peuvent apporter des facilités</i></p>	Projection Str.	
	<p><i>A la sortie des ateliers, je me suis rapproché du maire de Cayar pour l'impliquer dans la lutte contre l'usine de farine de poisson Barna.</i></p>	Réalisation Str.	
	<p><i>Quand nous lui avons présenté le dossier et informé des eaux usées déversées dans le lac Mbawane, il a décidé de prendre un arrêté municipal interdisant à l'usine de déverser ses eaux dans ce lac</i></p>	Réalisation Str.	
	<p><i>Ce qui constitue une avancée pour nous car au niveau du tribunal, on nous avait dit qu'on n'avait pas de preuve de la pollution du lac. Maintenant l'arrêté municipal va apporter du poids à notre dossier</i></p>	Projection Str.	
	<p><i>En plus, après la sortie de l'arrêté, l'usine a continué de déverser ses eaux dans le lac et le secrétaire municipal et le 1er adjoint au maire (qui est engagé sur les questions environnementales) ont déposé une plainte contre l'usine au niveau de la brigade de l'environnement.</i></p>	Réalisation Str.	
<p><i>La mairie en fait son affaire maintenant et ils m'ont appelé pour qu'on définisse ensemble un plan d'action</i></p>	Projection Str.		
<p><i>Nous avons des contraintes financières pour réaliser notre plan d'action</i></p>			
<p><i>il nous manque des capacités financières</i></p>			
<p><i>Nous pensons avoir des avancées importantes avec la dynamique actuelle car nous avons de plus en plus d'acteurs engagés pour une gestion durable des ressources halieutiques</i></p>	Capacité Str.		
ID25	<p><i>Des solutions pertinentes ont été proposées et la journée de Débriefing de Mboro nous a permis d'affiner les choses et d'élaborer une stratégie pour impliquer les industries</i></p>	Réalisation Str.	

## ANNEXE 2 : PROTOCOLE D'ENQUETES

### I. Guide d'entretien qualitatif

#### 1. Informations sur le profil de l'enquêté

- a. Age, sexe, situation familiale
- b. Activités rémunératrices
- c. Activités non rémunératrices (associatives, militantes, loisirs)
- d. Bref cursus
- e. Ses aspirations pour son futur personnel

#### 2. Questions sur le positionnement de l'enquêté avant l'intervention

- a. Sa place dans la communauté
- b. Son point de vue sur les enjeux Biodev et les actions qui existaient sur cela.
- c. Les stratégies possibles qu'il imaginait à l'époque pour traiter ces enjeux
  - Celles qui avaient été essayé mais avaient raté
  - Celles qu'il était en train d'essayer, ou que d'autres étaient en train d'essayer
  - Celles qu'il n'avait pas les moyens (capacités, alliés, pouvoirs, temps disponible, etc.) de mettre en œuvre, même s'il les considérait comme prometteuses

#### 3. Questions sur sa vision de ce qui s'est passé durant l'intervention

- a. Pourquoi s'est-il retrouvé dans cet/ces ateliers ? Comment a-t-il été informé/invité ? Pourquoi est-il venu ?
- b. D'après lui, qui étaient les porteurs, les organisateurs de cet/ces ateliers ?
- c. D'après lui, quels étaient les objectifs de ceux qui ont organisé cet/ces ateliers ?
- d. En qui y a-t-il retrouvé certains de ses propres enjeux ?
- e. En quoi il n'y a pas retrouvé certains de ses propres enjeux ? Qu'aurait-il fallu pour qu'il les y retrouve ?
- f. D'après lui, a quoi a/ont servi cet/ces ateliers ?
- g. Sur quoi ont-ils échoué ?

#### 4. Description des effets de l'intervention sur ses « capacités » (au sens de Senn) :

- a. Est-ce que ce point de vue, ou ses actions, ont évolué avec notre intervention ?
- b. Evolution des informations/connaissances :
  - Est-ce que notre intervention lui a permis d'avoir une meilleure information/connaissance des enjeux BIODÉV dans sa communauté, et de la façon de les atteindre ?
  - Si amélioration de la connaissance, s'agit-il d'une connaissance technique (sur les dynamiques biochimiques, écologiques, agronomiques, pédologiques...) ? d'une connaissance sociale (sur les alliés possibles, sur les actions collectives imaginables...), institutionnelle (sur les organismes et institutions impliqués, sur les processus administratifs ou politiques...)
  - Est-ce que notre intervention lui a permis de donner à d'autres des informations et connaissances sur les enjeux BIODÉV de sa communauté, et de la façon de les atteindre ? A qui...et sur quoi (voir détails ci-dessus) ?

- c. Plus d'opportunités pour explorer les « anciens chemins », qu'il avait déjà identifié avant notre arrivée
- Par « chemin » nous entendons les voies, les stratégies, pour obtenir des résultats sur les objectifs que l'on s'est fixés (individuellement ou collectivement)*
- Quels « chemins » avait-il en tête avant notre intervention, pour tenter de traiter les enjeux BIODEV apparus dans nos discussions ?
  - Avec quels alliés pensait-il pouvoir y arriver ?
  - Où en était-il dans la réussite de ces chemins avant notre arrivée ?
  - Où était-il bloqué ? Qu'est qu'il lui/leur manquait/aient pour y arriver ?
  - Quels appuis (formations, motivations, soutien institutionnel, alliés, lobbying<sup>1</sup>...) lui/leur manquait/aient ?
- d. « Nouveaux chemins » :
- Est-ce que notre intervention a enrichi sa perception des chemins possibles pour trouver une solution (par exemple, des processus d'alliances ou négociations possibles) ?
  - Si oui, quels nouveaux chemins lui sont apparus
  - Est-ce qu'il pense avoir ce qu'il faut pour tenter ces nouveaux chemins ? Qu'est ce qui lui manque ?
  - Est-ce qu'il a une idée sur comment faire pour obtenir ce qu'il lui manque pour ces « nouveaux chemins » ?
  - Avec qui (action collective) il pense pouvoir s'y lancer ?
  - Pourquoi n'a-t-il pas essayé ces « nouveaux chemins » avant que l'on vienne ?
- e. Changement de son point de vue sur le(s) meilleur(s) chemins à tenter :
- Est-ce qu'à la suite de notre intervention il a changé d'idée sur quelle était la façon la plus prometteuse, la stratégie la plus réaliste, qui pourrait être la plus efficace, etc., pour réussir à traiter les enjeux biodev ?
  - Si non, pourquoi ? Quelle reste le « chemin » qui lui paraît le plus prometteur ? Et pourquoi ne l'a-t-il alors pas mis en œuvre jusqu'à présent ?
  - Si oui, qu'est qu'il attend pour le mettre en œuvre, manque-t-il quelque chose ? Et s'il manque quelque chose a-t-il une idée de comment l'obtenir ?

## 5. Relevé factuel des actions effectivement entreprises

- a. Durant l'intervention :
- Quelles avancées concrètes ont eu lieu d'après lui, durant l'intervention ?
  - Qu'est ce qui n'a pas bougé ? Que manque-t-il pour que ça bouge ? Voit-il des « chemins » possibles pour que cela bouge (le plus descriptif possible, y compris de qui manque pour les mettre en œuvre) ?
  - Qu'est ce qui s'est aggravé ?
- b. Après l'intervention :
- Quelles avancées concrètes ont eu lieu d'après lui, après l'intervention ?
  - Qu'est ce qui n'a pas bougé ? Que manque-t-il pour que ça bouge ? Voit-il des « chemins » possibles pour que cela bouge (le plus descriptif possible, y compris de qui manque pour les mettre en œuvre) ?
  - Qu'est ce qui s'est aggravé ?

---

<sup>1</sup> Si manque de finances, transformer en questions sur les lobbyings, réseaux et autres stratégies qu'il pensait pouvoir permettre de les obtenir.

- c. Envisagées dans le futur proche :
- Quelles avancées concrètes vont-elles avoir lieu d'après lui, dans un futur proche ?
  - Qu'est ce qui ne bougera pas ? Que manque-t-il pour que ça bouge ? Voit-il des « chemins » possibles pour que cela bouge (le plus descriptif possible, y compris de qui manque pour les mettre en œuvre) ?
  - Qu'est ce qui va s'aggraver ? Que manque-t-il pour que ça bouge ? Voit-il des « chemins » possibles pour que cela bouge (le plus descriptif possible, y compris de qui manque pour les mettre en œuvre) ?

## II. Organisation du codage des réponses

Il y a 3 phases dans le codage d'entretiens qualitatifs (code ouvert, puis axial, puis sélectif). Le **code ouvert** (cf. exemple ci-dessous) sera réalisé par l'enquêteur.

*Sujet : Recherche hypothétique sur l'utilisation des bouchons d'oreilles chez les jeunes.*

Fragment de texte	Cryptage ouvert
« Je voudrais utiliser des bouchons d'oreilles, mais ça a l'air si étrange. »	Intention
« Je porte toujours des bouchons d'oreille quand je vais à un concert ou un festival. Cela protège au moins mes oreilles. »	Protection des oreilles.
« Je ne veux vraiment pas être le seul à porter des bouchons d'oreille. Alors je suis embarrassé ! »	Qu'est-ce que les autres pensent ?
« Si vous utilisez les bons bouchons d'oreille, la musique sonne toujours bien. »	Qualité de la musique
« Je sais que je devrais porter des bouchons d'oreille, mais oui, ça n'a pas l'air ... »	Hésitation
« Et le son ? Ensuite, vous entendez la musique beaucoup moins bien. »	Qualité de la musique
« C'est mieux de porter des boules quies. Alors vous empêchez un mauvais bruit dans vos oreilles. »	Bip dans les oreilles.

Le **codage axial** (combinaison des codes ouverts dans un code général, chaque code ouvert pouvant être transcrit en plusieurs codes généraux. Au final, un certain nombre de catégories générales émergent) sera réalisé par le consultant Cirad, en dialogue avec l'enquêteur.

Fragment de texte	Encodage ouvert	Encodage axial
« Je voudrais utiliser des bouchons d'oreilles, mais ça a l'air si étrange. »>	Intention	Apparence
« Je porte toujours des bouchons d'oreille quand je vais à un concert ou un festival. Cela protège au moins mes oreilles. »	Protection des oreilles.	Protection auditive
« Je ne veux vraiment pas être le seul à porter des bouchons d'oreille. Alors je suis embarrassé ! »	Qu'est-ce que les autres pensent ?	>Comportement des autres.
« Si vous utilisez les bons bouchons d'oreille, la musique sonne toujours bien. »	Qualité de la musique	Expérience sonore
« Je sais que je devrais porter des bouchons d'oreille, mais oui, ça n'a pas l'air ... »	Hésitation	Apparence
« Et le son ? Ensuite, vous entendez la musique beaucoup moins bien. »	Qualité de la musique	Expérience sonore
« C'est mieux de porter des boules quies. Alors vous empêchez un si mauvais bruit dans vos oreilles. »	Bip dans les oreilles.	Protection auditive

Le **codage sélectif** (à partir des catégories précédentes, structuration en établissant connexions et regroupements des codes axiaux) sera réalisé par le consultant Cirad. C'est ce codage sélectif qui sera traité en analyse de données.

## III. Méthode d'analyse

L'analyse des données est ensuite effectuée à partir des résultats enregistrés des entretiens. Suivant les protocoles habituels de traitement de données d'une enquête qualitative, elle comprend en plusieurs étapes.

- 1) Repérage et codage des éléments des interviews qui sont en lien avec des capacités (acquises, insuffisantes, manquantes)
- 2) Repérage et codage des éléments qui sont en lien avec les ressources matérielles et immatérielles (moyens financiers, accès à une information fiable, support par la communauté, support institutionnel...etc.) mobilisables, insuffisantes ou manquantes, pour obtenir les engagements volontaires visés et leur accompagnement
- 3) Classification des éléments de capacités répertoriés, en particulier en différenciant les capacités individuelles et collectives
- 4) Lien entre ces éléments et les capacités cherchées (cf. supra « principaux éléments d'impact recherchés »)
- 5) Lien entre ces éléments et le contenu de l'approche TerriStories qui a été déroulée
- 6) Lien entre les capacités repérées et les facteurs contextuels hors TerriStories (capital social des participants, arènes sociales et dynamiques collectives existantes, autres interventions sur des thèmes proches, politique publique...).
- 7) Analyse des liens et interactions entre développement des capacités individuelles et développement des capacités collectives
- 8) Analyse des améliorations possibles de l'approche TerriStories (déroulé des ateliers de simulation, nature des accompagnements ex-ante et ex-post des ateliers)

## **Annexe 3**

**Dossier : « Les recherches participatives dans la production des savoirs naturalistes »**

## **Du savoir local au pouvoir central : un processus participatif sur la réforme foncière au Sénégal**

Patrick D'aquino<sup>1,\*</sup>, Alpha Ba<sup>2</sup>, Jérémy Bourgoïn<sup>3,a</sup>, Daniel Cefai<sup>4</sup>, Camille Richebourg<sup>5,b</sup>, Sarah Hopsort<sup>6</sup> et Tamara Pascutto<sup>7</sup>

<sup>1</sup> Géographe, Cirad, UPR Green, Montpellier, France

<sup>2</sup> Sociologue, Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal

<sup>3</sup> Géographe, Cirad, UMR Tetis, Montpellier, France

<sup>4</sup> Sociologue, EHESS, Paris, France

<sup>5</sup> Politologue, EHESS, Marseille, France

<sup>6</sup> Sociologue, Mouvman Peyizan Papaye (MPP), Port-au-Prince, Haïti

<sup>7</sup> Sociologue, indépendante, Saint-Martin-de-Lansuscle, France

\*Auteur correspondant : [daquino@cirad.fr](mailto:daquino@cirad.fr)

<sup>a</sup> Jérémy Bourgoïn est également rattaché à l'Institut sénégalais de recherches agricoles, Bureau d'analyses macro-économiques, Dakar, Sénégal.

<sup>b</sup> Camille Richebourg est également rattachée à l'UPR Green du Cirad, Montpellier, France.

**Résumé** – Une série d'expérimentations participatives en situation réelle de développement territorial, s'appuyant sur un jeu original de simulation, a été engagée depuis la fin des années 1990 au Sénégal, dans le but de laisser les acteurs locaux participant à l'expérience construire leurs positions de façon autonome sur la question foncière. L'enjeu méthodologique était d'établir une procédure délibérative sans méthodologie de diagnostic ou de planification particulière, durant laquelle toutes les connaissances et les opinions sont simplement mises en position d'être débattues et réfutées. En 2014, une ONG sénégalaise, ENDA PRONAT, puis d'autres organisations de la société civile, se sont approprié cette méthode et l'ont mise en

œuvre eux-mêmes jusqu'à l'échelle nationale, pour élaborer de façon concertée leurs propres principes de réforme foncière. Quelques dimensions de ce processus sont présentées dans cet article, en particulier la façon dont les ateliers de simulation participative ont fait émerger la diversité des expressions puis accompagné l'exercice collectif et ascendant de leur synthèse.

**Mots-clés :** dispositifs institutionnels / territoire / participation / foncier / politique publique

**Abstract - From local knowledge to central power: using a simulation game for a bottom-up participatory process on land policy in Senegal.** Since the late 1990's, a series of participatory experiments in real-life land development situations were undertaken in Senegal. The challenge was to set any land-related knowledge and views in a position of being refuted through a deliberative process, without prescribing specific technical, assessment or planning methods, and in which the participants engaged in participatory simulation games might freely imagine alternatives, and shape their own views and proposals. In 2014, several NGOs and social movements in the Senegalese civil society appropriated this method in a collaborative bottom-up process with farmers up to the national level. This paper presents and analyses a few dimensions of this process and its outputs. More specifically, it focuses on the procedures which generated, through participatory simulation workshops, the emergence of collective principles and rules at local levels then accompanied their development up to a nationwide land tenure reform.

**Keywords:** Institutional frameworks / territory / participation / land tenure / public policies

Les approches participatives<sup>1</sup> reposent sur l'hypothèse que l'expression par les acteurs concernés de leurs points de vue, expériences et connaissances empiriques conduit à une prise en charge plus pertinente de la question traitée qu'une analyse et une restitution par des experts, que ce soit parce qu'elle enrichit la connaissance sur la question ou parce

---

<sup>1</sup> Les recherches présentées dans cet article ont été conduites de 2012 à 2017 dans le cadre du dispositif Pastoralisme et zones sèches en Afrique de l'Ouest (<https://www.ppzs.org>).

qu'elle entraîne un engagement social plus profond. Cependant, après quelques décennies de développement de ce type de démarches, les controverses restent vives (Lavigne-Delville *et al.*, 2000 ; Asselt Marjolein et Rijken-Klomp, 2002 ; D'aquino et Seck, 2002 ; Barbier, 2005 ; Stringler *et al.*, 2006 ; Leroy, 2008 ; Hubert *et al.*, 2013 ; Barnaud, 2013 ; Muhammad *et al.*, 2015). L'objet de cet article est de présenter les résultats d'une expérience qui s'est construite à partir d'une position particulière, parmi d'autres, sur cette grande question.

L'ambition de notre approche est de mieux mobiliser la diversité des savoirs et des expériences afin d'améliorer notre recherche de solutions adaptées au monde d'aujourd'hui (D'aquino et Bah, 2013). Or, l'intégration des connaissances n'est pas nécessairement linéaire, à partir d'une démarche structurée de diagnostic telle que la pratiquent la plupart des scientifiques. Elle peut aussi être itinérante, à partir d'allers et retours entre expérience et généralisation, entre apports d'autres points de vue et conceptualisation personnelle. En ce qui concerne par exemple la prise en charge locale d'un territoire, notre projet est de libérer la réflexion collective du carcan technique d'un diagnostic territorial. En effet, la procédure de diagnostic puis de planification est certes adaptée à une mobilisation rigoureuse de l'information scientifique mais elle impose une forme particulière, technique, d'intégration des connaissances : d'une part un processus linéaire de diagnostic, avec les étapes successives de collecte des informations, d'analyse, de définition des enjeux et contraintes, et d'élaboration d'un plan d'action, et d'autre part des formes d'expression et de restitution de la connaissance (l'écrit, les graphiques, les cartes, etc.). Or, cette forme d'expression et de prise en compte des connaissances et des points de vue sur le monde est plus adaptée à l'expression de la connaissance technique qu'à l'expression, forcément progressive et incrémentale, des points de vue d'acteurs non techniques. De plus, à propos des questions de développement territorial, il nous semble difficile de dissocier, dans ce que l'on considère à tort comme un diagnostic technique, les données purement techniques d'un point de vue plus subjectif sur le monde et sur la façon dont il devrait fonctionner : par définition, un diagnostic territorial suggère un enjeu territorial, concept hautement polysémique dont l'identification dépend des options sociales, économiques, politiques qui sont retenues. L'enjeu serait donc de libérer la réflexion collective en lui fournissant tout de même un support aidant les participants à progresser à leur façon.

Afin de concrétiser cette orientation, une méthode d'accompagnement a été

expérimentée, qui s'appuie sur deux hypothèses. La première est épistémologique : face aux interrogations actuelles de la société, l'invention collective est toujours possible. Tout n'a pas été imaginé pour arriver à s'entendre sur nos territoires. En particulier, nous sommes loin d'avoir mobilisé la diversité des formes de savoirs et de sagesses dispersées de par le monde. La seconde hypothèse est stratégique : la seule façon pour que ces inventions collectives puissent perdurer à grande échelle est qu'elles soient portées et répandues par leurs « inventeurs » eux-mêmes, dans leur territoire local comme plus largement aux échelles supérieures. C'est ce que nous appelons une perspective multiniveaux.

Depuis la fin des années 1990, cette position particulière a été progressivement mise en œuvre au Sénégal en situation réelle de développement territorial, c'est-à-dire avec peu d'investissements et sur de grands territoires (D'aquino *et al.*, 2002 ; D'aquino et Papazian, 2014). L'enjeu était de proposer aux populations des supports de simulation sur l'état d'un territoire, ses usages actuels et ses devenirs possibles, qui (i) mettent toutes les connaissances en position d'être réfutées, sans en considérer certaines, par exemple techniques, comme déjà « vraies » et (ii) laissent les participants façonner eux-mêmes, sans méthodologie de diagnostic ou de planification particulière, les différentes options possibles de prise en charge d'une question territoriale.

Depuis quelques années, le Sénégal connaît une multiplication des mobilisations villageoises en opposition à l'attribution de terres par l'État à des investisseurs privés. En 2008, le débat international concernant l'attribution de terres paysannes à des acteurs privés rencontre un grand écho sur la scène nationale, où des acteurs civils et ruraux revendiquent pour une gestion sobre des ressources naturelles et se structurent au sein d'un comité, le Cadre de réflexion et d'action sur le foncier au Sénégal ou CRAFS (Hopsort, 2014). L'une des ONG les plus impliquées, ENDA PRONAT, lance début 2014 une stratégie de mobilisation à grande échelle dont l'enjeu est de laisser les paysans locaux construire leurs propres contre-propositions de réforme foncière, en alternative aux conceptions dominantes pour l'appropriation privative des terres. L'équipe d'ENDA PRONAT a alors eu recours pour cela à l'outil de simulation participative *TerriStories*, qui lui avait été présenté par ses concepteurs (D'aquino et Bah, 2013) au cours de l'année précédente. Cette expérimentation participative grandeur nature a abouti à des principes qui se sont avérés originaux, tant face aux conceptions dominantes de gestion du foncier qu'aux formes existantes de foncier coutumier. Les acteurs locaux ont donc utilisé l'outil de simulation

participative de façon autonome, sans être accompagnés par une équipe technique d'appui ou un projet quelconque, pour porter jusqu'à l'échelle nationale les points de vue locaux qui se sont progressivement formalisés au cours des jeux de simulation. C'est ce processus d'innovation collective, au cours duquel l'imagination est stimulée par une discussion mieux argumentée grâce à la simulation, que nous nous proposons d'analyser dans cet article.

## **Méthodologie : jeu, théâtre et simulations pour s'en sortir ensemble dans un monde incertain**

### **Un support de simulation participative**

Pour essayer de libérer l'expression et l'imagination des participants d'un format imposé de diagnostic, un outil de simulation participative territoriale, *TerriStories*, et une stratégie spécifique pour l'insertion de cet outil dans une action collective autonome, l'approche *Grounded Changes* (<http://www.terristories.org/>) ont été progressivement mis au point.

*TerriStories* se présente comme un jeu de simulation à règles très ouvertes, en partie à construire par les participants eux-mêmes (Encadré 1). Le support est composé de plusieurs plateaux « territoriaux », constitués de damiers aux cases amovibles, proposés en différentes couleurs aux joueurs. Proposer plusieurs plateaux permet non seulement de prendre en compte une diversité géographique, y compris en termes d'échelles (laissées à l'appréciation des joueurs de chaque plateau), mais aussi de reconnaître une diversité de pratiques et de réalités sociales propres à chaque espace. Une boîte à accessoires propose une variété de formes et pions colorés, sans légende particulière attribuée : cela permet aux joueurs de modifier à loisir chaque plateau, de façon à ce qu'ils puissent reconstruire les territoires selon leurs propres points de vue. Enfin, une séance de jeu comprend plusieurs plateaux, ce qui enrichit la diversité des espaces et des niveaux territoriaux pris en compte (par exemple une règle peut être appliquée à un ou plusieurs plateaux), et permet de simuler aussi les liens structurels pouvant exister entre territoires (transhumances, migrations, échanges, etc.). Sur ces plateaux, les participants choisissent ensuite les activités qu'ils veulent simuler, et à partir desquelles ils obtiendront des revenus en fonction des ressources disponibles et

des évènements aléatoires qu'ils subiront (pluviométrie, évènements socioéconomiques ou environnementaux, etc.). Les joueurs ont tout loisir d'imaginer un nouvel évènement et de l'introduire dans le jeu, en l'improvisant eux-mêmes.

TerriStories est conçu pour permettre aux joueurs de rajouter tout élément de jeu qu'ils jugent utile pour enrichir leur réflexion : post-it, nouveaux types de pions ou de cartes, etc. Tout ceci constitue *in fine* un support de simulation participative conçu par les participants et sur lequel ils peuvent ensuite introduire tout type de règles collectives qu'ils imaginent, à l'échelle d'un plateau (règles et actions locales ou régionales) ou de plusieurs (règles et actions nationales). Les participants établissent donc en toute autonomie les « règles de jeu », c'est-à-dire les règles d'accès, d'usage et de partage des ressources qu'ils vont devoir respecter lorsqu'ils posent leurs activités. TerriStories ne nécessite pas d'animateur. Le facilitateur est juste présent pour expliciter les règles et aider ensuite chaque participant à s'exprimer. Les joueurs vont pouvoir imaginer en les discutant, puis tester en les jouant, leurs idées pour améliorer les situations qu'ils vivent dans le jeu : quel fonctionnement collectif leur paraît le plus « valable », ou « viable » ? Quels enjeux doivent-ils poursuivre ? Augmenter la production globale de la région, diminuer le nombre de familles en difficulté, préserver l'environnement, garantir la paix sociale, améliorer l'équité, etc. ? Le processus de jeu n'a pas pour but de trancher en faveur d'un point de vue, mais de lancer une forme constructive de cohabitation entre divers intérêts et opinions : la posture de TerriStories est de ne pas contraindre au choix d'une seule position, mais d'aider les joueurs à pouvoir explorer ensemble un spectre de possibilités.

Chaque tour de jeu, chaque nouvelle exploration, entraîne automatiquement l'évolution des positions testées, au regard de leurs résultats dans la simulation et conduit à de nouvelles configurations de la situation. Les différents points de vue, débattus, discutés... et simulés, se structurent ainsi progressivement en quelques options. Cela permet aux participants de problématiser des questions qui d'ordinaire sont tenues pour allant de soi et les engage, sur un mode ludique, dans un processus d'innovation collective. L'accord sur une seule option peut être finalement atteint, mais il n'est cependant pas l'objectif du processus : l'enjeu est d'aboutir à un accord intimement partagé sur la nature, argumentée, des quelques options possibles qui représentent la diversité des points de vue en présence.

## **Une stratégie pour une insertion de la participation depuis le local jusqu'au national**

Afin d'obtenir des impacts durables et à grande échelle, la dimension stratégique est fondamentale (D'aquino, 2009) : l'outil de simulation participative est ainsi inséré au sein d'une stratégie, appelée *Grounded Changes* (D'aquino et Papazian, 2014), conçue pour installer une production collective jusqu'au niveau national (Fig. 1 et 2).

Cette stratégie consiste en premier lieu à tout mettre en œuvre pour permettre une démultiplication autonome des ateliers de simulation dans tout le pays. Un processus léger d'apprentissage par l'action lance ainsi les participants dans une propagation autonome, « en cascade » (D'aquino, 2009), de la capacité de mise en œuvre de l'outil :

- TerriStories ayant été conçu pour être facilement appropriable par les joueurs, les acteurs locaux ayant participé à quelques ateliers peuvent ensuite devenir eux-mêmes animateurs après deux séances complémentaires de formation ;
- le jeu est conçu de façon à être utilisable avec tout profil de participant (de l'agriculteur au directeur technique national), et de façon cumulative, y compris du local au national, les idées produites dans un atelier pouvant facilement être introduites dans le suivant, sous forme d'évènements, de nouveaux éléments de jeu optionnels (par exemple des types de droits sur les terres : voir fig. 2), ou de scénarios à explorer.

La question du profil des participants est aussi abordée de manière stratégique. Le mode de sélection et le niveau d'hétérogénéité sociale des participants sont redéfinis pour chaque atelier par les organisateurs, dans le cas considéré les membres du CRAFS, en croisant d'une part l'objectif et l'échelle (village, commune, organisation régionale, etc.) spécifiques à l'atelier et d'autre part le contexte social local. Ainsi, selon l'enjeu et le contexte, il peut être stratégique de réunir un groupe de participants homogènes pour la formalisation du point de vue d'un groupe d'utilisateurs, ou de créer une hétérogénéité représentative du contexte pour accompagner l'émergence d'une proposition partagée. De même, il peut être stratégique selon le contexte de réunir séparément un groupe marginalisé, ou de le mettre en présence d'acteurs dominants. En effet, le jeu de simulation permet une multitude de combinaisons, dont certaines peuvent être efficaces pour une confrontation entre deux catégories (par exemple, il peut être intéressant de demander à chacun de « jouer » le

rôle de l'autre et d'essayer de « gagner », c'est-à-dire de subvenir à ses propres besoins : voir notamment D'aquino *et al.*, 2002). Quelle que soit la forme de participation retenue, une mise au point stratégique minutieuse et argumentée est la priorité, que ce soit pour l'établissement des groupes de participants et des acteurs locaux pilotant le processus, ou pour l'insertion des temps de jeu au sein de la société locale et de ses dynamiques collectives internes (D'aquino, 2009 ; D'aquino et Papazian, 2014).

De plus, l'enjeu de *TerriStories* est de préserver le plus fidèlement possible les informations et opinions exprimées par les participants, avec le minimum de traduction ou reformulation par un tiers. Or, il a été montré qu'un processus ascendant de reformulation, débats et synthèse successifs peut produire une standardisation progressive des propositions et des valeurs (Haas, 1992 ; Faure *et al.*, 1995 ; Meyer, 1997 ; Richard-Ferrouji, 2008), jusqu'à aboutir au même type de propositions conformistes que l'on aurait pu obtenir sans participation. Ce processus est de plus accentué lorsqu'il y a institutionnalisation de ces interactions (Blyth, 2002 ; Fouilleux, 2003). Pour ne pas reproduire ces dérives, la stratégie *Grounded Changes* préserve donc autant que possible les points de vue initialement exprimés, grâce aux scénarios initiaux de jeu, mais aussi les échanges directs sans reformulations successives. C'est ainsi que des ateliers « inter-locaux » d'envergure nationale (Fig. 3), organisés et pris en charge par le CRAFS, ont réuni des participants des ateliers de terrain pour de nouvelles séances de simulation facilitées par *TerriStories*. Ces derniers ont dans ce cadre mis directement en commun, sans l'intervention d'un tiers, les idées qu'ils avaient émises lors de leurs propres ateliers de terrain. De nouveaux éléments de « jeu » ont été intégrés sous forme d'options additionnelles mobilisables par les joueurs, de façon à représenter la diversité des propositions foncières élaborées par les participants dans les précédents ateliers de terrain (Fig. 2). Ces échanges inter-locaux sont d'envergure nationale mais visent donc toujours une concertation entre acteurs de base, une diffusion « horizontale » (voir la section « discussion »), en l'élargissant entre régions différentes.

Parallèlement à cette expansion horizontale (*outscaling*), un processus vertical ascendant (*upscaling*) a été mis en œuvre jusqu'à l'échelon national. Le processus horizontal élimine en grande partie le risque d'isomorphisme habituellement inhérent aux démarches participatives ascendantes. Cependant, pour contourner au mieux ce risque et éviter autant que possible une certaine reformulation des débats lors du

passage aux conclusions écrites, trois principes stratégiques ont guidé le processus de diffusion dans les arènes nationales (Fig. 3). Tout d'abord, la production écrite issue des ateliers est toujours organisée pour conserver le statut de version régulièrement actualisable (D'aquino *et al.*, 2002), en fonction de l'évolution du processus horizontal parallèle et, lui, continu, de simulation participative et d'échanges. Ensuite, tout est mis en œuvre pour que la réception par les responsables nationaux de ces propositions paysannes sur la réforme foncière ne se fasse pas via ces écrits qui ne pourront éviter une certaine standardisation, mais plutôt via une interaction directe avec ceux qui ont participé aux simulations et portent beaucoup mieux la richesse et la complexité de leurs points de vue que ne le font les traductions écrites. Cependant, toutes les précautions méthodologiques n'empêcheront pas une certaine déperdition ni une certaine uniformisation du sens, inhérentes à tout processus d'abstraction et de généralisation. C'est pourquoi le troisième principe de la stratégie *Grounded Changes* consiste à maintenir des échanges réguliers entre un processus horizontal parallèle de réflexions participatives, qui continue sur le terrain, et le processus national de réglementation foncière, de façon à alimenter une évolution continue des « propositions paysannes » déjà déposées (Fig. 3).

## **Résultats**

### **Préserver la diversité des points de vue tout en les situant dans une dynamique collective**

Les séances de simulation participative ont permis aux participants de façonner progressivement des mécanismes fonciers qui répondaient à leur mode profond de penser le foncier, en particulier de conserver un lien organique entre régime foncier et préservation des socioécosystèmes. En effet, c'est parce qu'ils estiment que les évolutions foncières promues par l'État (libéralisation, distribution de droits fonciers réels personnalisés, etc.) ne seront pas compatibles avec ce qu'ils appellent eux-mêmes une « agriculture saine et durable » qu'ils se sont mobilisés sur la question foncière. Ainsi, dans les ateliers, les participants mettent toujours les règles foncières, qui sont abondamment débattues (D'aquino, 2014), en perspective de leur vision des relations entre les hommes et entre les hommes et

leur environnement. Ils combinent dans leurs simulations les règles foncières à d'autres règles et pratiques, depuis l'aménagement du territoire jusqu'aux modes de décision collective, car ils jugent cette perception globale indispensable à une appréhension globale du socioécosystème, réfutant en cela une approche sectorielle qui distinguerait eau, terre, forêt, organisation politique, etc. Leurs propositions intègrent donc des aspects divers, tels que la définition d'un cadre réglementaire flexible et adaptable à la variabilité climatique, des formes de reconnaissance légale d'une diversité d'options concernant la nature des droits fonciers, etc. (D'aquino et Bah, 2013).

Progressivement, à partir des situations qu'ils créent en jouant, les participants forgent de nouvelles règles, imaginent de nouvelles actions et définissent de nouvelles pratiques. En un seul atelier, les participants en arrivent ainsi à des propositions qui sont à la fois endogènes et opérationnelles, la simulation obligeant à opérationnaliser chaque proposition. La souplesse de l'outil *TerriStories* leur permet de recueillir la diversité des points de vue personnels, puis de s'en servir pour façonner des propositions constructives plutôt que de les opposer de façon stérile : par exemple, agriculteurs et pasteurs s'écoutent et négocient des droits de passage ou d'accès à l'eau ; ou les femmes parviennent à faire reconnaître leur droit à l'exploitation de parcelles (D'aquino, 2014)

### **Des scénarios originaux de gestion foncière, imaginés sur le terrain...**

La posture méthodologique du jeu *TerriStories* consiste à engager une réflexion collective la plus affranchie possible des cadres de pensée dominants. Au Sénégal, les scénarios fonciers que les participants ont façonnés durant ces séances sont très riches et diversifiés (D'aquino, 2014), mais quelques principes communs s'en dégagent.

Tout d'abord, les participants n'entretiennent aucun conservatisme vis-à-vis de leurs propres règles actuelles : s'ils sont prêts à maintenir des règles, de propriété ou d'usage des sols, partagées de longue date par leur communauté et ayant fait leurs preuves, ils sont aussi prêts à les transformer ou les réinterpréter s'ils constatent ou anticipent des conséquences indésirables de ces règles. Le lignage ou la chefferie, les dominances de genre ou de caste ne sont par exemple pas des données intouchables (D'aquino, 2014).

Cela aboutit à des propositions inhabituelles sur le foncier (Encadré 2) qui se distinguent assez nettement des positions exprimées jusqu'à présent au Sénégal, comme la revendication d'un foncier inappropriable, géré par une nouvelle institution locale de régulation (D'aquino *et al.*, 2017). Cette dernière est conçue comme une assemblée à l'échelle du village, une sorte de conseil des sages distinct du conseil municipal, dont les membres seraient élus pour un temps relativement long qui transcende le pas de temps des élections locales. Cette institution de régulation, qui distribuerait des droits d'utilisation mais pas de droits réels, serait donc responsable de la préservation du patrimoine foncier et de l'environnement, à l'encontre des abus de pouvoir du gouvernement, de certains chefs de village, gros propriétaires et parfois marabouts. **Au départ une volonté de changement mais sans proposition pragmatique, ces points de vue, grâce à la pratique collective de simulation, peuvent acquérir suffisamment d'argumentaires et de consistance opérationnelle pour être recevables dans le débat public, au niveau local puis national..**

### **... et *in fine* insérés dans la politique nationale**

Les acteurs impliqués ont non seulement produit des recommandations pragmatiques aux échelles locale (organisations d'usagers, gestion communale, etc.) comme nationale (organisations du CRAFS), mais ils ont ensuite réussi à les insérer dans le débat politique national.

La stratégie « en cascade » (voir ci-dessus) a permis aux associations locales partenaires d'ENDA PRONAT de reproduire la démarche dans le pays avec leurs propres moyens et partenaires, après que quelques ateliers initiaux les aient aidés à la fois à constituer un premier pool d'animateurs et à diffuser l'intérêt de cette démarche auprès des autres membres du CRAFS. Le CRAFS a ensuite lui-même organisé plusieurs échanges nationaux directs, que ce soit entre les porte-paroles nationaux de la société civile et les participants aux ateliers, ou entre les responsables nationaux (Commission foncière nationale, parlementaires, experts conseillers du gouvernement, etc.) et ces mêmes participants (CRAFS, 2015).

L'accent mis par la stratégie *Grounded Changes* sur les risques d'un isomorphisme ascendant (voir ci-dessus), a amené les membres du CRAFS à prendre conscience de l'enjeu de reformulation. Ils se sont ainsi organisés pour que la production écrite soit issue d'un dialogue direct entre les experts rédacteurs, choisis

par la société civile, et des participants aux ateliers. Cette production écrite a ensuite été restituée, débattue, déconstruite et reconstruite lors d'une rencontre rassemblant des participants des différents ateliers locaux, avec une forte couverture médiatique et la participation de hauts responsables nationaux.

## **Discussion**

### **L'enjeu méthodologique central : être rigoureux sur les processus plutôt que sur la technique**

Laisser des participants échanger points de vue et connaissances est par nature un fait social complexe où le contexte local, les rapports de force, les perspectives subjectives et les émotions ressenties entrent en ligne de compte. Face à cette complexité, nous ne croyons pas en une « ingénierie sociale » de la participation, qui aurait les capacités de définir avec assurance le protocole technique « adéquat » d'une démarche participative type (profils des participants et des animateurs, étapes méthodologiques, type de résultats à produire, etc.). La question à résoudre devient alors la suivante : quelle démarche adopter, qui maintienne certains standards de rigueur scientifique tout en ouvrant un espace où des acteurs puissent librement exprimer leurs points de vue, s'engager dans une réflexion collective sur leur vie quotidienne, entrer dans une expérimentation de démocratie délibérative sans être soumis d'emblée ? Notre réponse est la suivante : imaginer des cadres d'intervention extrêmement ouverts, qui n'imposent pas des modèles explicatifs ou normatifs préétablis aux acteurs sociaux, mais qui leur permettent d'élaborer leurs « savoirs locaux » (Geertz, 1983) ou de reformuler leurs « expériences quotidiennes » (Schütz, 1987) à travers une démarche dialogique. Indirectement, notre démarche est une critique de certaines formes d'expertise qui imposent le modèle que doit prendre le processus d'analyse et de décision, y compris participatif : ces choix imposés ne nous paraissent pas légitimes pour décider des types de techniques, des rapports locaux d'échanges et de propriétés, mais aussi au-delà des modes d'organisation et de prise de décision. Notre pari est que les acteurs, en échangeant à partir du cadre du jeu sur leurs expériences, et en s'engageant ainsi dans une espèce de « pensée coopérative », sont capables de développer une « intelligence collective » (Dewey, 2010), sous une forme réfutable, argumentée, et en prise avec leurs vies quotidiennes.

Concrètement, les expériences présentées ci-dessus ont permis d'établir les priorités suivantes :

- miser sur le processus de discussion plutôt que sur une méthode préétablie : imaginer un cadre d'échanges entre participants, le jeu de simulation, ouvert à toute opinion et à tout mode de raisonnement (pas de méthodologie de diagnostic et de planification experte, mais des supports matériels, faciles à utiliser et à combiner pour exprimer, sans a priori, diverses visions du monde naturel et social) ;
- faire prévaloir le processus de discussion sur la mise à disposition de solutions clé en main : le produit final de ces échanges reste indéfini (pas de conclusion finale exigée en fin d'atelier, pas de résultats définis à produire, etc.). L'objectif est de susciter un débordement des formes d'échanges expérimentées dans l'atelier (libre expression, argumentation réfutable, etc.) au-delà de l'atelier, à la différence des solutions clé en main proposées par l'ingénierie sociale ;
- avoir confiance dans le processus de discussion plutôt qu'imposer des formats de participation : pas de solution experte proposée sur la « meilleure » forme de participation (choix des participants, types d'ateliers, représentativité des acteurs, etc.). Chaque atelier développe ses propres modalités de participation au jeu et c'est aux participants qu'il revient de développer une argumentation rigoureuse sur l'option *ad hoc* qu'ils retiennent.

Les résultats des expériences présentées ci-dessus montrent que ces hypothèses sont opérantes. Leur mise en œuvre dans cette expérience sénégalaise n'a pas modifié en profondeur les rapports de force de la société, comme aurait prétendu le faire une ingénierie sociale. Ils ont pourtant infléchi les relations et les échanges entre les participants et ont permis à des idées nouvelles d'être façonnées dans les ateliers et en partie reprises par les instances nationales. Plus fondamentalement, durant ces trois dernières années (alors que l'expérience de simulation participative n'a duré que six mois), la forme des échanges entre acteurs locaux impliqués, comme entre ceux-ci et les autres acteurs, a évolué (voir la section « résultats »).

**L'enjeu stratégique central : installer un processus participatif horizontal et continu**

Au cours des ateliers, les participants sont amenés à identifier et discuter les problèmes selon leurs points de vue, et à chercher ensemble, au cours de débats animés<sup>2</sup>, des façons de répondre aux enjeux qu'ils posent eux-mêmes (D'aquino, 2014). Les participants se rencontrent donc d'abord en tant qu'éleveurs ou agriculteurs, mais progressivement basculent aussi vers des postures de citoyens, devant prendre en charge leurs propres enjeux mais aussi ceux des autres, et donc devant se projeter à des échelles de gestion et de décision plus englobantes (*cf.* plateau de jeu multiscalair). Ils élaborent ainsi dans l'espace du jeu une expérience à la fois individuelle et collective, inventant progressivement leurs propres règles de cohabitation et de coopération aux échelles locale et globale, qu'ils testent dans le jeu libre de leurs interactions, en tentant d'en anticiper les possibilités et les difficultés (Cefai, 2016). Les acteurs de la société civile se sont approprié le processus autonome de diffusion des ateliers comme un outil qui facilite une certaine autonomie civique ou politique en combinant deux avantages pour forger des visions alternatives de la société : la mise en œuvre pragmatique (autour du support matériel du jeu) et l'improvisation collective (la latitude laissée par un cadre non contraint à l'imagination des joueurs).

Cet « effet atelier » est particulièrement porté par la stratégie originale de diffusion horizontale (*outscaling*) du processus (voir la section « méthodologie »). De ce fait, nombre de participants restent ensuite en contact et s'activent à leur tour dans la propagation des idées qui sont issues des ateliers, certains devenant eux-mêmes facilitateurs de nouveaux ateliers. Au contraire d'un processus vertical, ce dispositif de propagation horizontale limite au maximum l'interface de médiations représentatives et de filtres interprétatifs. En structurant et préservant la diversité des imaginations locales, le processus horizontal est générateur d'idées nouvelles dans le débat public, à l'encontre de la confiscation de celui-ci par les notables, les élus et les experts, avec deux risques potentiels : l'amoncellement d'un ensemble hétéroclite d'idées locales, impossibles à mettre en cohérence à l'échelle nationale, ou la réduction à un plus petit dénominateur commun, qui aurait perdu toute originalité. Cependant, deux ans après la fin du processus de simulation, grâce la stratégie spécifique mise en œuvre pour diminuer ces risques, le plus petit

---

<sup>2</sup> Voir [http://www.dailymotion.com/video/x28rttd\\_du-terroir-au-pouvoir\\_creation](http://www.dailymotion.com/video/x28rttd_du-terroir-au-pouvoir_creation).

dénominateur commun est encore suffisamment original (Encadré 2) pour continuer à apporter des idées neuves.

### **Multipolaire plutôt que multiniveaux ?**

Sur le fond, ce type de processus dit horizontal repose finalement moins sur une hypothèse d'accompagnement « multiniveaux » que sur le court-circuit de l'architecture hiérarchique institutionnelle et administrative (Viard, 1994 ; D'aquino 2002). La structuration en niveaux institutionnels et administratifs n'est dans ce processus pas considérée comme la forme d'organisation la plus efficace pour le type d'invention et d'influences collectives que notre démarche cherche à engager (D'aquino, 2002). Les ateliers de simulation participative ont pour objet de faire émerger des idées que les différents participants pourront ensuite, chacun à sa façon, diffuser et traduire dans d'autres arènes (dialogues informels, assemblées villageoises, comités de développement, associations et syndicats, Commission nationale de réforme foncière, etc.). Une stratégie particulière est cependant mise en œuvre pour accentuer cette propagation spontanée horizontale (voir Fig. 3).

Les ateliers de simulation participative ont, du reste, été pensés comme des interfaces d'interaction entre individus, plus qu'entre « représentants » : chaque joueur intervient dans un cadre d'expression et de valorisation individuelles, où il ne représente ni un groupe d'intérêt, ni une communauté villageoise, ni une organisation syndicale, ni un échelon territorial. Les ateliers permettent à leurs participants de mieux se connaître et de voir les choses autrement, d'accoucher de leurs idées propres dans une dynamique de discussion – inventer, échanger et multiplier les points de vue – sans prétention de prendre la place des processus sociaux.

La posture de *Grounded Changes* n'est ainsi considérée que comme un soutien additionnel à un processus social existant avant l'intervention et se poursuivant après : il s'efforce de ne pas s'y substituer. En effet, nous ne considérons pas qu'une démarche aussi artificielle qu'un atelier participatif, y compris les jeux de simulation, représente une véritable arène sociale ; celui-ci ne peut, modestement, que constituer une parenthèse intégrant imparfaitement les différents facteurs sociaux mais son caractère inhabituel peut permettre d'envisager autrement les points de vue de chacun et par là tracer de nouvelles voies.

## Conclusion

Aujourd'hui, un des défis de la participation reste pour les auteurs de dépasser l'échange technique ou l'extraction de savoirs locaux et permettre plutôt aux citoyens d'être en position de prendre en charge eux-mêmes de façon raisonnée l'avenir de leur territoire. Cependant, les risques sont réels, qu'il s'agisse du risque d'une instrumentalisation de la démarche par des leaders locaux, d'une difficulté à autonomiser les acteurs, ou de tous les écueils entraînés par les formats de participation et les modalités de gouvernance. Le processus mis en œuvre au Sénégal participe à une tentative d'amélioration en ce sens. Ces questionnements ont été centraux, et travaillés, non seulement par l'équipe à l'origine de la méthode, mais ensuite par les participants. Cela a permis la rédaction d'une plateforme de revendications, alternatives à celles de la Commission nationale de réforme foncière, avec ses propres procédures d'information, d'enquête et de discussion, et au-delà d'engager une mise en débat sur le fond des relations entre natures et sociétés.

## Références

- Asselt Marjolein (van) B.A., Rijken-Klomp N., 2002. A look in the mirror: reflection on participation in integrated assessment from a methodological perspective, *Global Environmental Change*, 12, 3, 167-184.
- Barbier R., 2005. Quand le public prend ses distances avec la participation, *Natures Sciences Sociétés*, 13, 3, 258-265.
- Barnaud C., 2013. La participation, une légitimité en question, *Natures Sciences Sociétés*, 21, 1, 24-34.
- Blyth M., 2002. *Great transformations: Economic ideas and institutional change in the twentieth century*, New York, Cambridge University Press.
- Cefai D., 2016. Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ?, *Questions de communication*, 30, 2, 25-64.
- CRAFS, 2015. *Synthèse des remarques de la société civile sur le canevas et la note méthodologique d'élaboration de la politique foncière*, Dakar, CRAFS.
- D'aquino P., 2002. *Accompagner une maîtrise ascendante des territoires. Prémices d'une géographie de l'action territoriale*. Rapport d'Habilitation à Diriger des Recherches, Université d'Aix Marseille I, Aix en Provence,

<http://cormas.cirad.fr/pdf/hdrdaquino.pdf>.

- D'aquino P., 2009. La participation comme élément d'une stratégie globale d'intervention : l'approche « gestion autonome progressive », *Cahiers de l'Agriculture*, 18, 5, 433-440.
- D'aquino P., 2014. *Foncier rural au Sénégal : paroles d'experts paysans. Extraits d'ateliers paysans de simulation*. Comité technique Foncier et développement, Paris, Dakar, ENDA PRONAT, ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Agence française de développement, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01483489/file/Paroles%20dExperts%20Paysans.pdf>.
- D'aquino P., 2016. TerriStories, un jeu au service de l'invention collective dans les politiques publiques, *Journal of Sociocultural community development and practices*, 10, 71-80.
- D'aquino P., Seck S. M., 2002. Et si les approches participatives étaient inadaptées à la gestion décentralisée de territoire ?, *Géocarrefour*, 76, 3, 233-240.
- D'aquino P., Seck S. M., Camara S., 2002. L'acteur avant l'expert : vers des systèmes d'information territoriaux *endogènes*. Résultats d'une expérience de cinq ans au Sénégal, *Natures Sciences Sociétés*, 10, 4, 20-30.
- D'aquino P., Bah A., 2013. A participatory modeling process to capture indigenous ways of adaptability to uncertainty: Outputs from an experiment in West African drylands, *Ecology and Society*, 18, 4, 16, <http://dx.doi.org/10.5751/ES-05876-180416>.
- D'aquino P., Papazian H., 2014. An inclusionary strategy reaching empowering outcomes ten years after a two-year participatory land uses management, *Environmental Management and Sustainable Development*, 3, 2, <http://dx.doi.org/10.5296/emsd.v3i2.6595>.
- D'aquino P., Camara S., Seck S.M., 2017. Formaliser ou sécuriser les droits locaux sur la terre ? Leçons de l'expérience dans la vallée du Sénégal, *Études Rurales*, 199, 129-148.
- Dewey J. 2010 [1<sup>re</sup> éd. 1927]. *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- Faure A., Pollet G., Warin P., 1995. *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan.
- Fouilleux E., 2003. Entre production et institutionnalisation des idées. La réforme de la Politique agricole commune, *Revue française de science politique*, 50, 2,

277-306.

- Geertz C., 1983. *Local knowledge*, New York, Basic Books.
- Haas P., 1992. Introduction: Epistemic communities and international policy coordination, *International Organization*, 46, 1, 1-35.
- Hopsort S., 2014. *La société civile contre l'accaparement des terres au Sénégal. Une forme originale de mobilisation, organisation informelle et multiniveaux*. Rapport Cirad,  
[http://agents.cirad.fr/pjjimg/patrick.d\\_aquino@cirad.fr/Article\\_Mobilisation\\_contre\\_accaparement\\_terres\\_au\\_Senegal\\_VF.pdf](http://agents.cirad.fr/pjjimg/patrick.d_aquino@cirad.fr/Article_Mobilisation_contre_accaparement_terres_au_Senegal_VF.pdf).
- Hubert B., Aubertin C., Billaud J-P., 2013. Recherches participatives, recherches citoyennes... une clarification nécessaire, *Natures Sciences Sociétés*, 21, 1, 1-2.
- Lavigne-Delville P., Sellamna N-E., Mathieu M., 2000. *Les enquêtes participatives en débat. Ambitions, pratiques et enjeux*, Paris, GRET, Karthala, ICRA.
- Leroy M., 2008. *La participation dans les projets de développement. Une analyse critique*. Thèse de doctorat, Paris, AgroparisTech-ENGREF.
- Meyer J.W., 1997. World society and the nation state, *The American Journal of Sociology*, 103, 1, 144-181.
- Muhammad M., Wallerstein N., Sussman A.L., Aviula M., Belone L., Duran B., 2015. Reflections on researcher identity and power: The impact of positionality on community based participatory research (CBPR) processes and outcomes, *Critical Sociology*, 41, 7-8, 1045-1063, doi: 10.1177/0896920513516025.
- Richard-Ferrouji A., 2008. *L'appropriation des dispositifs de gestion locale et participative de l'eau - Composer avec une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements*. Thèse de doctorat, Paris, EHESS.
- Schütz A., 1987. *Le chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- Stringer L. C., Dougill A. J., Fraser E., Hubacek K., Prell C., Reed M. S., 2006. Unpacking participation in the adaptative management of socio-ecological systems: a critical review, *Ecology and Society*, 11, 2, 39, [www.ecologyandsociety.org/vol11/iss2/art39](http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss2/art39).
- Viard J., 1994. *La société d'archipel ou les territoires du village global*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

### **Encadré 1. Les principes méthodologiques de TerriStories**

- Des règles très basiques, mais déjà reconnues par tous, à propos d'un contexte générique d'incertitude (**ici sahélien**) : quelques types de milieux et d'activités initiales, avec une variabilité extrême du climat et des événements imprévisibles, etc.
- Liberté maximum des joueurs ([http://www.dailymotion.com/video/x28rttd\\_du-terroir-au-pouvoir\\_creation](http://www.dailymotion.com/video/x28rttd_du-terroir-au-pouvoir_creation)) : reconstruction du premier plateau de jeu proposé, liberté des actions de jeu et des dialogues, jeux d'acteurs provoqués par l'introduction d'évènements, place à l'improvisation spontanée de nouveaux rôles (agrobusiness, transhumant, élu local, etc.).
- Consolidation de la diversité des points de vue : pas de critère de réussite / échec fixé (seulement quelques indicateurs qualitatifs de suivi technique : état des ressources et revenus de chaque joueur) ; préservation des opinions minoritaires dans les scénarios ; les choix de consensus repoussés après l'atelier, laissés à l'initiative et à la légitimité du processus social.

(pour plus de détails : D'aquino, 2016)

### **Encadré 2 : Extraits des principes fonciers paysans pour une politique foncière au Sénégal, établis à l'issue de l'atelier national du 23 au 25 février 2015, Keur Moussa, Sénégal**

#### **Encadré 2.**

Notre question n'est pas « quelle est la meilleure réforme foncière ? », mais « quel est le système foncier le plus adapté à notre choix de société ? ». Nous voulons un foncier qui nous permettra de mettre en valeur nos terres avec nos propres moyens, mesurés, accessibles, peu coûteux et respectueux de l'environnement, et qui nous assurent une capacité à nous développer tout en préservant la terre pour les générations suivantes.

1. Pas de droits réels (droit de propriété exclusif), mais des droits garantis d'usage et de gestion des terres ;
2. Gestion des transmissions et des cessions par un collectif mixte collectivité locale + villages ;
3. Attribution possible (pas de droit réel) à un collectif autant qu'à un individu ;
4. Gestion des attributions par un collectif mixte collectivité locale + villages (y compris pour les investisseurs).

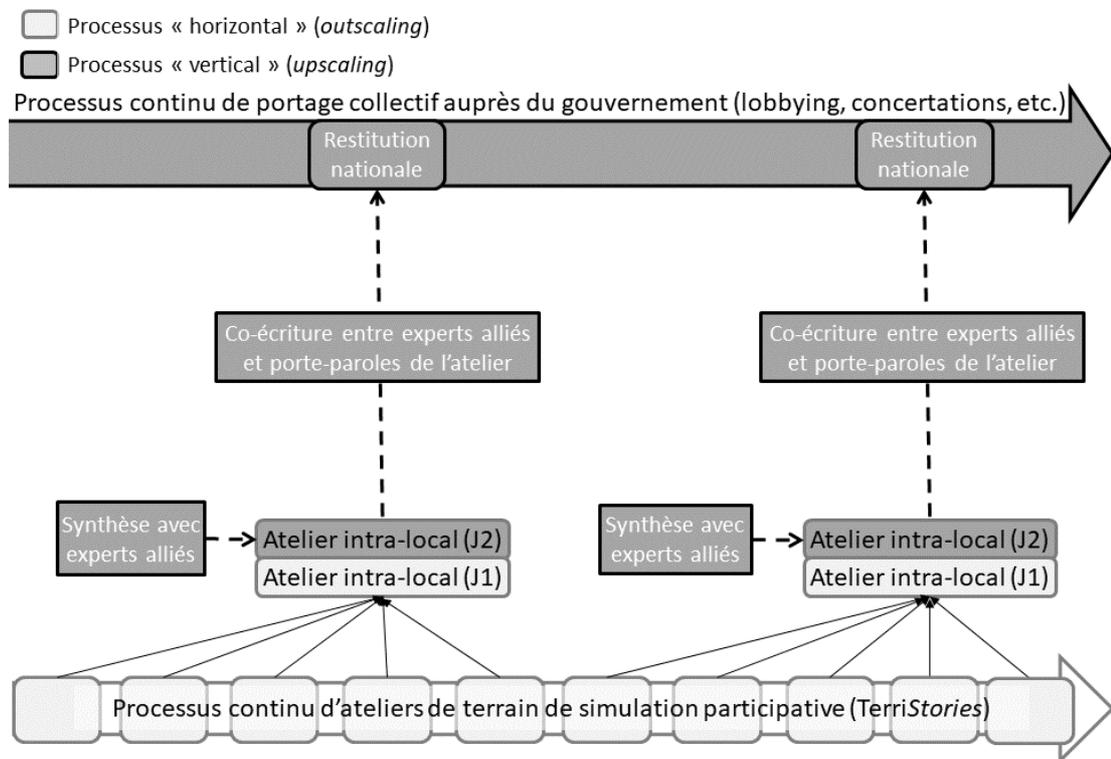
(CRAFS, 2015)

**Fig. 1.** La diffusion autonome « en cascade » des ateliers de simulation participative.

**Fig. 2.** Une nouvelle version du jeu avec des options foncières identifiées en fonction des apports des participants (crédit Jeremy Bourgoin)



**Fig. 3.** La stratégie utilisée au Sénégal pour l'insertion de TerriStories dans l'action collective sénégalaise.



D'aquino 2018